

MUTATION DES VALEURS SOCIETALES: DIAGNOSTIC ET SOLUTIONS POUR UNE PAIX DURABLE AU MALI



Juin 2016

**MUTATION DES VALEURS SOCIETALES:
DIAGNOSTIC ET SOLUTIONS POUR UNE PAIX
DURABLE AU MALI**





**Institut Malien de Recherche Action
pour la Paix**

Badalabougou Est
Av. de l'OUA, rue 27, porte 357
Tél: +223 20 22 18 48
Email: info@imrap-mali.org
Site Internet: www.imrap-mali.org

**Interpeace - Bureau Régional pour
l'Afrique de l'Ouest**

Deux Plateaux, Cocody
06 BP 2100 Abidjan, Côte d'Ivoire
Tél: +225 22 42 33 41
Email: wao@interpeace.org
Site internet: www.interpeace.org

Le contenu de ce rapport ne reflète pas l'opinion officielle des bailleurs. La responsabilité des informations et points de vue exprimés dans ce dernier incombe entièrement aux personnes consultées et aux auteurs.

Photo en couverture: Focus groupe homogène rassemblant des jeunes femmes et hommes à Tombouctou, organisé par le Pôle Dialogue Mobile.

Quatrième de couverture: De haut en bas: (i) Intervention lors d'un focus groupe homogène réunissant des femmes à Gao; (ii) Un Imam s'exprimant pendant un focus groupe hétérogène à Niéna, dans la région de Sikasso; (iii) Focus groupe homogène avec les jeunes à Kambila dans la région de Koulikoro.

ISBN: 978-9966-1666-9-2

Copyright: © IMRAP et Interpeace 2016. Tous droits réservés.

Publié en juin 2016

La reproduction de courts extraits de ce rapport est permise sans autorisation formelle, à condition que la source originale soit correctement référencée, en incluant le titre du rapport, l'auteur et l'année de publication. L'autorisation d'utiliser des parties de ce rapport, en entier ou en partie, peut être accordée par écrit. En aucun cas le contenu ne peut être altéré ou modifié, incluant les légendes et citations. Ceci est une publication de l'IMRAP et d'Interpeace. Les publications de ces dernières ne reflètent pas spécifiquement un intérêt national ou politique. Les opinions exprimées dans cette publication ne représentent pas nécessairement les vues de l'IMRAP et d'Interpeace. Pour des autorisations ou informations complémentaires, merci de contacter info@imrap-mali.org ou wao@interpeace.org.

Remerciements

C'est un honneur et un réel plaisir pour l'Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP) et son partenaire Interpeace d'adresser leurs sincères remerciements à toutes les personnes ressources qui ont soutenu la concrétisation de la deuxième phase de recherche action participative sur les solutions durables aux obstacles pour la paix au Mali. Les résultats de ces deux rapports sur les thèmes de la mutation des valeurs et de la crise de confiance entre les Forces de défense et de sécurité (FDS) et les populations civiles constituent une contribution essentielle pour la paix, la réconciliation et la cohésion sociale.

Ces remerciements sont d'abord et avant tout dédiés aux Maliens eux-mêmes. Nous tenons à remercier singulièrement les populations pour leur disponibilité, les autorités nationales, administratives, élues, les autorités traditionnelles, religieuses, toutes les personnes physiques/morales de la société maliennes rencontrées sur le terrain au cours des différentes missions de prospection, de consultation, de restitution et d'approfondissement de l'analyse des résultats. Cette dynamique de dialogue participatif, inclusif et constructif d'envergure nationale, n'aurait été possible sans l'adhésion et la disponibilité constante des différentes composantes de la communauté malienne qui n'ont ménagé aucun effort pour s'exprimer sans complaisance sur ce qu'elles pensent être la voie à suivre vis-à-vis des solutions aux obstacles à la paix au Mali.

Nous remercions tous les participants à la deuxième Conférence Nationale pour leurs efforts dans la proposition et la validation de solutions pérennes et concrètes aux priorités à la paix. Votre enthousiasme, engagement et clairvoyance dans le choix et débat des solutions répondant aux défis de l'« Insécurité chronique » et de la « Mutation des valeurs sociétales » témoignent de votre adhésion à cette initiative singulière et de votre appropriation du processus.

Nous remercions les autorités maliennes, et plus particulièrement le Ministère de la Réconciliation Nationale, pour leurs encouragements dès l'amorce du processus et efforts pour la recherche d'une paix durable au Mali.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué à la rédaction et/ou à la relecture de ce rapport. Leurs efforts et leur expertise ayant servi à améliorer sans nul doute la qualité de celui-ci.

Le travail de ces derniers mois n'aurait pu être possible sans l'appui des trois mentors qui ont accompagné au quotidien l'équipe de l'IMRAP dans le travail d'analyse académique des thématiques. Nous remercions également tous les membres des Comités de pilotage pour leur accompagnement au cours de ces derniers mois. Merci pour la confiance que vous nous avez accordé. Merci pour votre accompagnement, vos conseils, votre expertise, votre patience et l'ouverture que vous n'avez eu de cesse de démontrer quant à notre approche quelque peu différente. Le changement pour la paix recherché ne peut se réaliser que si des acteurs tels que vous acceptent généreusement de s'engager comme vous l'avez fait.

IMRAP et Interpeace remercient très sincèrement le Royaume du Danemark, qui représente bien plus qu'un partenaire financier, pour son soutien continu et sa confiance. L'intérêt et l'importance qu'il porte à comprendre et se saisir des réelles préoccupations, expériences et capacités des Maliens méritent d'être appréciées et remerciées. Nous remercions également le Royaume de Norvège pour leur contribution.

Nous souhaitons également remercier tous les partenaires techniques et financiers, les acteurs nationaux et internationaux du développement, le système des Nations Unies, etc. pour leurs appuis divers, leur collaboration et disponibilité. Nous adressons un remerciement spécial à l'attention de la Fondation Hironnelle et du Studio Tamani, ainsi que toute l'équipe de l'EUCAP Mali Sahel et l'EUTM pour leur franche collaboration. Nous nous réjouissons de ces collaborations qui permettent une mutualisation effective des efforts et des impacts pour la paix au Mali.

Aux membres du Conseil d'Administration de l'IMRAP, nos sincères reconnaissances et remerciements pour les appuis conseils, le soutien moral et physique qu'ils fournissent sans relâche depuis le début de ce programme.

Le programme « Agenda pour la Paix » au Mali bénéficie régulièrement et ceci depuis ses débuts des conseils et des partenaires d'Interpeace qui mettent en œuvre des programmes similaires en Afrique. Avec eux de riches expériences pratiques ont été partagées, sources d'inspiration efficaces au programme du Mali. Que les collaborateurs des programmes similaires, notamment du Burundi, de la Côte d'Ivoire, de la région somalienne, de la Guinée Bissau et du Rwanda soient tous remerciés de leur

soutien et sympathie. Un remerciement spécial est à adresser au Dr Séverin Kouamé, Coordonnateur d'Indigo Côte d'Ivoire dont les appuis dans le travail d'analyse nous ont été précieux, et Igor Rugwiza dont l'expertise n'a de cesse de profiter aux productions de films documentaires du programme.

Enfin, nous adressons nos sincères reconnaissances et félicitations aux personnels d'IMRAP et d'Interpeace pour les efforts inlassables fournis au quotidien.

Nous dédions ces rapports (et les films qui l'accompagnent) sur les solutions aux défis de la Mutation des valeurs sociétales et au Renforcement de la confiance entre Forces de défense et de sécurité et les populations à tous les Maliennes et Maliens. Qu'ils deviennent une contribution tangible pour une paix durable au Mali.

Au nom des équipes de l'IMRAP et d'Interpeace,

Traoré Nènè Konaté, Directrice Exécutive de l'IMRAP
Anne Moltès, Directrice Régionale d'Interpeace

Table des matières

5	Remerciements
13	Liste des sigles et acronymes
15	Introduction
19	Approche méthodologique
25	Problématique et solutions aux défis de la mutation des valeurs sociétales
29	Chapitre 1. Méconnaissance des valeurs et défaillances dans leur mode de transmission
29	1.1 La famille: une structure de base qui peine à assurer sa fonction d'éducation
30	1.1.1 Le modèle familial en mutation
33	1.1.2 Les rôles et responsabilités des parents de moins en moins assumés au sein des familles
37	1.1.3 La rupture du dialogue intrafamilial renforcée par l'avènement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)
41	1.2 La Communauté: un contrôle social diminué pour une méconnaissance accrue des normes et valeurs maliennes
43	1.2.1 L'affaiblissement des espaces traditionnels de socialisation au profit de nouveaux cadres peu ou pas régulés
48	1.2.2 La méconnaissance des valeurs entre Maliens, portée par le recul de pratiques de brassage culturel
51	1.2.3 La problématique de la gestion de la diversité religieuse
53	1.2.4 Une gouvernance peu adaptée aux valeurs maliennes
58	Pistes de solutions: Moraliser la vie publique
58	A. Promouvoir l'éducation à la citoyenneté pour renforcer le patriotisme chez les Maliens
60	B. Restaurer les grandes rencontres culturelles de brassage des populations

- 62 C. Renforcer la culture du dialogue pour la cohésion sociale
- 63 D. Réguler le domaine religieux pour une acceptation de la diversité en vue de renforcer la cohabitation pacifique
- 64 E. Réguler le secteur de la communication pour une meilleure prise en compte de nos valeurs
- 66 F. Bâtir un système de gouvernance inspiré de nos réalités socio-culturelles et historiques maliennes
- 69 **Chapitre 2. Le dysfonctionnement du système éducatif**
- 70 2.1 Les incohérences des programmes d'enseignement
- 76 Encadré 1. Etat des lieux de l'éducation à la citoyenneté au Mali, épine dorsale de l'œuvre de construction nationale
- 78 2.2 La dépréciation de la fonction enseignante
- 81 2.3 Les insuffisances dans la gestion institutionnelle du secteur de l'éducation et de la formation
- 82 Encadré 2. L'éducation non formelle et ses structures au Mali
- 85 **Pistes de solutions: Repenser l'école**
- 85 A. Adapter les programmes d'enseignement aux réalités socio-économiques et culturelles du pays
- 86 B. Revaloriser la fonction enseignante
- 87 C. Mettre en place des mesures visant à limiter l'instabilité institutionnelle des structures éducatives
- 89 **Conclusion | Vers la mise en œuvre des solutions pour la paix durable**
- 93 **Plus qu'un rapport...**
- 97 **Annexes**
- 97 Annexe 1. Critères de sélections des acteurs/ parties prenantes aux consultations
- 99 Annexe 2. Activités réalisés en lien avec la thématique « Mutation des valeurs sociétales »
- 104 Annexe 3. Composition sociodémographique des participants aux consultations de l'équipe « mutations des valeurs »

105	Annexe 4. Cartographie des localités consultées par l'équipe « mutation des valeurs » et par le Pôle Dialogue Mobile
106	Annexe 5. Quelques valeurs cardinales ressorties des consultations
107	Annexe 6. Le parcours éducatif malien en bref
108	Annexe 7. Les solutions non-priorisées
111	Annexe 8. Carte du Mali
113	Bibliographie

Liste des sigles et acronymes

AE	Académie d'Enseignement
ARGA	Alliance Malienne pour Refonder la Gouvernance en Afrique
CAF	Centre d'Alphabétisation Fonctionnelle
CAFE	Centre d'Apprentissage Féminin
CAP	Centre d'Animation Pédagogiques
CED	Centre d'Education pour le Développement
CEI	Centre d'Education pour l'Intégration
CMA	Coordination des Mouvements de l'Azawad
DNJ	Direction nationale de la jeunesse
DEF	Diplôme d'Etudes Fondamentales
ECM	Education Civique et Morale
ENSUP	Ecole Normale Supérieure
HAC	Haute Autorité de la Communication
IEF	Inspections d'enseignement fondamental
IFM	Instituts de Formation des Maîtres
IMRAP	Institut Malien de Recherche-Action pour la Paix
INPS	Institut Nationale de Prévoyance Sociale
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ONG	Organisations Non-Gouvernementales
ORTM	Office De la Radiodiffusion Télévision du Mali
OSC	Organisation de la Société Civile
PDM	Pôle Dialogue Mobile
SNJ	Service National des Jeunes
USRDA	l'Union Soudanaise du Rassemblement Démocratique Africain

Introduction

Le Mali est riche d'une grande diversité – tant sur le plan culturel¹, religieux, que politique. Dans le cadre de *l'Autoportrait du Mali sur les Obstacles à la Paix*², les Maliens ont mis en lumière certains usages intéressés et l'instrumentalisation de cette diversité, nuisant à la cohésion sociale et à la paix au Mali. Ces instrumentalisation et tensions qui en résultent s'expliquent en grande partie par le manque de consensus autour des valeurs sociétales, lesquelles constituaient le fondement du contrat social malien.

Historiquement, la société malienne est fortement hiérarchisée et codifiée autour de valeurs cardinales dites « traditionnelles ». Elles peuvent être transversales (propres à l'ensemble des groupes composants la société malienne) ou particulières à des populations spécifiques. Connues de tous, elles constituent un socle commun régissant les rapports et comportements entre Maliens, y compris les voies et moyens de gestion de leurs conflits.

Ce lien intrinsèque entre valeurs et paix au sein de groupes sociaux est explicité par de nombreux chercheurs, tels qu'Earl Conteh-Morgan³ ou Francis Fukuyama. Ce dernier décrit les normes et valeurs morales d'une communauté comme capital social, qui représente « *une coopération de normes intégrée dans la relation entre un groupe de personnes, alors que la criminalité représente la violation de ces mêmes normes communautaires.* »⁴

1 Une diversité mise en exergue et protégée par le Préambule de la Constitution de 1992 du pays. Il y est notamment fait mention que « *Le Peuple Souverain du Mali fort de ses traditions de lutte héroïque [...] proclame sa détermination à défendre [...] la diversité culturelle et linguistique de la communauté nationale* ». Constitution de la République du Mali, 27 février 1992.

2 *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix*, IMRAP, Interpeace, 2015.

3 Dans un de ses articles par exemple, Earl Conteh-Morgan met en exergue l'importance des normes et valeurs sociétale dans la consolidation de la paix en ces termes: « *La transmission des idées et des croyances intersubjective [...] est la principale source d'interaction entre les humains [...]. Le conflit est considéré comme une préoccupation commune; la réconciliation est donc intégrée dans les normes et les coutumes de la communauté touchée.* » CONTEH-MORGAN Earl. *Peacebuilding and Human Security: A Constructivist Perspective*. *International Journal of Peace Studies*, vol. 10, no 1, 2005, pp. 72-82.

4 FUKUYAMA Francis, *The Great Disruption: Human Nature and the Reconstruction of Social Order*, Londres, Profile Books, 1999, pp.27.

Or, la mutation récente et accélérée des valeurs maliennes a brutalement remis en cause la « *coopération des normes* », le consensus social qui pouvait exister autour des valeurs sociétales. Cette rapide mutation est notamment imputée à une influence grandissante d'éléments exogènes – à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), les migrations ou l'évolution du système économique collectif vers un modèle capitalistique moderne. Elle contribue et se nourrit de l'affaiblissement des institutions de socialisation traditionnelles (familles élargies, classes d'âge, etc.) qui nuit à la transmission et l'assimilation des valeurs maliennes, atténuant la force de contrôle social qu'elles exerçaient.

Face à des institutions traditionnelles qui ne jouent plus leur rôle de structuration de l'ordre social comme par le passé, l'État moderne parvient difficilement à compenser en développant et transmettant des normes consensuelles pour réguler le vivre-ensemble.⁵ La société malienne est donc aujourd'hui en perte de repères. Elle peine à réconcilier une partie de la population résolument tournée vers une tradition quelque peu idéalisée et l'autre davantage dirigée vers ce qui est communément qualifié de « modernité » – déchirement illustré entre autres par un fossé intergénérationnel profond. Par ailleurs, sur le plan socio-culturel, la faible connaissance de l'autre et les fortes stratifications intra et intercommunautaires sont autant de clivages qui fragilisent la cohésion sociale et la paix au Mali.

Au cours du processus de recherche participative qui a conduit à la publication de *l'Autoportrait*, les populations ont estimé nécessaire la mise en place de mécanismes leur permettant de redéfinir ensemble ces règles de vie commune, les valeurs partagées, ainsi que de renforcer leurs modes de transmissions; en somme de créer les bases d'un renouveau du contrat social malien, prémisses essentielles à l'instauration d'une paix durable au Mali.

Afin de trouver les voies et moyens d'y parvenir, les Maliens réunis lors d'une Conférence Nationale en janvier 2015 ont mandaté l'IMRAP et Interpeace pour les accompagner dans un second processus de recherche dite « recherche-action participative ». Celui-ci est tourné vers le développement et la mise en œuvre de solutions

5 Selon les membres du Comité de Pilotage de l'IMRAP travaillant sur la thématique de la mutation des valeurs (voir II. Approche méthodologique), il existe un lien intrinsèque entre « faillite » de l'État, mutation des valeurs et conflit : « *C'est d'abord une question de gouvernance, chaque fois que l'État-nation est en faillite, les communautés et les religions deviennent des valeurs refuges, et le pays devient faible et vulnérable, à la merci de tous les maux (rébellion, narcotrafic, bandits armés, etc.).* »

AG ERLESS Mohamed, SOW Moussa Sow et BA Aïché BA, « Synthèse des contributions sur les valeurs cardinales au Mali », novembre 2015. Document validé par les membres du Comité de Pilotage lors d'une de ses réunions.

pérennes et concrètes aux défis de la mutation des valeurs sociétales et à leurs causes profondes. Le présent rapport expose les réflexions des Maliens – de la base aux élites et de toutes les régions du pays ainsi que des camps de réfugiés – autour de cette problématique prioritaire à la paix au Mali.⁶

6 Lors de la Conférence Nationale, organisée par IMRAP et Interpeace en janvier 2015 à Bamako, les populations maliennes ont identifié la « mutation des valeurs sociétales » comme la première des priorités à adresser pour la consolidation de la paix au Mali. *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la Paix*, IMRAP-Interpeace, 2015, pp.179-186.

Approche méthodologique

IMRAP et Interpeace| Un agenda pour la paix et la réconciliation au Mali

Association malienne créée en octobre 2013, l'Institut Malien de Recherche-Action pour la Paix (IMRAP) cherche à contribuer au renouvellement d'un vouloir vivre ensemble harmonieux au Mali. Il œuvre également à l'enracinement du dialogue, comme mécanisme permettant de faire face de manière conjointe aux défis et opportunités pour la consolidation de la paix, la réconciliation et la cohésion sociale. L'IMRAP est constitué d'une équipe basée à Bamako. Elle s'appuie sur un réseau de chercheurs et mobilisateurs au niveau des régions lui permettant d'assurer une meilleure portée de son action à l'échelle nationale.

Interpeace est une organisation internationale qui dispose d'une vingtaine d'années d'expérience à travers le monde dans la consolidation de la paix. Elle assiste les sociétés affectées par les conflits à surmonter leurs profondes divisions internes à travers le dialogue et ce, dans le but de consolider la paix à long terme. Conscient du fait que la paix ne peut être imposée de l'extérieur, elle encourage l'engagement actif des acteurs locaux dans des processus d'analyse des difficultés de leur pays et d'élaboration de solutions pour y faire face.

Interpeace et l'IMRAP adoptent une approche méthodologique fondée sur la recherche-action participative. Cette méthodologie place au cœur du processus les Maliens eux-mêmes, véritables chercheurs et acteurs de changement. Ce faisant, l'IMRAP et Interpeace reversent les Maliens dans le jeu du diagnostic, de la recherche de pistes de solutions ainsi que de leur mise en œuvre.

La recherche-action participative

La recherche-action participative repose sur la conviction que les solutions aux défis auxquels les Maliens sont confrontés doivent être conçues et appropriées par eux-mêmes, afin d'apporter des remèdes efficaces et durables. Dans ce cadre, l'IMRAP rassemble les populations maliennes à travers des espaces de dialogue ouverts et sécurisés, respectant divers principes et accompagnés d'outils décuplant leur valeur ajoutée.

Le principe d'inclusivité: L'exclusion et la marginalisation de groupes clés peuvent semer les graines de conflits. Afin que tous les Maliens puissent se reconnaître dans le processus de consolidation de la paix mené par l'IMRAP et Interpeace, et dans un souci de neutralité, d'impartialité et d'objectivité, la participation de tous les groupes est encouragée, y compris ceux qui sont habituellement négligés ou considérés comme difficile à engager.

L'inclusivité permet de réduire les distances horizontales (entre les diverses populations et groupes sociopolitiques) et verticales (entre les autorités nationales, régionales et locales, les élites et la population à la base). Pour y parvenir, des critères de sélection des participants aux espaces de dialogue sont développés, respectant les sensibilités ethniques, religieuses, socioprofessionnelles, régionales, politiques, de génération, de genre (*cf. annexes*).

Sur la base de ces critères, une cartographie des différents acteurs est établie, avec l'appui des chercheurs et mobilisateurs locaux avec qui l'IMRAP collabore. Par ce biais, l'équipe veille à assurer la légitimité des représentants des principaux groupes engagés et à impliquer des personnes en mesure d'influencer positivement le changement. Cette approche inclusive garantit qu'une large base de la population partage un sentiment d'appropriation et de responsabilité envers la consolidation de la paix.

Riche de la diversité linguistique de son équipe et de son réseau, l'IMRAP invite les participants à s'exprimer dans la langue nationale de leur choix, malgré les difficultés attenantes. Cela permet de rester fidèle aux idées que le participant souhaite exprimer et de ne pas écarter certaines parties de la population en raison de leur idiome.

Des dialogues informés: Au cours des étapes successives de la recherche, des échanges sous forme de focus groupes et d'entretiens individuels sont menés par l'équipe de facilitation de l'IMRAP. Celle-ci relève les points soulevés par les participants, les reformule en cas de besoin pour assurer une compréhension partagée, puis les remet en débat. La technique employée laisse aux participants le premier rôle et permet l'émergence d'un consensus au sein du groupe ou à l'inverse, de faire ressortir les points de vue contradictoires. Par ailleurs, la recherche académique menée en parallèle par l'IMRAP permet aux facilitateurs d'informer les échanges, pour conduire les participants à approfondir les réflexions et analyses.

L'outil audiovisuel: L'audiovisuel est utilisé comme partie intégrante à la recherche. La vidéo permet d'assurer l'authenticité des propos rapportés en gardant fidèlement

les points de vue exprimés pendant les débats et de saisir l'ambiance dans laquelle les consultations se sont déroulées. Dans un pays aussi vaste que le Mali, l'audio-visuel est un outil capital pour faire naître un dialogue virtuel et stimuler les débats. Projeter lors d'une séance de dialogue les images d'autres localités permet de tisser des liens et de contribuer à une compréhension mutuelle entre des groupes sociaux qui, du fait de distances géographiques, culturelles, ethniques générationnelles et sociales, n'entrent habituellement pas en dialogue.

Le Pôle Dialogue Mobile (PDM): Face au rôle majeur de l'audio-visuel dans la stimulation du dialogue, et en réponse à une requête répétée et pressante de la part des populations, l'IMRAP a créé une unité dédiée, qui permet de compléter et renforcer les résultats issus des consultations, tout en décuplant l'étendue de la recherche. Grâce à son cinéma mobile équipé d'un générateur, d'un écran gonflable et d'un système audio, le Pôle de Dialogue Mobile (PDM) projette le film de l'*Autoportrait du Mali sur les Obstacles à la Paix* ainsi que d'autres capsules vidéo ayant attiré aux thématiques abordées, devant une audience de quelques dizaines à plusieurs centaines de personnes, dans des localités parfois très reculées.

Chaque projection est suivie d'une séance de débats permettant à cette même audience de s'exprimer librement et d'acquérir une compréhension mutuelle des questions soulevées. Les débats sont filmés et ces images renforcent les prochaines capsules diffusées. Quand les conditions sécuritaires le permettent, ces projections sont publiques. Dans le cas contraire, une cartographie des acteurs à convier est réalisée, en fonction de leur légitimité et capacité d'influence, afin de renforcer l'impact des projections-débats malgré des conditions sécuritaires plus précaires.

Le diagnostic des principaux défis à la paix, la recherche des pistes de solutions et l'accompagnement de leur mise en œuvre constituent les phases clés du processus « *Agenda pour la paix, la réconciliation et la cohésion sociale au Mali* » mis en œuvre par l'IMRAP et Interpeace.

La phase I | Le diagnostic: l'Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix

La phase de diagnostic repose sur la mise en dialogue et la réflexion critique des populations autour de l'identification des causes profondes de la crise malienne. Au cours de cette phase appuyée par l'Union Européenne et le Royaume du Danemark, avec une contribution du Royaume de Norvège, de novembre 2013 à mai 2015 plus de 5 000 Maliens ont été consultés à travers 130 espaces de dialogue et plus de 70 entretiens individuels. Ces consultations, menées de manière inclusive et participative, ont concerné l'ensemble du territoire national de Kayes à Kidal et les camps de réfugiés en Mauritanie et au Niger.

A l'issue de ce vaste processus de dialogue, les Maliens se sont accordés sur quatre priorités à adresser pour une paix durable au Mali, à savoir (i) la mutation des valeurs sociétales, (ii) l'insécurité chronique (iii) les limitations d'accès à l'emploi pour les jeunes et (iv) la défaillance dans la gouvernance des affaires publiques.

Les réflexions menées par les Maliens autour de ces quatre priorités à la paix ont débouché sur un rapport intitulé « *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* » accompagné d'un film du même nom. Ces résultats ont, par la suite, été largement disséminés, aussi bien auprès des populations à travers le Pôle Dialogue Mobile de l'IMRAP, que des autorités locales et nationales, ainsi que des partenaires techniques et financiers aux niveaux national et international.

La phase II | Des solutions consensuelles aux priorités maliennes pour la paix

L'*Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* a constitué un premier pas vers le changement souhaité et porté par les Maliens. A l'issue de ce processus auto-réflexif sur les défis à la paix, l'IMRAP et Interpeace ont lancé une seconde phase de recherche-action participative appuyée par le Royaume du Danemark avec une contribution du Royaume de Norvège, le 1er juin 2015. Elle a pour but l'élaboration, par les Maliens, de solutions pérennes à deux des priorités pour la paix préalablement identifiées, à savoir: (i) la mutation des valeurs sociétales ainsi que (ii) l'insécurité chronique et notamment la crise de confiance entre les Forces de défense et de sécurité (FDS) et les populations.

Pour ce faire, une démarche en trois étapes a été suivie:

- (i) les consultations au niveau des cercles pour le développement préliminaire, par les Maliens, d'une analyse diagnostique approfondie et la formulation de solutions aux priorités (menées de juin 2015 à mars 2016) ;
- (ii) l'organisation de deux restitutions par thématiques⁷, regroupant des représentants des régions et des camps de réfugiés, ceci visant à approfondir et valider l'analyse et les solutions initiales (mars 2016) ;
- (iii) la Conférence Nationale qui a permis aux représentants de tout le pays d'amender et de valider les résultats proposés, dans le but de créer un consensus d'ampleur nationale autour des solutions à mettre en œuvre (mai 2016).

L'ensemble du processus a été conduit à partir d'un cadre institutionnel comprenant:

- **Un Comité de pilotage** pour chacune des deux thématiques, comptant une dizaine de Maliens, ayant une expérience et/ ou expertise avérée et disposant d'une grande capacité d'influence. Leur rôle consiste, entre autres, à orienter les équipes de l'IMRAP dans la recherche de pistes de solutions et d'aider à l'ajustement de la stratégie de consultation.
- **Des mentors**, chargés d'encadrer les équipes de l'IMRAP par des conseils et des orientations. Ces personnalités sont des experts, des universitaires et/ou des acteurs légitimes et influents par rapport à la recherche thématique qu'ils appuient.⁸ À la différence des Comités de pilotage qui se réunissent périodiquement, les mentors assistent les chercheurs dans leur travail quotidien.

L'engagement de ces acteurs clés contribue à assurer que les solutions qui émergent du processus soient, d'une part, véritablement acceptées et appropriées par les Maliens (condition pour une mise en œuvre efficace et pérenne du processus), mais également qu'elles tiennent compte de l'expertise et des expériences passées ou présentes, au Mali et au-delà.

7 Deux restitutions pour chacune thématique ont été organisées. Pour la thématique de la « mutation des valeurs sociétales », la première restitution s'est tenue à Mopti les 22 et 23 mars 2016, tandis que la seconde a eu lieu à Ségou les 29 et 30 mars 2016. Chacun de ces événements a rassemblé des représentants provenant de l'ensemble des régions maliennes ainsi que des camps de réfugiés.

8 Concernant la thématique de la « mutation des valeurs sociétales » un mentor, chercheur universitaire, a accompagné les équipes de l'IMRAP dans leurs recherches.

Cette nouvelle phase a ainsi permis à près de 2 000 Maliens de s'exprimer directement sur la thématique de la mutation des valeurs et du renforcement de la confiance entre FDS et populations. Plus de 70 séances de dialogue ont été organisées ainsi qu'une cinquantaine d'entretiens individuels ou collectifs. Près de 900 participants ont été engagés spécifiquement autour de la thématique de la mutation des valeurs sociétales, au cours de plus de 30 séances de dialogue et d'une trentaine d'entretiens. Parmi eux, 31 % des participants étaient âgés de moins de 35 ans, et 38 % étaient des femmes. À cela s'ajoute quelques rencontres à plus grand déploiement auprès de la jeunesse, qui ont permis d'impliquer plus de 600 jeunes additionnels dans le débat et recueillir leurs points de vue⁹ (cf. annexes).

Par ailleurs, le Pôle de Dialogue Mobile (PDM) a suscité l'engagement de près de 10 000 personnes de juin 2015 à mars 2016 dans le cadre de 55 projections-débats autour des conclusions de l'Autoportrait, dont la question de la crise de confiance entre populations et FDS (cf. annexes). Ces événements, menés sur l'ensemble du territoire malien ainsi que les camps de réfugiés, permettent de renforcer la culture du dialogue au Mali.¹⁰

La méthodologie mise en œuvre par IMRAP a permis le développement consensuel de solutions pour la paix, répondant aux défis liés à la mutation des valeurs. Toutes les régions du Mali ont participé à leur développement, de Kayes à Kidal, en passant par les camps de réfugiés du Niger et de la Mauritanie, permettant de nouer des liens et d'accroître la compréhension mutuelle entre populations maliennes autour des thématiques abordées. Ces solutions ont été priorisées de manière participative et consensuelle au cours de la seconde Conférence Nationale (cf. Conclusion).¹¹ À la demande des participants à la Conférence, les populations maliennes vont désormais être accompagnées par l'IMRAP et Interpeace dans la mise en œuvre de ces solutions, pour contribuer au changement qu'elles souhaitent.

9 Deux rencontres d'entre 150 et 200 jeunes se sont tenues dans le cadre des vacances citoyennes de 2015, organisées par la Direction nationale de la jeunesse (DNJ), ainsi qu'une projection-débat avec 230 étudiants à l'Université de Bamako en avril 2016. Par ailleurs, l'IMRAP a participé à l'organisation d'une semaine de la jeunesse à Mopti en mai 2016, conviant plus de 40 jeunes de tout le pays et de camps de réfugiés de pays voisins.

10 Cette culture du dialogue attisée par le PDM est également appuyée par un partenariat avec des radios, et notamment Studio Tamani. Des émissions de « Grands dialogues » sont organisées dans les régions, à la suite du passage du PDM, autour des thématiques qui y ont dominé les échanges. Ces débats, rassemblant un panel d'invités de la région pertinents pour la question abordée, sont diffusés sur la cinquantaine de radios partenaires de Studio Tamani, implantées de Kayes à Gao.

11 Voir à ce sujet la Conclusion du présent rapport, qui présente les solutions jugées prioritaires ainsi que la justification évoquée par les participants.

Problématique et solutions aux défis de la mutation des valeurs sociétales

Cette recherche-action participative, conduite par les Maliens et accompagnée par l'IMRAP et Interpeace, s'est tout d'abord confrontée à un obstacle majeur, touchant à la définition du problème posé. Quel contenu les Maliens de toutes parts du pays donnent à la notion de « valeurs », dont la mutation accélérée entraînerait une déstabilisation profonde de la cohésion sociale au Mali ? Quelles-sont ces valeurs cardinales invoquées de Kayes à Kidal qui contribuent à cette cohésion ?¹²

De nombreux travaux ont tenté d'apporter une définition et des éclaircissements à la notion de valeurs, indépendamment des cultures et des époques. Pour la chercheuse Agnès Zanten Van par exemple, dans *Dictionnaire de l'éducation*¹³, chaque société se fonde sur des valeurs partagées. Acquisées progressivement au cours de la socialisation, elles constituent des repères normatifs, des idéaux collectifs qui orientent l'activité sociale des individus.¹⁴ Cet ensemble de règles peut être à la fois traditionnel et moderne, dicté par les coutumes et par la loi. Il fixe ce qu'il ne faut pas transgresser selon un sociologue malien: « *Ça c'est bien, ça ce n'est pas bien [...]. Ça c'est l'enseignement théorique. Dans la phase pratique, quand je quitte mon espace privé et que je vais dans l'espace public et que je transgresse ce qu'on m'a appris, il faut qu'il ait un mécanisme pour me dire stop ou pour me sanctionner.* »¹⁵

Les valeurs, ou plutôt leur « *appréciation hiérarchisée* »¹⁶, est évolutive au fil du temps et propre à chaque contexte socio-culturel, et même à chaque cadre de socialisation: « *Toutes les familles ne sont pas les mêmes, mais chaque famille a*

12 Ces questions ont été abordées et débattues à l'occasion des premières réunions du Comité de Pilotage travaillant sur la mutation des valeurs. Elle a donné lieu à l'écriture d'une note par trois de ses membres, amendée et validée par le Comité. AG ERLESS Mohamed, SOW Moussa Sow et BA Aïché BA, « Synthèse des contributions sur les valeurs cardinales au Mali », novembre 2015.

13 VAN Zanten Agnès, *Dictionnaire de l'éducation*, Paris, PUF, 2008, pp.676.

14 Dans ce sens, le dictionnaire de sociologie de Gilles FERREOL fait référence aux valeurs comme préférences ou principes orientant l'action et les règles sociales. FERREOL Gilles, *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Armand Colin, 1995, pp.275.

15 Entretien individuel, sociologue, Bamako, avril 2016.

16 AUBERT Jean-Marie, « Hiérarchie de valeurs et histoire », *Revue des sciences religieuses*, 1970, vol. 44, no.1, pp.6.

*ses valeurs et ses repères. [...] Chaque famille défend des valeurs à elle, sociétales, mais il y a aussi des valeurs du quartier, du clan, de la nation »*¹⁷ affirme un notable de Bandiagara. Les populations dans l'ensemble des régions du pays ont ainsi évoqué de manière fortement consensuelle certaines valeurs cardinales qui priment à ce jour au sein de la société malienne. Figurent notamment les alliances entre communautés, le respect de soi-même, l'entraide, le respect mutuel entre époux, la modestie, l'hospitalité, la salutation, l'abstinence jusqu'au mariage, l'honnêteté, etc. (cf. annexes).

De l'avis des Maliens consultés, il n'est pas question d'un retour en arrière vers des normes et coutumes issues d'un passé parfois idéalisé, la marche du monde imposant une évolution de la société. « *[Les valeurs] sont des marqueurs contextualisés de l'humaine condition. Elles indiquent un enracinement spécifique dans l'espace et le temps ainsi que l'invention de moyens matériels, intellectuels et spirituels pour faire face, pour survivre et se développer, solidairement avec les autres hommes qui peuplent la planète Terre. Tout système de valeurs évolue »*¹⁸ affirment en ce sens les membres du Comité de Pilotage. L'enjeu se situe au niveau des capacités des sociétés maliennes à se réinventer, à s'adapter, à s'accommoder à ces évolutions du monde contemporain:

*« Comment amorcer le changement (tradition/modernité) pour l'émergence d'un nouveau Mali ? [...] Il serait plus commode de faire fructifier les valeurs ayant survécu aux changements dans les dynamiques sociales du présent ; il ne faut pas non plus exclure d'inventer de nouvelles valeurs, s'agissant de questions majeures comme la protection de l'environnement, la santé, l'éducation ou d'institutions sociales cardinales comme le mariage et la famille. Les deux démarches, à savoir réinvention et innovation, peuvent être utilement combinées. »*¹⁹

Dès lors, plutôt que d'aborder la problématique sous l'angle de l'« effritement des valeurs » comme vecteur de déstabilisation de la cohésion sociale au Mali, telle que définie dans le cadre de l'*Autoportrait*, la notion de « mutation » a été préférée par les Maliens consultés à l'occasion de cette seconde phase de recherche. Ces

17 Entretien individuel, enseignant, Bandiagara, région de Mopti, décembre 2015.

18 AG ERLESS Mohamed, SOW Moussa Sow et BA Aïché BA, « Synthèse des contributions sur les valeurs cardinales au Mali », novembre 2015. Document validé par les membres du Comité de Pilotage lors d'une de ses réunions.

19 AG ERLESS Mohamed, SOW Moussa Sow et BA Aïché BA, « Synthèse des contributions sur les valeurs cardinales au Mali », novembre 2015. Document validé par les membres du Comité de Pilotage lors d'une de ses réunions.

derniers se sont ainsi attachés à élaborer des solutions pérennes et consensuelles pour parvenir à une meilleure gestion de la mutation des valeurs au sein de la société malienne, menant au renforcement de la cohésion sociale au Mali.

Au cours de ces mêmes consultations, la mutation des valeurs sociétales au Mali a été présentée sous deux formes: (i) la méconnaissance des valeurs et les défaillances dans leurs modes de transmission ainsi que (ii) le dysfonctionnement du système éducatif. De ce fait, le présent rapport est structuré en deux chapitres. Chaque chapitre expose l'analyse approfondie des Maliens portant sur l'un de ces principaux défis, et est suivi d'un encadré présentant les solutions développées par les populations pour y répondre.

Chapitre 1. Méconnaissance des valeurs et défaillances dans leur mode de transmission

La méconnaissance des valeurs et les défaillances dans leurs modes de transmission s'expriment au sein des deux espaces de socialisation principaux, à savoir la famille et la communauté, par la difficulté pour la première à jouer son rôle d'éducation et pour la seconde à assurer un contrôle social efficace.

1.1 La famille: une structure de base qui peine à assurer sa fonction d'éducation

La famille est ici entendue dans un sens large, incluant plusieurs générations et filiations (grands-parents, parents, cousins, oncles, tantes, enfants, etc.). Selon les populations consultées, elle est la cellule de base de la société malienne où les premières notions de la vie en communauté lui sont transmises. « *L'éducation commence en famille, et de la famille, la société complète* »²⁰ explique un participant de Niono.

C'est donc à elle, en premier lieu, que revient le rôle d'assurer à la fois l'éducation de l'enfant et la transmission des valeurs maliennes, permettant ainsi la préservation de la cohésion au sein de la famille et de la société. Néanmoins, la grande majorité des Maliens consultés observe de nombreux dysfonctionnements dans la transmission des valeurs par le canal familial: « *Disons que l'éducation familiale perd un peu de ses forces, de celles sur lesquelles elle se basait pour conduire, canaliser, encadrer les enfants.* »²¹

Ces dysfonctionnements s'expliqueraient par la mutation considérable et rapide de la famille malienne, à la fois dans sa forme (nucléarisation de la cellule familiale notamment) et dans son fonctionnement (la gestion problématique de l'économie collective par exemple). De l'avis des Maliens consultés, deux autres défis renforcent et se nourrissent de ce phénomène. D'une part, les rôles et responsabilités des pa-

20 Focus groupe homogène, jeunes, Niono, région de Ségou, novembre 2015.

21 Entretien individuel, enseignant, Bandiagara, région de Mopti, décembre 2015

rents qui sont de moins en moins assumés au sein des familles, les parents perdant ainsi leur autorité et influence sur leurs enfants, et d'autre part la rupture du dialogue au sein de la famille entre les générations notamment. Ces trois phénomènes seront présentés successivement.

1.1.1 Le modèle familial en mutation

Pour de nombreux Maliens consultés, pendant longtemps, la grande famille, ou « famille élargie », a efficacement joué son rôle de premier espace de socialisation. La cohabitation générationnelle en son sein conférait l'occasion aux aînés, indépendamment des parents biologiques de l'enfant, de lui inculquer des codes sociaux dont il devenait, par la suite, dépositaire. De même, au sein d'une grande famille, les parents biologiques d'un enfant étaient difficilement identifiables des autres hommes et femmes, du fait de leur implication dans son éducation. Dans l'un de ses ouvrages, Amadou Hampâté Bâ met en exergue ce caractère communautaire de l'enfant et de son instruction:

« En Afrique traditionnelle, les amis intimes d'un homme ou d'une femme pouvaient aimer les enfants de leurs amis comme s'ils étaient les leurs, et s'y attacher profondément. De mon côté, je ne sentais pas de grande différence entre Koullé et mon père adoptif Tidjani Thiam, le second époux de ma mère. L'usage du mot « père » aidait encore à renforcer ce lien, car les mots ont une force que nos anciens connaissaient bien. Nombre de mes camarades vivaient les relations du même genre. La règle était générale, c'est le contraire qui eût été exceptionnel. »²²

Ainsi, l'enfant n'était guère une entité isolée. Il se trouvait encadré par plusieurs personnes de son entourage immédiat, indépendamment même de la communauté, chacun lui rappelant constamment, au besoin, les règles élémentaires de la vie en société. L'enfant devenait, à travers l'éducation familiale reçue, le marqueur de la réussite ou de l'échec de l'ensemble de la grande famille.

Or, aux yeux des Maliens consultés, la famille s'est repliée sur elle-même. La famille élargie incluant plusieurs générations a tendance à disparaître au profit de la structure nucléarisée (père, mère et enfants): « *L'enfant considérerait toutes les personnes de l'âge de son père comme ses pères car il a été éduqué dans ce sens. Mais de*

22 BA Amadou Hampâté, *Oui mon commandant !* Paris, Seuil, 1999

nos jours, il ne se reconnaît qu'à travers ses parents biologiques. »²³ Désormais, de plus en plus, les parents ne s'intéressent qu'à la conduite de leur propre enfant et non à celui de « l'autre » qu'ils ne considèrent plus comme le leur. Cette réduction notable du nombre d'acteurs engagés dans l'inculcation des valeurs ainsi que leur contrôle au sein de la famille amenuise dès lors la pression sociale exercée sur l'enfant et ses parents, en faveur d'une éducation jugée conforme à la vie au sein de la famille, de la communauté et de la société malienne.

L'accroissement démographique,²⁴ les nouvelles contraintes de la vie urbaine²⁵ et même en milieu rural sont le plus souvent avancées pour expliquer cette nouvelle forme de mutation. En ville notamment, la recomposition de la cellule familiale se traduit dans la conception architecturale des maisons d'habitation plus réduites et indépendantes: « *Les types d'habitat que nous avons renforcés l'individualisme* »²⁶ témoigne un enseignant retraité de la région de Koulikoro. Parfois néanmoins, c'est cette pression sociale que certains Maliens tentent de fuir: « *De nos jours chacun court vers sa liberté pour fuir la pression de la vie communautaire, en cherchant à construire sa maison à l'écart* »²⁷ affirme en ce sens un Malien de Yélimané.

Par ailleurs, les modes de vie urbains ont progressivement conduit les parents à déléguer l'éducation des enfants à d'autres types d'acteurs et cadres qui ne sont pas porteurs des valeurs propres à chaque communauté et famille, notamment dans les milieux aisés. Certains participants mentionnent notamment les personnels de maison, la télévision, etc.

En outre, de l'avis des participants à de nombreux focus groupes, l'évolution de l'économie familiale – d'un modèle collectif à un système plus individualiste – participe à la nucléarisation des familles, altérant ainsi le processus de transmission des valeurs et l'encadrement de ses membres. Ce constat est plus que d'actualité,

23 Focus groupe, Ambidedi, région de Kayes, mars 2014, dans « *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* », 2014, pp.39.

24 De 2000 à 2014, la population a augmenté de 54,7% (de 11 046 926 à 17 086 022 habitants sur la période), avec une croissance moyenne de 3,6% par an. En 2014, dernières données disponibles, la croissance démographique était de 2,8%. Base de données de la Banque Mondiale, disponible à <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=2&country=MLI&series=&period=> (consultée le 06/06/2016)

25 De 2010 à 2014, la croissance de la population urbaine malienne a progressivement ralenti, passant de 5,4% en 2010 à 4,9% en 2012. C'est une tendance observée bien avant la crise de 2012. Base de données de la Banque Mondiale, disponible à <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=2&country=MLI&series=&period=> (consultée le 06/06/2016)

26 Entretien individuel, Koulikoro, novembre 2015.

27 Entretien individuel, Yélimané, région de Kayes, novembre 2015.

particulièrement dans des grandes zones de production cotonnière (région de Sikasso) ou rizicole de l'Office du Niger²⁸ (région de Ségou). L'étiollement de l'économie collective est concomitant de la fin de la culture des champs collectifs. La mauvaise gestion des revenus collectifs, leur utilisation au profit d'un seul individu incitent progressivement les autres membres de la fratrie à contester la légitimité du chef gestionnaire, le plus souvent l'aîné de la famille: « *Il vend à l'insu des autres frères le mil récolté ainsi que les bétails pour pouvoir envoyer ses enfants, à lui, en ville* »,²⁹ dénonce un jeune de Kambila. Un autre participant, notable de Niéna, appuie en ces termes:

*« Une des causes de la détérioration de l'éducation dans nos familles élargies est la pauvreté, c'est économique. Auparavant, Il y avait un seul responsable pour toutes les activités. C'est lui qui décidait de tout. Mais de nos jours, quand les gens cultivent ensemble et qu'à la récolte les produits ne sont pas bien gérés, l'année suivante, chacun cherchera à travailler individuellement, parce que la gestion du bien commun n'est pas équitable. »*³⁰

Néanmoins, pour certains cette mutation d'une économie collective à un système plus individualiste répond aux avancées du développement, et au modèle capitaliste moderne. Un participant de Koro explique:

*« Aujourd'hui, nous avons une autre forme de société, la grande famille ne peut pas exister parce que nous n'avons pas les mêmes revenus. Avant, dans la grande famille, tout le monde cultivait le même champ, c'était les mêmes revenus. Aujourd'hui, dans la grande famille tu vas trouver qu'un est enseignant, l'autre est cultivateur ou fait d'autres activités. Puis que nous n'avons pas les mêmes revenus, nous ne pouvons pas partager les mêmes choses dans la famille, parce qu'il y aura un problème de gestion. Celui qui a plus de moyens va penser que les autres profitent de ses biens. »*³¹

Un pasteur de Macina appuie ces propos, et met en exergue le côté irrémédiable de ce phénomène: « *Nos familles d'aujourd'hui et celles de nos ancêtres sont diffé-*

28 Une grande zone de production du riz dans la région de Ségou.

29 Focus homogène jeunes, Kambila région de Koulikoro, septembre 2015.

30 Entretien individuel, notable, Niéna région de Sikasso, octobre 2015.

31 Focus hétérogène, Koro, région de Mopti, décembre 2015.

rentes, car il y a eu la croissance démocratique, les choses ont changé, la nucléarisation est obligatoire. »³²

Aussi, de l'avis de certains maliens, la nucléarisation des familles ne conduirait pas aux déviances observées dans les comportements, et à la mauvaise éducation. La famille doit s'adapter pour assurer son rôle de transmission des valeurs. Un Imam de Niéna affirme en ce sens: « *Moi qui suis-là, je ne vis pas dans la grande famille avec mes autres frères, mais cela ne m'empêche pas de faire tout avec eux et de bien éduquer mes enfants. Que l'on soit dans une famille nucléaire ou une famille élargie, si tu le veux, tu peux bien éduquer tes enfants.* »³³

En somme, les difficultés d'adaptation de la famille malienne à cette évolution rapide entraînent de nombreuses défaillances dans la transmission des valeurs et le contrôle exercé sur cette transmission. Néanmoins, de l'avis des participants à la recherche, ce phénomène est davantage imputé à la déresponsabilisation des parents dans l'éducation de leurs enfants, formalisant ainsi la perte d'identité de l'enfant qui peine à se reconnaître dans des valeurs dites « traditionnelles » dont il n'aurait eu que des échos.

1.1.2 Les rôles et responsabilités des parents de moins en moins assumés au sein des familles

À la lumière des propos recueillis auprès des populations, se dégage un constat: progressivement, la famille s'affaiblit dans sa fonction d'éducation des enfants. Selon les populations consultées, si les enfants adoptent des comportements non conformes, c'est parce que le plus souvent, les référents culturels que sont les parents ou les aînés sociaux, ne représentent plus les repères qu'ils devraient être: « *Les valeurs sont effritées et cela est dû à nous-mêmes. Nous avons abandonné l'éducation de nos enfants* »,³⁴ confesse un participant de Niono. Un jeune de Kati appuie: « *On dit toujours les enfants de maintenant, les enfants de maintenant, ce sont les enfants de qui ? C'est les enfants des parents de maintenant. Ce sont les parents qui ont fui leurs responsabilités, il faut régler le problème d'abord au niveau de la famille.* »³⁵

32 Focus hétérogène, Macina, région de Ségou, février 2016.

33 Focus groupe hétérogène, Niéna, région de Sikasso, octobre 2015.

34 Entretien individuel, Niono, région de Ségou, novembre 2015.

35 Focus groupe homogène jeunes, Kati, région de Koulikoro, août 2014, dans « *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* », 2015, pp.40.

De par l'absence répétée et prolongée des parents, sous le poids des contraintes professionnelles, les enfants ont tendance à se tourner vers d'autres référents non investis d'un rôle d'éducateur. La rue, les grins³⁶ ou encore la télévision, par exemple, sont de nouveaux cadres de transmission des valeurs qui prennent la place des parents et de la famille élargie: « *Le père a ses propres occupations à accomplir d'un côté et la mère est de l'autre côté. L'enfant se retrouve seul avec la télévision [...]. Donc, c'est la télévision qui l'éduque* »³⁷, explique un participant à un focus groupe de Gao. Or, ces nouveaux cadres de socialisation – qui participent désormais à l'éducation de l'enfant – ont leurs propres valeurs, souvent axés sur des référents culturels externes à sa famille et sa communauté (voir la partie 1.2.1 *L'affaiblissement des espaces traditionnels de socialisation au profit de nouveaux cadres peu ou pas régulés*).

Néanmoins, beaucoup de participants reconnaissent le potentiel positif de ces nouveaux cadres, pour appuyer les parents dans leur rôle d'éducation et d'inculcation des valeurs maliennes aux enfants. Ce potentiel est particulièrement fort concernant les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), et notamment Internet et la télévision. « *Les NTIC sont des plus pour l'éducation de nos enfants* »³⁸, affirme en ce sens un jeune de Tombouctou. C'est davantage le contrôle parental qui est mis en cause dans le mauvais usage de ces nouvelles technologies:

*« On n'a pas à refuser l'utilisation des NTIC, surtout de la télévision. Les enfants sont sur les chaînes à des heures où ils doivent être en train d'apprendre leurs leçons. Les parents ne prennent pas leurs responsabilités par rapport à ça et même de crypter certaines chaînes. Si tout ça se faisait au sein de la famille, on allait éviter les dégâts. Par contre, d'un autre côté, l'usage excessif des NTIC est avéré. Par rapport aux recherches, les enfants au lieu de passer tout le temps à regarder la télévision, les feuilletons et autres, ils peuvent utiliser la télé ou bien l'internet pour faire des recherches par rapport aux devoirs qu'on leur donne. Et sur ce plan, je pense que les NITC apportent beaucoup dans l'éducation ».*³⁹

Un autre aspect de l'affaïssement du rôle de la famille et des parents dans l'éduca-

36 Les « grins » sont des lieux de rencontres créés et entretenus par des groupes d'individus de la même génération ayant le plus souvent les mêmes intérêts.

37 Focus groupe hétérogène, Gao, janvier 2016.

38 Focus groupe homogène jeunes, Tombouctou, décembre 2015.

39 Conférence nationale, Bamako, mai 2016.

tion des enfants en particulier, est à rechercher dans la méconnaissance manifestée par les parents eux-mêmes des valeurs à transmettre. Un jeune père de Tombouctou, affirme en ce sens: « *L'enfant n'est que l'image de nous-même; alors nous les parents, revenons à nos valeurs.* »⁴⁰ Certains comportements déviants des parents conduisent ainsi à une « crise de modèle », comme le souligne un membre du Comité de Pilotage:

*« De nos jours, de nombreux parents ne sont pas eux-mêmes des modèles pour leurs enfants, parce qu'ils sortent de chez eux et reviennent quand ils veulent sans heure fixe. Des fois, au téléphone avec d'autres, en présence de leurs enfants, ils disent qu'ils sont en déplacement hors de Bamako, alors qu'ils y sont. Alors ! Comment voulez-vous que les enfants considèrent ainsi leurs parents comme des modèles avec de tels comportements ? »*⁴¹

Un autre aspect permet de prendre en compte ce recul des parents dans l'éducation de l'enfant: au sein de la structure familiale, les rôles ne sont plus clairement définis. Le chef de famille définissait les rôles incombant à chaque membre, dont la responsabilité était engagée pour le respect de ses devoirs. Les écarts relevés faisaient l'objet de sanctions, symboliques ou non. La contestation de ces sanctions était synonyme de déloyauté envers la communauté familiale toute entière. Les préceptes comme « *plutôt la mort que la honte* »⁴² dénotaient du degré d'intériorisation de ces sanctions à la fois individuelles et collectives.

Or le chef de famille, dont l'autorité permettait le maintien de la cohésion, s'est quelque peu effacé sous l'emprise des difficultés économiques notamment.⁴³ En effet, nombreux sont les parents qui n'arrivent pas à subvenir convenablement aux besoins économiques de leur famille; dans de telles situations, les enfants sont mis à contribution pour apporter des subsides.

De ce fait, certains jeunes abandonnent leurs études et se livrent à des activités lucratives parfois illicites (prostitution, trafic de drogue, braquages, ralliement de réseaux mafieux voire terroristes) faisant fi des considérations d'ordre moral. Selon les

40 Focus homogène jeunes, Tombouctou, novembre 2015.

41 Rencontre du Comité de pilotage, février 2016.

42 Slogan utilisé dans la société malienne pour préparer la jeune génération à la bravoure, au sacrifice personnel, au combat permanent pour ne pas ternir l'honneur, l'image de sa famille, de sa descendance.

43 Comme décrit précédemment, son rôle au sein de l'économie collective de la famille élargie est délégitimé, tandis qu'il est de plus en plus absent du domicile pour subvenir aux besoins de la famille nucléarisée.

Maliens consultés, ces types de comportements nuisent à la cohésion sociale, en reléguant au second plan la conformité de leurs actes aux valeurs de la société malienne. Les participants dénoncent l'inaction des parents face à ces comportements déviants: « *Tout le monde sait que le bazin riche est cher, les parents ne s'intéressent pas à comment les enfants arrivent à l'avoir* » explique un jeune de Niono.⁴⁴

Ce phénomène nuit ainsi à l'autorité des parents, délégitimés dans la prise en charge de la famille. Par ailleurs, il renforce une certaine « crise du modèle », la jeunesse se tournant de plus en plus vers des schémas de réussite tournés vers l'acquisition rapide de richesses, quels que soient les moyens. Les vives inquiétudes partagées par un responsable de la société civile de Kidal mettent en exergue cet état de fait:

« Comparativement à avant, il y a vraiment un grand fossé entre les enfants d'aujourd'hui et leurs parents, parce qu'avant au moins on écoutait les parents, il y avait au moins l'autorité parentale, celle des enseignants. Mais actuellement, c'est autre chose, c'est la course à la richesse, avoir un véhicule, avoir une kalachnikov, c'est vraiment autre chose. Il y a une influence capitale d'armer surtout nos jeunes avec cette crise, ils ont tous envie d'être dans une 4X4⁴⁵ avec une kalachnikov à la main. »⁴⁶

Ainsi, les mutations profondes au sein de la cellule familiale, couplées à la « démission des parents » dans leurs rôles et responsabilités pour reprendre les propos d'un participant de Barouéli notamment⁴⁷, renforcent la faillite de la famille à transmettre les valeurs aux jeunes générations. Cette faillite s'incarne par la rupture du dialogue en son sein.

44 Focus groupe homogène jeunes, Niono, région de Ségou, novembre 2015.

45 C'est un modèle de véhicule très prisé au Mali.

46 Entretien individuel, responsable d'une OSC, Kidal, janvier 2016

47 « *Eh ! Disons-nous la vérité, c'est nous parents même qui avons démissionné sur le plan de l'éducation de nos enfants.* » Focus groupe hétérogène, Barouéli, région de Ségou, novembre 2015.

1.1.3 La rupture du dialogue intrafamilial renforcée par l'avènement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

Comme prolongement de l'affaiblissement du contrôle parental sur les enfants, le dialogue intrafamilial s'est fortement délité selon la plupart des Maliens consultés. Les parents, caution morale de l'éducation reçue par les enfants, accompagnent ceux-ci à travers un relai d'instruments basés sur le dialogue, leur servant de moyens de formatage et de transmission des codes sociaux.

Par exemple, les contes – qui débouchent sur une leçon de morale – sont une référence majeure dans l'éducation des enfants au Mali. Par leur biais, les enfants reçoivent des préceptes fondés pour l'essentiel sur la loyauté, la sincérité, le courage, l'entraide, le respect de soi et des autres, la tolérance. Les propos de cette personne ressource de Koulikoro mettent en exergue l'importance des contes dans le dialogue intrafamilial:

« Le soir, à la lumière de la lune, il y avait une grande personne autour de laquelle les jeunes se regroupaient et on leur racontait des histoires, des contes. Chaque histoire, conte, était conclu par une leçon de morale. [...] C'était là aussi l'éducation de la famille renforcée par la société. Moi je pense qu'il faut revenir à ça. »⁴⁸

Par ailleurs, il existe jusqu'à l'âge adulte une relation fusionnelle entre enfants et parents ou leurs aînés sociaux: « *Auparavant l'éducation des garçons était confié à un adulte homme et les filles sont confiées à une ancienne* » témoigne une participante de Djenné.⁴⁹ La mère ou une tutrice désignée enseigne à la petite fille les comportements et règles spécifiques pour la femme qu'elle deviendra, relatifs à son contexte socio-culturel. Il en va de même pour le garçon, qui est initié aux contraintes de la vie d'adulte, accompagnant parfois son père ou son tuteur aux cérémonies rituelles et autres travaux collectifs: « *Depuis le sevrage du garçon, le père commence à lui inculquer les valeurs de sa société* » témoigne un Malien de Niéna.⁵⁰ Chaque geste du quotidien fait l'objet d'un commentaire circonstancié ou explication y afférente. Or, selon les Maliens et Maliennes consultés, ces pratiques tendent à disparaître:

48 Entretien individuel, notable, Koulikoro, novembre, 2015

49 Focus hétérogène, Djenné, région de Mopti, décembre 2015.

50 Entretien individuel, Niéna, région de Sikasso, octobre 2015.

« *De nos jours les parents ne préparent plus les enfants à faire les activités qu'ils mènent* »⁵¹ dénonce un participant de Barouéli.

La disparition progressive de tels moments d'échanges et de dialogue entre composantes d'une même famille, en milieux rural et urbain, s'explique par la dislocation des rôles de chaque acteur susmentionné. Le père ou la mère n'accordent plus de temps à ces moments partagés, du fait par exemple de leur occupation économique ou de l'éducation scolaire de leurs enfants.

Les moments d'intimité sont relégués à des jours spécifiques (fêtes, baptêmes, mariages par exemple) dont la solennité et l'échéancier ne sont pas propices à un rapprochement avancé entre parents et enfants. Or, comme l'affirme un ancien de Yorosso, ces moments de dialogue quotidien et de partage, au cours du repas notamment, sont cruciaux pour le rapprochement: « *Les personnes qui mangent dans le même plat sont unis et se comprennent mieux et c'est le vœu des aïeux pour le bon fonctionnement de la famille.* »⁵²

Cette désagrégation des liens familiaux s'est trouvée accentuée par l'arrivée de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). En effet, l'un des faits marquants du XX^{ème} siècle aura été l'éclosion subite et le déferlement de nouveaux moyens de communication en Afrique subsaharienne, tels que le téléphone portable, internet et les réseaux sociaux.⁵³ Par exemple, alors qu'en 2000, 0,1% des Maliens disposaient d'un abonnement téléphonique ou d'une carte prépayée en fonctionnement, ce chiffre est passé à 149,1% en 2014.⁵⁴ Il s'agit d'un véritable boom. De l'avis de nombreux Maliens, leur irruption subite dans l'espace social a contribué à imprimer une nouvelle cadence au délitement des rapports intrafamiliaux déjà fortement entamés.

51 Focus groupe hétérogène, Baroueli, région de Ségou, novembre 2015.

52 Entretien individuel, Yorosso, région de Sikasso, novembre 2015. La symbolique du plat unique dans lequel mangent tous les membres de la famille est largement reprise par les Maliens consultés. Un autre participant affirme également: « *Le lavage des mains au savon est une bonne chose mais les assiettes détruisent les liens* ». Focus groupe hétérogène, Niéna, région de Sikasso, octobre 2015.

53 Parlant du téléphone portable, Jean-Aimé DIBAKANA affirme: « *Alors qu'en Occident, ce média s'est imposé de façon progressive dans les pratiques sociales, sur le continent africain, il est courant que des personnes qui ne s'étaient jamais servies d'un téléphone fixe auparavant soient aujourd'hui en possession d'un téléphone portable* », dans « Usages sociaux du téléphone portable et nouvelles sociabilités au Congo », *Politique africaine*, n° 85, mars 2002, pp.133.

54 Ce qui implique que beaucoup de Maliens détiennent plus d'une carte ou d'un abonnement chacun. Base de données de la Banque Mondiale, disponible à <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=2&country=MLI&series=&period=> (consultée le 06/06/2016)

Les nouvelles technologies permettent d'accéder à des sommes de connaissances et d'expériences partagées jusque-là jamais imaginées. Or, ce rattrapage à vitesse virtuelle conduit les jeunes à remettre en question les connaissances détenues par les anciens, parfois considérées comme désuètes et dépassées. « *L'auto-éducation pèse beaucoup sur l'individu plus que ce que les aînés lui donnent comme instruction* »⁵⁵ témoigne un Malien consulté à Ségou. Elles conduisent ainsi au délaissement des temps d'échanges intergénérationnels autour du savoir et renforcent l'individualisme.⁵⁶

Quant aux réseaux sociaux, leur usage est davantage problématique et controversé. De par l'espace de dialogue virtuel qu'il offre et l'audience à laquelle il donne accès, Facebook par exemple est, pour nombre de Maliens consultés, l'élément de déconnexion par excellence des relations intrafamiliales. Combiné au téléphone portable, il est perçu comme un moyen de contestation de l'ordre familial, voire communautaire. En effet, ces nouveaux outils déstabilisent les anciens cadres de dialogue et d'échanges traditionnels intra et interfamiliaux – liés au mariage par exemple – et permettent un contournement de l'autorité familiale.

Jusqu'à une période très récente, les relations matrimoniales se nouaient principalement entre familles, le plus souvent discutées et acceptées par les « anciens » sans que les futurs mariés eux-mêmes ne soient concernés. L'implication des aînés visait des objectifs spécifiques (compatibilité entre ethnies, généalogie, suivi du comportement de la mère de la future mariée, etc.) pour la préservation de la famille. Ils avaient alors une mainmise sur l'ensemble des procédures d'union déclenchées.

De l'avis de certains participants aux consultations, la prolifération des NTIC a fortement contribué à éroder le contrôle parental sur les liens matrimoniaux, ainsi que les échanges intra et interfamiliaux qui en découlaient.⁵⁷ En effet, de plus en plus, les jeunes apprennent à se faire des ami(es), à s'informer et à discuter de certains

55 Atelier de renforcement des capacités des mobilisateurs locaux, Ségou, octobre 2015.

56 Le lien entre mondialisation accélérée, respect des aînés et individualisme est également mis en exergue par des chercheurs académiques tels que Earl Conteh-Morgan: « *Le rythme rapide de la mondialisation a sérieusement érodé le respect des jeunes pour les aînés et la hiérarchie traditionnelle [...]. Le communalisme et la primauté des aînés dans le maintien des valeurs traditionnelles, donnent rapidement place à l'individualisme [...].* CONTEH-MORGAN Earl, *Peacebuilding and Human Security: A Constructivist Perspective*. *International Journal of Peace Studies*, 2005, Vol. 10, No 1.

57 Néanmoins, certains Maliens consultés voient d'un œil positif l'abandon des mariages arrangés par les parents. Pour eux, la fin de ces pratiques peut contribuer à la meilleure promotion des valeurs au sein du couple et de leurs enfants: « *Nos aînés nous donnent une femme à marier. Quand ces deux personnes ne s'aiment pas, les enfants qui seront issus de ce mariage ne seront pas respectueux si vous le couple vous vous insultez, battez chaque fois l'enfant.* » Focus hétérogène, Yorosso, région de Sikasso, novembre 2015.

sujets avec d'autres de la même génération qu'eux via ces nouvelles technologies. Ces espaces de discussion sur la toile sont également l'occasion pour eux de nouer des relations dont la finalité peut être matrimoniale.

Ainsi donc, le contrôle parental et le dialogue au sein de la famille se trouvent fortement réduits. Ces phénomènes sont observables en villes mais aussi en milieux ruraux. Ce qui inspire des commentaires à relents d'impuissance: « *Aujourd'hui, les enfants n'ont d'autres conseillers qu'eux-mêmes. Ils font plus confiance à la télé, et à leur internet qu'à leurs parents. Comment voulez-vous qu'on leur transmette les bonnes valeurs ? Pour cela il faudra qu'ils prennent le temps de nous écouter.* »⁵⁸

De nouveau, les participants aux consultations ont nuancé les effets néfastes des nouvelles technologies sur la communication intrafamiliale. Les moyens de communication sont considérés comme un accélérateur de ce délitement et non sa cause. La quasi-rupture du dialogue intrafamilial, du fait de la montée de l'individualisme notamment, a laissé un vide que les nouvelles technologies, loin de le provoquer, ont comblé. Un jeune lors du focus groupe de Kambila partage ses impressions en ces termes:

*« Nous venons de dire que les valeurs sont effritées. Cela est dû à l'évolution du monde actuel, que nous appelons la mondialisation. Dans cette mondialisation, nous imitons les Ouolof, les Européens, les Américains, nous avons des radios, l'internet. Nous aimons plus ces outils que notre pratique d'éducation, ce n'est pas fortuit, c'est le seul lieu où aller. Bon ! Nos parents qui doivent nous transmettre ces valeurs, eux aussi ont démissionné. Parce que dans le temps, ce sont les parents qui s'asseyaient avec les enfants pour leur donner des enseignements sur la vie courante; ce qu'il faut faire et ce qu'il fallait éviter. De nos jours, les parents n'ont plus ce temps. »*⁵⁹

Par ailleurs, lors de la Conférence Nationale de mai 2016, les Maliens provenant de l'ensemble du pays ainsi que des camps de réfugiés ont fortement souligné le potentiel positif des NTIC sur la communication au sein de la famille. En effet, les NTIC permettraient de réduire les distances et entretenir des contacts plus réguliers. Selon un pasteur de Tominian, il faudrait même « *enseigner les enfants en famille sur*

58 Restitution régionale, Koulikoro, octobre 2014, dans « *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* », 2015, pp.39.

59 Focus groupe homogène jeunes, Kambila, région de Koulikoro, septembre 2015.

les NTIC »⁶⁰ ce qui permettrait de recréer les liens au sein de la famille et faire que les parents se familiarisent avec ces nouveaux canaux de communication. Les participants fustigent dès lors le mauvais usage de ces NTIC, qui peuvent néanmoins être mis à profit.

Ainsi, les Maliens consultés mettent en avant les difficultés éprouvées par les familles à s'adapter au changement induit par certains éléments liés à la mondialisation et au « développement », tels que l'économie capitaliste moderne ou les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces difficultés conduisent à la montée de l'individualisme et à la perte de contrôle familial sur les valeurs transmises. Au niveau communautaire, on observe des dynamiques similaires, impliquant une méconnaissance accrue des normes et valeurs maliennes partagées et/ou spécifiques à chaque groupe, conduisant à l'altération de la cohésion sociale.

1.2 La Communauté: un contrôle social diminué pour une méconnaissance accrue des normes et valeurs maliennes

La spécificité des sociétés maliennes réside dans la complémentarité entre famille et communauté. En effet, chaque individu appartient à une chaîne humaine débordant largement l'intimité familiale, constituant cette « communauté », qui assure le contrôle de ses comportements et mœurs. Lorsqu'une cellule familiale est défaillante dans la transmission des valeurs, la communauté comble les manques, en prenant le relai de l'éducation de l'enfant. Or, de nombreux facteurs observés par les Maliens consultés, déstabilisent profondément cette complémentarité:

« C'est un processus, quand l'enfant vient au monde il est vierge en termes de connaissances, de valeurs, il ne connaît rien. La famille lui transmet les codes de valeurs, c'est ce qui lui permet d'interpréter les choses: [...] Ça c'est bien, ça ce n'est pas bien, parce qu'on me l'a appris. Ça c'est l'enseignement théorique. Dans la phase pratique, quand je quitte mon espace privé et que je vais dans l'espace public et que je transgresse ce qu'on m'a appris, il faut qu'il ait un mécanisme pour me dire stop ou pour me sanctionner. Ça, ça n'existe pas. »⁶¹

Les valeurs, comme somme de comportements à faire ou ne pas faire, étaient transmises à l'enfant à travers des rites d'initiation communautaires. Quelle que soit la dé-

60 Entretien individuel, pasteur, Tominian, région de Ségou, novembre 2015.

61 Entretien individuel, sociologue, Bamako, avril 2016.

nomination retenue, « *karew* » en milieu malinké, « *kondo* » ou même « *filan ton* »⁶² en milieu bambara, ces espaces étaient des références qui transmettaient des règles communes de base fondées à la fois sur le respect des traditions et les limites sociales auxquelles chaque adulte était astreint. Selon les participants à la recherche, la perpétuité de ces cadres et leur formalisation expliquent la solidité de la cohésion sociale au Mali.

Or, ces espaces et rites traditionnels ont progressivement été abandonnés, au profit de cadres de type nouveau, peu ou pas régulés, tels les grins et associations, ou encore les réseaux sociaux et la télévision. Ceux-ci peinent à prendre le relai, pour une transmission efficiente des valeurs maliennes. Pire, ces nouveaux cadres sont souvent perçus comme des accélérateurs de la mutation des normes et comportements.

Outre une méconnaissance accrue des normes et valeurs au sein des communautés et groupes, les normes et valeurs sont de moins en moins connues et partagées entre les différentes communautés et aires socio-culturelles maliennes. Ce phénomène accentue les stéréotypes et incompréhensions entre groupes, et participe de l'altération du sentiment d'appartenance à une même nation. L'abandon progressif des pratiques de brassage culturel et d'éducation à la citoyenneté soutenues par l'Etat sont notamment incriminées. Ce dernier est également mis en cause dans la mutation des valeurs et us et coutumes maliens, par l'adoption de systèmes de gouvernance issus de réalités occidentales.

Ainsi pour beaucoup, l'inculcation et le respect des valeurs maliennes dans leur diversité se retrouvent désormais uniquement soutenues par la cellule famille, affaiblie par un processus de nucléarisation rapide, par les NTIC, pas assez régulés, et par les religions, dont la récente multiplication des courants et leur instrumentalisation sont difficilement gérées.

Dès lors, de l'avis des Maliens consultés, ces évolutions plus ou moins récentes se traduisent par un accroissement des tensions au sein des communautés et entre communautés, et participe d'une déstabilisation profonde de la cohésion sociale.

62 Il s'agit des classes d'âge dont l'appellation varie en fonction du milieu socio-culturel. Des jeunes de la même génération passent au même moment par des pratiques d'initiation comme la circoncision, l'excision, les mariages, etc.

1.2.1 L'affaiblissement des espaces traditionnels de socialisation au profit de nouveaux cadres peu ou pas régulés

Selon les Maliens consultés, les espaces traditionnels de socialisation tels les « tranches d'âge »⁶³ permettaient l'enseignement, la préservation et la transmission des codes sociaux porteurs de valeurs structurant l'éducation des enfants. La perte de vitesse des rites collectifs (circoncision, excision, travaux de champs collectifs, etc.) est l'une des manifestations du recul des espaces de socialisation traditionnels. Or, leur abandon progressif laisse la société malienne « *dans un vide qui ne peut être rempli que de confusions, d'une perte d'identité et d'une rupture totale en communication intégrative* »⁶⁴, altérant profondément sa cohésion.

L'éducation communautaire avait pour finalité l'intégration de l'enfant à l'ensemble de la société à laquelle il se reconnaissait. Plus précisément, les excisions, circoncisions, mariages collectifs procédaient à un nivellement de différentes classes d'âges à travers les connaissances et les pratiques communes enseignées et assimilées. Dans ses écrits, Amadou Hampâté Bâ souligne le rôle des rites collectifs à travers les conseils qu'ils véhiculaient dans le développement et l'épanouissement des jeunes adultes:

*« Désormais, tu es responsable de tes actes et de tes paroles. Surveille-toi comme un avare veille sur sa fortune. Ton cœur, ta langue et ton sexe sont les trois organes à surveiller. Le meilleur des cœurs est celui qui conserve le mieux en lui-même la reconnaissance. Mais celui qui rapproche le plus l'âme des vertus essentielles que sont l'amour et la charité, c'est le cœur sur lequel l'égoïsme, le mensonge, l'envie, l'orgueil et l'intolérance n'ont pas de prise. »*⁶⁵

L'individualisation des pratiques rituelles – les circoncisions ayant par exemple quitté l'espace public pour devenir une intimité familiale – annihile les dividendes des enseignements en groupe. Comme l'explique un participant de Keniéba: « *De plus en plus, la notion de classe d'âge tend à disparaître laissant un vide qui n'est comblé par aucune structure de relève, la circoncision se faisant individuellement dès la naissance du garçon, et l'excision des filles étant de plus en plus abandonnée ou*

63 Ce sont des jeunes ayant approximativement le même âge.

64 MARA John, "The Virtues and Challenges of Traditional African Education" dans *Journal of Pan African Studies*, vol. 1, no. 4, juin 2006, pp.17-24.

65 BÂ Amadou Hampâté, *Oui mon commandant !* Paris, Seuil, 1999, pp.77

faite secrètement. »⁶⁶ Un jeune de Kita témoigne également à ce sujet: « *Avant, la circoncision se faisait de manière collective. Mais pour notre génération, ça se fait individuellement. Moi personnellement je suis allé seul. Que sais-je des vertus transmises ? Rien ! Donc, c'est un problème car ces valeurs nous ont échappées. Nous sommes devenus une génération sans repère.* »⁶⁷

Qu'il s'agisse de l'éducation communautaire, des tranches d'âge ou des rites collectifs, du *kondey*, du *karew*,⁶⁸ les jeunes formés au sein de ces espaces entretenaient entre eux des dynamiques de solidarité horizontale dans le malheur comme dans le bonheur. Ces lieux de socialisation et rites collectifs avaient pour finalité d'offrir à l'individu l'occasion d'intérioriser les conduites indispensables à la construction de sa personnalité sociale.⁶⁹ Pour de nombreux Maliens ayant participé au dialogue autour des valeurs, le relatif abandon de ces pratiques rituelles⁷⁰ permet d'expliquer l'émergence ou l'exacerbation de l'esprit de rivalités « *fadenya* »⁷¹ entre les enfants de la même famille et du même village.

Face au délitement et à l'affaiblissement de ces espaces, de nouveaux cadres et outils de socialisation et de transmission des valeurs ont pris le pas. Pour les participants aux focus groupes, il s'agit notamment des grins, de la télévision et des réseaux sociaux, récemment et progressivement introduits dans la société malienne. Comme il a déjà été mentionné, ces cadres sont à leurs yeux défailants dans la transmission de valeurs traditionnelles. Au-delà, ils participeraient à l'introduction de comportements jugés déviants et nuisibles pour la cohésion sociale au Mali, tel l'individualisme.⁷² Un jeune avance ainsi: « *Quand tu vas dans les grins actuellement, il n'y a plus de causerie. Chacun est concentré sur son smartphone, chacun est sur*

66 Focus groupe hétérogène, Kenièba, région de Kayes, avril 2014, dans « *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* », 2015, pp.40.

67 Focus groupe hétérogène, Kita, région de Kayes, novembre 2015.

68 Ces termes, en bamanankan, sont en fait les dénominations pour les « classes d'âge »

69 DOUMBIA Tamba (avec la collaboration de Pierre ERNY), *Groupes d'âge et éducation chez les Malinké du sud du Mali*, Paris, éditions L'Harmattan, 2001, pp.67-68.

70 Par exemple, les mariages collectifs toujours célébrés à Banamba (région de Koulikoro) permettent de nuancer ces affirmations.

71 Une rivalité qui naît du fait du délaissement des pratiques d'initiation par lesquelles passaient les classes d'âge et qui les préparaient à se rapprocher, à s'aimer, à se protéger tout au long de leur existence.

72 Un phénomène expliqué par des chercheurs académiques tels Jude Uwalaka: « *cet individualisme est le sentiment calme et considéré qui dispose chaque citoyen à se situer à partir de la masse de ses semblables et se retire dans le cercle des familles et des amis. Avec cette petite société formée à son goût, il laisse progressivement la société pour s'occuper de lui-même.* » UWALAKA Jude, "The Struggle for Inclusive Nigeria: Igbo's to Be or Not to Be? A Treatise on Igbo Political Personality and survival in Nigeria", Owerri, Snaap, 2003, pp.33.

Facebook. Ça, c'est un élément qui brise la relation sociale. Parce que dans la causerie que nous faisons, chacun retournait chez soi enrichi en conseils. »⁷³

Par ailleurs, les nouvelles technologies participeraient à l'érosion des cultures ancestrales maliennes; un sentiment partagé dans l'ensemble des régions du Mali. Un jeune de Kidal affirme ainsi: « *La culture touareg est en voie d'effritement en ce sens où il n'y a plus de suivi exercé par les parents ou les chefs traditionnels, personne ne se soucie du bien-être de la culture. La disparition de cette même culture est due à l'évolution de nouvelles technologies.* »⁷⁴ En effet, les images et propos qui y sont diffusées, rarement soumis à un contrôle formalisé et effectif, véhiculent d'autres visions, d'autres cultures et comportements, parfois contraires aux valeurs maliennes: « *Sur Facebook il y a aussi des causeries à ce niveau, mais qui se font soit sur la musique ou sur d'autres cultures. Alors ! Nous imitons les cultures qui sont exposées sur la toile.* »⁷⁵

Ces visions et cultures ont par ailleurs un pouvoir d'attraction important, auquel il est difficile de faire face. Selon un jeune à Kambila: « *Avec l'avènement de l'internet, la télévision, la radio, c'est comme si avant nous étions dans une obscurité et qu'on a eu une nouvelle ouverture vers le monde. Il y a eu une sorte de rencontre de civilisations. Cela a créé un choc. Quand on a vu cette civilisation, on l'a appréciée, elle est plus douce, plus paisible que la nôtre, peut-être moins lourde, donc, on s'est laissé aller vers cette civilisation.* »⁷⁶

Les feuilletons étrangers diffusés aux heures de grande écoute sur les chaînes de télévision sont particulièrement incriminés par les Maliens consultés: « *Les feuilletons de télévision ont gâté nos femmes et nos enfants.* »⁷⁷ De l'avis de nombreux participants, les scènes de trahison, de libertinage, de défiance de l'autorité parentale et/ou maritale qu'ils diffusent, inculquent des comportements jugés non conformes aux valeurs de la société malienne envers un auditoire rarement bien averti. Maints témoignages abondent en ce sens:

73 Focus groupe homogène jeunes, Kambila, région de Koulikoro, septembre 2015.

74 Focus groupe homogène jeunes, Kidal, février 2016

75 Focus groupe homogène jeunes, Kambila, région de Koulikoro, 2015.

76 Focus groupe homogène jeunes, Kambila, région de Koulikoro, septembre 2015.

77 Focus groupe hétérogène, Bougouni, région de Sikasso, mars 2014, dans « *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* », 2015, pp.48.

« Il y a plein de films que nous regardons, quand on constate bien, ils ne doivent pas être diffusés. Ils ne sont pas compatibles avec notre société. Ils laissent un impact sur la conscience de nos enfants. Tous ceux-ci sont en train négativement de jouer sur nos valeurs. »⁷⁸

Par ailleurs, au lieu de contribuer à mobiliser davantage les populations autour d'initiatives positives sur la vie en société certains outils et cadres de transmission des valeurs alimentent plutôt les divergences au sein et entre communautés, à travers leur instrumentalisation. Cette préoccupation s'illustre entre autres par l'importance accordée par les participants durant la première phase de recherche menée par l'IMRAP/Interpeace, à la question des radios libres et à leur foisonnement.⁷⁹ Le fonctionnement des radios libres, non régulé, sert de vecteur important pour la propagation de discours visant à renforcer les éléments de clivage au sein de la population tant sur le plan politique, religieux qu'ethnique:

« A l'ouverture des campagnes, il y a des propos que l'on prononce et diffuse sur les antennes, lorsque tu les entends, tu feras toute ta vie, tu n'aimeras pas l'émetteur de tels propos. Ce sont des mésententes créées par les radios qui constituent le problème chez nous ici. »⁸⁰

Néanmoins, comme il a déjà été évoqué, bon nombre de Maliens estiment que les médias ainsi que les réseaux sociaux peuvent avoir des apports positifs sur l'éducation et la cohésion sociale, à condition que leur contenu soit davantage axé sur la valorisation et la meilleure connaissance des valeurs maliennes. Lors de la Conférence Nationale, un membre du Comité de Pilotage travaillant sur la problématique de l'insécurité chronique témoigne de l'aspect positif des NTIC pour la cohésion sociale et la meilleure interconnexion entre Maliens:

« Dans cette découverte des NTIC, il y a certains qui ne voient que l'aspect négatif, mais il n'y a pas que cela, il y a la télémédecine, on opère des gens. Et si Kidal est resté malien aujourd'hui c'est grâce aux NTIC, parce qu'Orange et Malitel n'ont pas quitté Kidal. La nouvelle région de Ménaka, elle est reliée au pays à travers les réseaux Orange et Malitel et c'est ce qui nous permet de garder ces régions

78 Focus groupe hétérogène, Tominian, région de Ségou, octobre, 2015.

79 Restitution régionale, Koulikoro, octobre 2014, dans « Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix », IMRAP/Interpeace, 2015, pp.39.

80 Focus homogène, Kolondiéba, région de Sikasso, mars 2014, dans « Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix », IMRAP/Interpeace, 2015, pp.39.

dans l'espace national. Donc, il ne faut pas voir dans toutes choses du mal. Il faut savoir gérer ces outils. »⁸¹

Un point de vue partagé par des chercheurs académiques tels Jude Uwalaka, pour qui « *un des défis de notre époque est de trouver comment utiliser au mieux ces technologies des médias pour l'avantage de l'homme, en particulier pour la dissémination de la vérité et pour promouvoir une coexistence harmonieuse et pacifique entre les peuples, les nations et les cultures. [...] Les médias de masse et les technologies de la communication vont se rendre compte de leur énorme capacité et mission qui consiste à encourager la connectivité, la communion, et la connaissance entre individus et communautés, le partage des idées et des opinions; à maintenir des contacts positifs au-delà des distances, à encourager la dissémination des recherches des savoirs [...] et ainsi à contribuer au progrès social* ». ⁸²

Il en est de même pour les cadres de socialisation tels que les grins ou associations, que les Maliens considèrent comme étant des espaces de rencontres pouvant être utilisés pour la promotion des valeurs maliennes associées à d'autres universelles: « *les grins sont devenus des lieux d'instruction* »⁸³ assure un Malien à Ségou. Repris dans un ouvrage, les propos de Seydou Keita affirment également en ce sens: « *Le grin comme lieu de politique, constitue l'école de la vie. Touchés par le chômage les gens viennent au grin et parlent de tout. Leurs discours sont parsemés de rêves, d'envie de réussir et de posséder les objets symbolisant la réussite: voiture, villa, argent. Le grin constitue dans les centres urbains, un moyen d'intégration sociale, mais il rappelle aussi des formes traditionnelles de socialisation.* »⁸⁴

Cette meilleure connaissance des cultures au sein des groupes et entre communautés est ainsi perçue comme étant un défi majeur à la cohésion sociale malienne. Au-delà de l'affaiblissement des espaces traditionnels de socialisation et l'influence de nouveaux cadres, l'abandon de certaines pratiques de brassage culturel portées par l'Etat contribue à renforcer cette distanciation entre Maliens, nuisant à la paix au sein du pays.

81 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016.

82 UWALAKA Jude, « The mass media and modern communication technologies in the service of truth and peace in the human community: obstacles, challenges and prescriptions », *International Journal of Current Research* Vol. 6, No. 02, pp.5154-5163, Owerri, février 2014.

83 Atelier de renforcement des capacités des mobilisateurs locaux, Ségou, octobre 2015.

84 KEITA Seydou, « Grins, domiciles privés, sociabilité politique dans les centres urbains » dans *Prendre sa place dans le territoire, lieu de mémoire et espaces de sociabilité pour le Mali*, La Ruche à livres, Bamako, 2009, pp.160

1.2.2 La méconnaissance des valeurs entre Maliens, portée par le recul de pratiques de brassage culturel

Nombre de Maliens consultés dans le cadre de la présente recherche pensent que parmi les facteurs ayant contribué à la mutation des valeurs figure la méconnaissance réciproque des cultures et normes propres à chaque communauté. Les différentes communautés qui composent le Mali – qu’elles soient proches ou éloignées les unes des autres – vivent dans une relative méconnaissance réciproque de leurs spécificités socioculturelles.⁸⁵ Et pourtant, cette réalité tranche avec la fierté manifestée par les Maliens de la diversité de leur culture et de leurs traditions. En ce sens, un ancien Ministre affirme :

« Chacun de nous se dit fier d’être Malien. Alors qu’on n’a peu de connaissances de la culture des valeurs de l’autre ainsi que la réalité sociologique des conditions de vie de l’autre. Cette méconnaissance crée des incompréhensions. [...] [Elle nourrit] des stéréotypes et des amalgames – accusation de paresse, de malhonnêteté, de racisme, etc. – entraînant un cloisonnement des communautés et des formes particulières de stigmatisation. »⁸⁶

A partir de ce constat, les autorités de la première République avaient institué des rencontres socioculturelles comme les semaines culturelles, artistiques et sportives ainsi que les biennales. Des avis recueillis lors des focus groupes, ces manifestations culturelles permettaient de réduire les distances horizontales⁸⁷ entre Maliens en contribuant à la création de chaînes d’amitié et de solidarité à travers les différentes régions du pays, qui demeurent jusqu’à nos jours. Ces événements constituaient des opportunités de rencontres et de partage des valeurs de la société malienne. Par ailleurs, elles ont favorisé l’assimilation culturelle de plusieurs générations de jeunes, en s’ancrant à la fois dans la tradition et la modernité :

« Les semaines de la jeunesse, débutées en 1962 puis relayées par les biennales artistiques, culturelles et sportives à partir de 1972 [...] ont donc eu un effet structurant sur le secteur et fait école en consacrant des styles et des formes de créativité qui, ancrés dans la tradi-

85 « Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix », IMRAP/ Interpeace, 2015, pp.64.

86 Entretien individuel, ancien Ministre et Gouverneur, novembre 2014, in « Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix », IMRAP/ Interpeace, 2015, pp.64.

87 La distance entre les populations elles-mêmes, proches et distantes.

tion, ont su exprimer en même temps la modernité malienne dans la complexité de son développement. »⁸⁸

Leur arrêt est perçu, par la plupart des Maliens consultés, comme un facteur ayant relativement contribué à la distanciation sociale entre communautés et cultures maliennes, tout comme il a renforcé la méconnaissance des valeurs traditionnelles par la jeune génération. Toutefois, il convient de relever que des voix dissonantes se font entendre quant aux retombées positives des semaines culturelles. En effet, revient souvent la question des victimes de violences – notamment sexuelles – en marge des biennales. Si ces inquiétudes sont généralement acceptées, la majorité des personnes consultées sur la question pensent que ces effets néfastes sont contrebalancés par l'évocation du rapprochement, du brassage et du dialogue entre les communautés amorcés lors de ces événements culturels, comme en témoignent les propos d'un acteur culturel à Koulikoro : « *Que l'on se remémore les valeurs de la biennale. La biennale n'a pas servi tout le monde, certes. Avec toute proportion gardée, moi je crois personnellement que la biennale a été beaucoup plus positive que négative.* »⁸⁹

Au-delà des biennales, d'autres initiatives permettaient ce brassage entre Maliens aux yeux des populations consultées. Un ancien des mouvements de jeunesse, inquiet sur la désorientation actuelle de la jeunesse, se prononce ainsi :

« J'ai une seule préoccupation que je souhaite que tous les Maliens entendent. Elle concerne la jeunesse. De nos jours, la jeunesse est éparpillée. Chacun est isolé parce qu'il n'y a pas comme avant une politique pour le brassage de la jeunesse, en dehors même de l'école, de la famille. C'était quoi ? Le mouvement pionnier, les soirées artistiques qui ont brassé les jeunes du pays. »⁹⁰

L'ancien Ministre Ousmane Sy, dans son ouvrage *Reconstruire l'Afrique*, témoigne en ce sens :

« Ma génération a été aussi une des dernières à bénéficier de la formation et de l'encadrement civique et moral à l'école et au mouvement des pionniers instauré par le régime de l'Union soudanaise du

88 « Consultation nationale sur la Culture et Développement au Mali », Rapport Ministère de la Culture, novembre 2014, pp.22-23.

89 Entretien individuel, acteur culturel, Koulikoro, novembre 2015.

90 Entretien individuel, acteur de la jeunesse, Yélimané, région de Kayes, novembre 2015.

rassemblement démocratique africain (USRDA), le parti de l'indépendance. Ce mouvement nous éduquait hors de la famille ; parallèlement à l'école nous y apprenions le civisme et le dévouement pour les causes collectives. Nous y menions aussi des activités sportives et culturelles. »⁹¹

La mobilité des élèves et des fonctionnaires contribuait également à tisser des liens entre Maliens. Selon les participants, encourager cette mobilité permettrait de renforcer la cohésion sociale, en promouvant une meilleure connaissance des uns et des autres: *« Il faut encourager la mobilité des cadres, les visites des élèves pour aller découvrir les cultures du pays. Le sport aussi est un moyen de brassage. »⁹²*

Le rôle des internats dans l'éducation des jeunes générations est particulièrement évoqué par les anciens lors des focus groupes. Selon eux, il s'agissait de lieux de mixité sociale et culturelle, qui permettaient également le développement d'un sentiment d'appartenance à une même Nation. Sira Diop, ancienne directrice d'établissement de Bamako, explique les avantages de ces internats pour la cohésion sociale au Mali: *« [Les élèves] avaient la notion de la patrie, la notion de se consacrer à une cause élevée. Elles ne voyaient plus leurs petites individualités. [...] Quand les internats sont bien gérés, c'est effectivement les lieux de formation, des lieux de sociabilité et des lieux où les gens se font leur identité pour tout le reste de leur vie. »⁹³*

Dès lors, des efforts et une volonté politique semblent nécessaires pour rétablir ces pratiques de brassage culturel et social. Un enseignant à la retraite de la région de Kayes souligne l'importance de ce brassage entre les populations du Nord et du Sud du pays, qui ont de rares occasions de se côtoyer du fait des distances: *« Que le Sud accepte d'investir au Nord. Que des commerçants investissent au Nord, que les écoles de formation soient orientées au Nord. Il faut une université au Nord pour l'interpénétration des cultures dans le pays [...]. La question de la mobilité des fonctionnaires est un problème de volonté politique. Que l'Etat propose des indemnités aux fonctionnaires qui acceptent d'aller vers le Nord. »⁹⁴*

Ainsi donc, les Maliens appellent à plus de brassage pour une meilleure connaissance des normes et valeurs, cultures et coutumes, au sein des communautés et

91 SY Ousmane, *Reconstruire l'Afrique*, Paris, Jamanaa, 2009, pp.25.

92 Focus groupe hétérogène, Kita, région de Kayes, novembre 2015.

93 DIOP Sira, « Internat du Lycée des jeunes filles, lieu de sociabilité et de formation d'une identité », dans *Prendre sa place dans le territoire, lieu de mémoire et espaces de sociabilité pour le Mali*, La Ruche à livres, Bamako, 2009, pp.151.

94 Entretien individuel, enseignant retraité, Kayes, novembre 2015.

entre communautés. Ce brassage contribuera à développer l'acceptation de la diversité culturelle. Cette diversité, de l'avis des populations consultées, est particulièrement mise à mal dans le domaine religieux.

1.2.3 La problématique de la gestion de la diversité religieuse

Au Mali, la question religieuse constitue de nos jours un important sujet d'actualité. Au fil des années, plusieurs religions et courants ont émergé, entraînant un recul progressif de l'influence des religions traditionnalistes. De l'avis des Maliens consultés, l'arrivée des religions révélées a contribué à un délaissement accru des cultures traditionnelles maliennes, portées par les religions anciennes: « *Le problème, c'est l'avènement des religions révélées, sinon si nous nous référons à la religion traditionnelle, nous serons tous corrects et honnêtes. Tu ne peux pas dire oui aux fétiches et aller dire non au dehors* »⁹⁵ affirme un jeune de Kambila.

Néanmoins, bien que reconnaissant la déstabilisation induite par ces influences, la grande majorité des participants témoignent du rôle positif des religions dans la transmission des valeurs et la cohésion sociale au Mali, qu'elles soient traditionnelles ou révélées: « *Toutes les religions parlent du respect de l'âme, des biens d'autrui, des valeurs sociales.* »⁹⁶ Ces propos sont appuyés par un jeune de Tombouctou qui rappelle que « *L'Islam [religion majoritaire au Mali] parle du respect des autres religions.* »⁹⁷ Cette capacité des religions à fédérer une société et contribuer à la paix est développée par de nombreux chercheurs, tels que Marc Gopin, spécialiste des liens entre religions, conflits et maintien de la paix. Pour lui, « *Tous les groupes de toutes les religions sont capables d'aller dans la direction d'un courage extraordinaire en termes de maintien de la paix, mais sont aussi capables de flagrants échecs. Le point de départ théologique des groupes n'importe pas [...].* »⁹⁸

Pour certains Maliens, la déstabilisation des valeurs maliennes et de la cohésion sociale serait plutôt due à l'usage fait de la religion et au non-respect des principes qu'elle promeut. Un Malien de Djenné demande ainsi: « *Revenons à nos valeurs d'antan. Les 90% des Maliens sont des musulmans et 5% sont des chrétiens et 5% autres sont des traditionnalistes. Est-ce que les enfants reflètent l'éducation que leur religion leur donne ?* »⁹⁹

95 Focus groupe homogène jeunes, Kambila, région de Koulikoro, septembre 2015.

96 Focus groupe hétérogène, Kita, région de Kayes, novembre 2015.

97 Focus groupe homogène jeunes, Tombouctou, décembre 2015.

98 GOPIN Marc, *Between Eden and Armageddon: The Future of World Religions, Violence, and Peacemaking*, Oxford, Oxford University Press, 2000, pp. 141.

99 Focus groupe hétérogène, Djenné, région de Mopti, décembre 2015.

Par ailleurs, les Maliens consultés pensent que si la cohabitation pacifique entre les différentes religions a longtemps été synonyme de richesse culturelle ayant permis de maintenir la cohésion sociale, la démultiplication des courants religieux¹⁰⁰ au sein d'une même religion crée et renforce des clivages entre partisans: « *Le premier signe des conflits religieux est l'existence des mosquées dans toutes les ruelles à Bamako.* »¹⁰¹

Cependant, pour nombre de participants, la multiplication des courants et des mosquées ne constitue pas un problème en soi: « *J'ai été à la Mecque et à chaque rue, il y avait une mosquée, mais cela n'a pas causé de problèmes entre eux !* »¹⁰², témoigne un Malien à Sikasso. De même, pour un cadre du Ministère des affaires religieuses et du culte, la démultiplication des courants dans la religion musulmane n'est pas un problème en soit, dans un pays où la liberté de culte et d'association est un droit pour chaque citoyen: « *Quand il s'agit des tensions qui peuvent exister entre les courants, la multiplication n'est pas forcément un problème de la religion.* »¹⁰³

La multiplication des courants ne serait ainsi que l'illustration de la concurrence intense à laquelle se livrent divers acteurs locaux, nationaux et étrangers sur le terrain de la religion et qui, elle, poserait problème. Certains de ces courants disposant de moyens de communication et de cadres efficaces (radios privées, mosquées) échappant au contrôle de l'Etat, se livrent à des injures publiques à l'encontre des fidèles d'autres courants. Ce faisant, ils alimentent une dynamique de conflictualité au sein de la même religion:

« *Ce qui est incompréhensible, c'est quand on écoute les radios de Bamako, on entend toutes sortes de choses. Certains profitent des moments de prêches pour se faire passer pour des faiseurs de miracles, ils proposent toutes sortes de médicaments et de solutions aux problèmes des gens et profitent de la pauvreté et de la détresse des populations pour se faire de l'argent, cela même est contraire à l'esprit de la religion.* »¹⁰⁴

100 Voir à cet effet la partie traitant de la religion dans *l'Autoportrait du Mali* (1.3.1.2. *Compétitions entre courants au sein de la même religion*). *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix*, IMRAP-Interpeace, pp.33-36.

101 Focus groupe hétérogène, Bamako rive gauche, District de Bamako, 2014, dans « *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* », pp.50.

102 Restitution régionale, région de Sikasso, septembre 2014 dans « *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* », pp.51.

103 Entretien collectif, Conseillers du Ministère des Affaires religieuses et du culte, Bamako, juin 2016.

104 Focus groupe hétérogène, Bamako rive gauche, District de Bamako, 2014, dans « *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* », pp.53.

Ainsi, certains abus sont décriés, la religion était parfois mise au service d'intérêts personnels, contraires à ses valeurs: « *La religion a amené le bonheur mais l'homme abuse de la religion.* »¹⁰⁵

La question religieuse nécessite des initiatives pour une plus grande acceptation de la diversité: « *Que les enfants imitent le comportement de leurs aïeux: ne vole pas, ne ment pas, respecte ma religion et je respecterais ta religion* »¹⁰⁶ invite un Sous-préfet à Djenné. Les gouvernants et élites, qui devraient porter ces mesures, devraient également servir de modèles pour les jeunes générations, par une pratique de la politique illustrant la tolérance ainsi que les valeurs maliennes et religieuses. Or, selon de nombreux participants, « *Nos politiciens ne reflètent pas leur religion* »¹⁰⁷, « *Nos autorités n'arrivent pas à respecter ces consignes données par les religions* »¹⁰⁸, tandis que le système de gouvernance mis en place leur semble peu adapté aux réalités socio-culturelles maliennes.

1.2.4 Une gouvernance peu adaptée aux valeurs maliennes

Au cours des consultations, nombre de Maliens ont décrié les comportements des décideurs politiques, élites et représentants de l'Etat qui seraient, de leur avis, en déphasage avec les valeurs morales de la société malienne. Les participants évoquent notamment la corruption, l'utilisation abusive des biens publics et le clientélisme. Ce qui pose la question du rôle des élites et représentants de l'Etat dans l'effritement des valeurs maliennes.

Cette question a été soulevée à de nombreuses reprises, y compris dans le cadre de la recherche-action participative menée en parallèle par l'IMRAP et Interpeace sur la problématique de l'Insécurité chronique.¹⁰⁹ Un participant lors d'un focus groupe à Gao, dénonce en ces termes les mauvaises pratiques des élites et dirigeants autour du recrutement des FDS: « *Il y a toujours des personnes recommandées et imposées soit par des responsables politiques ou par la hiérarchie militaire aux recruteurs, sans tenir compte ni de leur aptitude physique et morale, ni de leur moralité.* »¹¹⁰

105 Focus groupe hétérogène, Niéna, région de Sikasso, octobre 2015.

106 Focus groupe hétérogène, Djenné, région de Mopti, décembre 2015.

107 Focus groupe hétérogène, Djenné, région de Mopti, décembre 2015.

108 Focus hétérogène, Kita, région de Kayes, novembre 2015.

109 Voir IMRAP/ Interpeace, « *Renforcement de la confiance entre les populations et les Forces de sécurité et de défense et les populations: diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali* », 2016.

110 Focus groupe homogène civils, Gao, région de Gao, décembre 2015.

Un réfugié du camp de Tabarey-Barey au Niger témoigne également: « *Ce ne sont pas les rebelles qui nous ont chassés mais c'est le Mali, car même entre Bamako-Niamey, on te fait payer 500 FCFA à tous les postes de contrôle.* »¹¹¹

Pour un participant de Barouéli, la responsabilité est partagée avec les administrés, complices de certaines de ces pratiques, lorsqu'ils en tirent un quelconque bénéfice: « *De nos jours, pour être maire, il faut avoir de l'argent: on ne cherche plus à savoir le comportement du candidat.* »¹¹²

Toutefois, ces pratiques répétées de mauvaise gouvernance entraîneraient un manque de respect des administrés envers la loi, l'autorité et la chose publique, nuisant ainsi à la paix et la cohésion sociale. A l'occasion d'un entretien individuel, un Sous-préfet a appelé les dirigeants de tous les niveaux à adopter des comportements conformes aux valeurs maliennes, pour conduire les Maliens à les respecter et à respecter l'autorité de l'État:

*« L'autorité même en tant que tel se doit de se donner une bonne démarche pour pouvoir l'imposer ou s'imposer aux autres. Aujourd'hui, c'est vrai, à certains niveaux on dit que l'autorité est bafouée, alors les gens ne respectent plus l'autorité, c'est vrai je n'en disconviens pas, le pays est assez grand. Mais, avec ma petite expérience, j'ai la conviction que si vous avez des responsabilités à quel que niveau que ce soit, si vous vous respectez, les gens vous respectent. »*¹¹³

Par ailleurs, au-delà de ces dysfonctionnements dans la pratique quotidienne de la gouvernance, les Maliens dénoncent l'échec des élites et responsables politiques dans la recherche d'un système de gouvernance adapté aux réalités socio-économiques maliennes. Un jeune de Niono affirme en ce sens: « *C'est le gouvernement qui est à la base de la destruction de nos valeurs, parce qu'ils ont calqué les systèmes d'Occident.* »¹¹⁴

La question de la démocratie a été maintes fois débattue. Lors de la Conférence Nationale de mai 2016 notamment, des participants ont vivement dénoncé le processus brutal d'adaptation des valeurs maliennes à la démocratie, en lieu et place de l'adaptation de la démocratie aux valeurs maliennes:

111 Projection-débat du Pôle de Dialogue Mobile, Camp de réfugiés de Tabarey-Barey, Niger, août 2015.

112 Focus groupe hétérogène, Barouéli, région de Ségou, novembre 2015.

113 Entretien individuel, Niono, région de Ségou, décembre 2015.

114 Focus homogène jeunes, Niono, région de Ségou, novembre 2015.

« Je suis irritée d'entendre que nous devons nous adapter à la démocratie. Pourquoi elle ne s'adapte pas à nous ? Parce qu'ils sont plus forts et nous imposent la démocratie, il faut qu'on s'adapte et qu'on laisse nos valeurs pour nous adapter à la démocratie ? Je suis désolée, c'est ce qui fait qu'on est en train de parler aujourd'hui des mutations de valeurs. Que nos valeurs sont tombées dans l'eau. C'est parce que on veut ressembler à l'autre et ne pas être nous-mêmes. »¹¹⁵

Les Maliens mettent en cause, de façon plus globale, un modèle de gouvernance où les légitimités traditionnelles sont dévalorisées, où les valeurs cardinales de loyauté, de droiture, de patriotisme sont refoulées au profit de la corruption et du non-respect de la chose publique. Ces déviances sont assimilées à la « démocratie », par les libertés et droits qu'elle octroie aux yeux des Maliens, sans devoirs en retour. Lors d'une Restitution thématique, un notable dénonce :

« En 1991, on a introduit au Mali la démocratie mais qu'on n'a pas donné un contenu. La démocratie, c'est quoi ? [...] Effectivement, à partir de la notion de la démocratie qui a été donné à tout le monde, l'enfant ne respecte plus son père, la femme ne respecte plus son mari. C'est fini, c'est un effritement de la société. C'est un désordre qui est créé. [...] Ceux qui n'étaient rien hier sont devenus grands aujourd'hui et ils cherchent à nous imposer les valeurs de la corruption dans nos comportements de tous les jours. »¹¹⁶

De l'avis de nombreuses personnes consultées, ce n'est donc pas la démocratie qui pose problème, mais sa « *mal compréhension* », selon laquelle quiconque peut « *ne pas respecter les aînés, faire ce qu'il veut, ne pas obéir aux autorités administratives et traditionnelles* », appuie un responsable de la collectivité de Goundam.¹¹⁷

Un participant à Kita explique que cette interprétation erronée est due à la rapide introduction du concept de démocratie au Mali : « *La démocratie a parachuté sur nous, nous n'avons pas eu le temps de comprendre ses paramètres, alors nous l'interprétons mal* ». ¹¹⁸ Pour d'autres, la démocratie aurait même des apports positifs, en faveur des valeurs maliennes en politique : « *C'est grâce à la démocratie que les*

115 Conférence nationale, Bamako, mai 2016.

116 Restitution régionale thématique, Mopti, région de Mopti, mars 2016.

117 Entretien individuel, Goundam, région de Tombouctou, décembre 2015.

118 Focus hétérogène, Kita, région de Kayes, novembre 2015.

*politiciens faisaient un retour dans leurs localités, qu'ils reviennent à nos valeurs. »*¹¹⁹

Au-delà de la démocratie, il est reconnu que le système de gouvernance local, régulièrement repensé à travers des politiques de décentralisation, pourrait mieux prendre en considération les réalités socio-culturelles locales. La gestion décentralisée du pouvoir est une politique ancienne au Mali.¹²⁰ La décentralisation a été choisie comme mode de gouvernance pour rapprocher les centres de décision aux populations maliennes, et donc aux réalités socio-économiques et culturelles locales. Néanmoins, comme l'a mis en évidence l'*Autoportrait du Mali sur les Obstacles à la Paix*¹²¹, cette décentralisation semble incomplète et contradictoire, ce qui est à la base de multiples tensions. Notamment, les conflits de compétences induits par la création de nouveaux lieux de pouvoirs entraînent une cohabitation difficile entre autorités traditionnelles, garantes des valeurs et coutumes ancestrales maliennes, et autorités élues dans des conditions de légitimité et de légalité parfois questionnées:

*« Dans un village, il est indispensable qu'il y ait un chef [...]. Le problème dans lequel nous sommes c'est un problème de responsabilité, car quand on a amené l'élection des maires la première fois, les gens n'ont pas bien compris son importance. Alors que maintenant, celui qui cherche à être maire, si tu ne l'aides pas il te considère comme son ennemi à jamais parce qu'il estime que tu as un électorat que tu lui as refusé. Donc cela crée des problèmes entre nous. »*¹²²

Des Maliens consultés ont également insisté sur la faible lisibilité des modalités de découpage du territoire et le déficit d'appropriation du processus par les parties prenantes: *« La constitution des communes n'a pas été un processus participatif car certaines communes auraient été imposées sans tenir compte de l'histoire des localités. »*¹²³ Ces questions de découpages sont devenues dans certains cas des sources de méconnaissance et de tensions entre Maliens, dont les répercussions sont toujours prégnantes à ce jour:

« Dans le temps, il y avait un lien solide entre les gens. Chaque riverain du fleuve avait son répondant Arabe ou Touareg dans le Haoussa.

119 Focus hétérogène, Barouéli, région de Ségou, novembre 2015.

120 SY Ousmane, *Reconstruire l'Afrique*, Jamanaa, 2009, pp.87 et *Autoportrait du Mali*, op.cit. pp.125-132.

121 Cette phase de recherche a été menée d'octobre 2013 à mai 2015. *Autoportrait du Mali*, op.cit.

122 *Autoportrait du Mali*, op.cit. pp.135.

123 Restitution régionale, Région de Kayes, Octobre 2014 dans *Autoportrait du Mali*, op.cit. pp.133.

C'est avec l'avènement de la décentralisation que ce lien s'est interrompu. Parce qu'avec cette décentralisation on a délimité notre milieu, et avec cette séparation, chacun veut bâtir son milieu. Aussi l'intérêt individuel est rentré en jeu. Désormais les Touaregs ou les arabes de la commune d'Inchadjine n'ont plus de chemin pour rejoindre leurs Sonrhais de la commune de Sony. Et petit à petit un sentiment de méfiance s'est installé dans la tête des gens. »¹²⁴

Ainsi, les populations consultées prônent un système de gouvernance inspiré de leur riche patrimoine, mais également adapté aux nouveaux concepts issus des mutations de l'environnement économique, social et politique. Beaucoup déplorent l'imposition d'un modèle de gouvernance importé, qui constitue un facteur important de déstabilisation de l'autorité malienne, et de tensions quant aux jeux de pouvoir. Ce phénomène contribue durablement à l'effritement de la cohésion sociale entre Maliens et à une méconnaissance accrue des uns et des autres.

En définitive, aux yeux des Maliens, la problématique de la mutation des valeurs sociétales est une question majeure qui affecte la cohésion de la famille et de la communauté et même de la société malienne dans son ensemble: « *Les mutations sociales ont tellement affecté les fondements de la société malienne au point qu'on ne sait même plus où on va ; nous ne sommes devenus ni des chauves-souris, ni des lions, c'est-à-dire qu'on ne sait plus qui nous sommes ou même qui nous voulons devenir.* »¹²⁵ Pour faire face à ces maux qui rongent le tissu social malien, les populations proposent de « moraliser la vie publique » à travers les pistes de solutions suivantes.

124 Entretien collectif, jeunes patrouilleurs, Gao, Région de Gao, juin 2014 dans *Autoportrait du Mali*, op.cit. pp.134.

125 Focus groupe hétérogène, Sikasso, région de Sikasso, mars 2014, dans *Autoportrait du Mali*, op.cit. pp.67.

Pistes de solutions: Moraliser la vie publique

A. Promouvoir l'éducation à la citoyenneté pour renforcer le patriotisme chez les Maliens

La question de la citoyenneté est au centre des préoccupations au Mali, selon les populations consultées. Elle prend appui sur un constat posé par ces dernières: la banalisation des comportements déviants aussi bien de la part des citoyens que des gouvernants.

La source de ces comportements déviants est identifiée par les participants comme étant la méconnaissance par un bon nombre de Maliens de leurs propres valeurs cardinales et républicaines (l'honnêteté, le respect pour le bien public, la patrie, etc.).

Aux yeux des populations consultées, les différentes Républiques qui se sont succédées ne se sont pas appropriées la question de la citoyenneté de la même manière. Si les deux premières (1960-1968 et 1968-1991) ont mis en place des actions orientées vers la formation du bon citoyen de gré ou de force¹²⁶ (écoles du parti, mouvements pionniers, service national des jeunes, etc.), tel ne fut pas le cas de la Troisième République qui n'a pas entrepris de politique concrète en la matière.¹²⁷

Les Maliens requièrent donc en premier lieu **l'élaboration d'une politique nationale d'éducation à la citoyenneté** pour enclencher une mobilisation d'ampleur autour de cette préoccupation. Sur la base de cette politique, ils appellent à la

126 Pendant cette période, la mobilisation d'un acteur pour ces événements était forcée, obligatoire.

127 Néanmoins, certains efforts sont à noter. Le Gouvernement du Mali, en s'engageant en 1996 dans un processus de refondation de son système éducatif, a élaboré un Programme Décennal de Développement de l'Éducation (PRODEC) ayant pour finalité « *de former un citoyen patriote et bâtisseur d'une société démocratique, un acteur du développement profondément ancré dans sa culture et ouvert à la civilisation universelle, maîtrisant les savoir-faire populaires, et apte à intégrer les connaissances et compétences liées aux progrès scientifiques, techniques à la technologie moderne.* » Loi N°99-046 du 26 décembre 1999 portant Loi d'Orientation sur l'Éducation, chapitre 3, article 11

conception d'un **programme national d'éducation à la citoyenneté** et sa diffusion à travers les médias (radio, télévision, etc.), ainsi que l'élaboration par chaque département ministériel d'un **plan sectoriel** sur l'éducation à la citoyenneté.

Pour garantir le bon fonctionnement de cette politique nationale, les populations demandent à ce que soient générées des **ressources internes conséquentes pour la mise en œuvre** des programmes et plans sectoriels. Ces ressources doivent garantir la pérennité des actions entreprises afin de promouvoir un réel changement de comportements. De même, pour veiller à l'utilisation rationnelle des ressources et à la mise en œuvre correcte des activités, les maliens consultés proposent la mise en place d'un **système de suivi et évaluation** du programme national d'éducation à la citoyenneté.

Par ailleurs, la mise à l'écart par les autorités de la Troisième République des initiatives ayant fait leurs preuves par le passé, comme le Service National des Jeunes (SNJ) et le mouvement pionnier, est dénoncée par les Maliens consultés. Ceux-ci appellent donc à **l'opérationnalisation du SNJ** afin de mieux développer l'esprit de patriotisme chez la jeune génération¹²⁸, ainsi qu'à la **dynamisation du mouvement pionnier**, qu'il s'agisse de créer dans tous les cercles.

Néanmoins, il semble que des efforts récents soient mis en œuvre par l'Etat pour rétablir les mouvements pionniers: « *Par rapport au mouvement pionnier, les discussions sont en cours entre le Ministère en charge de l'éducation et le Ministère de la construction citoyenne pour le retour du mouvement pionnier à l'école. Il est envisagé que l'Etat prenne en charge ce mouvement pionnier afin de lui donner un nouveau souffle* »¹²⁹ assure un technicien de la Direction nationale de la Jeunesse lors de la Conférence Nationale. De plus, la restauration du SNJ est en passe d'être mise en œuvre par les autorités. Le Conseil des Ministres a récemment adopté un projet de loi devant initier le retour du SNJ.¹³⁰

En outre, il faut noter que d'autres mesures étatiques sont déjà en cours d'élaboration et de mise en œuvre afin d'appuyer l'éducation à la citoyenneté. Par exemple, le Ministère de la jeunesse a été renforcé par l'ajout d'un volet « construc-

128 Dans le cadre de la recherche-action participative menée en parallèle par IMRAP/Interpeace sur les solutions à la crise de confiance entre Forces de défense et de sécurité et les populations civiles, le rétablissement du Service National des Jeunes est également prôné par les populations consultées.

129 Conférence nationale, Bamako, mai 2016

130 Communiqué du Conseil des Ministres du 02 décembre 2015

tion citoyenne ». Il aurait initié en 2015 l'élaboration d'une Politique nationale de construction citoyenne avec pour objectif de renforcer les actions déjà menées par la Direction nationale de la jeunesse, à savoir l'organisation des activités de vacances citoyennes¹³¹, des camps de jeunesse, la création des radios « voix des jeunes », etc. A ces activités s'ajoutent des initiatives émanant des organisations de la société civile pour la formation des populations sur les rôles et responsabilités du citoyen dans le processus de développement de sa localité et de son pays.¹³²

B. Restaurer les grandes rencontres culturelles de brassage des populations

Le Mali disposait d'une politique culturelle qui permettait à l'ensemble des Maliens de se retrouver annuellement ou de façon biennale aux niveaux local, régional et national autour de la culture. Ces semaines culturelles étaient, pour les populations consultées, de grandes occasions de rapprochement et de partage des valeurs; ils permettaient aux Maliens de mieux se connaître sur le plan culturel, social, linguistique. Ils sont de ce fait largement considérés « *comme un héritage, un bien patrimonial qu'il convient de sauvegarder et de perpétuer comme méthode de politique culturelle et comme réinvention spécifique de l'authenticité.* »¹³³

Les raisons évoquées par les Maliens pour justifier l'arrêt de ces événements culturels et artistiques en 1988 sont essentiellement d'ordre financier et politique. Si une unanimité semble se dégager autour de la nécessité de la restauration des biennales, plusieurs questions se posent aux les Maliens. Elles tournent pour l'essentiel autour des préoccupations sécuritaires liées à l'organisation de ces manifestations culturelles dans une situation d'insécurité généralisée.¹³⁴

Dans ce cadre, un chercheur membre du Comité de pilotage invite les Maliens « *à être un peu créatifs. Actuellement on a des moyens audiovisuels, si on ne*

131 L'IMRAP a participé aux vacances citoyennes, à Sanankoroba et Sanando en août 2015. A cette occasion, des séances de projections-débats ont été organisés. Les jeunes participants ont été invités à s'exprimer sur la problématique de la mutation des valeurs.

132 A titre d'exemples: la « campagne nationale d'information et de sensibilisation des populations » conduite par l'ONG CRI2002 en 2004; la « participation des jeunes et des femmes au développement local » (PARJEUF), projet mise en œuvre par l'organisation ODHP en 2016

133 *Consultation nationale sur la Culture et Développement au Mali*, Rapport Ministère de la Culture, novembre 2014, pp. 22-23

134 Aussi, les Maliens s'interrogent sur la manière de former et préparer les troupes artistiques avec l'absence d'agents techniques de la jeunesse et de la culture dans certaines localités.

peut pas organiser les biennales avec l'affluence que cela suppose et la difficulté les encadrer. Il faut faire en sorte que les troupes régionales existent, qu'elles puissent être créées et que ses répertoires soient enregistrés de manière audiovisuelle et diffusés à la radio et à la télé. Cela est mieux que le vide. Car si on attend que toutes les conditions de paix soient réunies pour qu'on tienne ces manifestations très importantes, stratégiques, effectivement de mon point de vue pour le retour à la paix, ce n'est pas bon, donc il faut être inventif pour voir comment faire revivre ces rencontres-là. »¹³⁵ D'ailleurs, pour certains participants, tels un jeune de Gao, « si on responsabilise les autorités traditionnelles et coutumières dans n'importe quelle région du pays on peut réussir l'événement [...] L'événement va se tenir sans incident parce qu'elles sont craints et respectés. »¹³⁶

En outre, parallèlement à ces événements culturels nationaux, il existe dans de nombreuses localités du Mali d'autres manifestations culturelles locales qui ont connu, elles aussi, un temps d'arrêt dans leur organisation. Au même moment, dans d'autres parties du Mali, des événements culturels ont pu continuer grâce aux efforts des gardiens de la tradition et des associations qui se sont impliquées à les valoriser (comme l'illustrent les cas du Sankemo¹³⁷ et des mariages collectifs de Banamba¹³⁸ par exemple).

Dès lors, sur la base de ces expériences et réflexions, les Maliens consultés appellent à la **revalorisation des semaines culturelles et sportives locales, régionales, nationales**, dans le contexte de la décentralisation afin de diffuser la culture malienne et permettre aux Maliens des différentes localités de mieux se connaître. Ils souhaitent également la **promotion des caravanes et forums de dialogue** du même type que le Pôle de Dialogue Mobile de l'IMRAP-Interpeace, pour étendre la portée de ces échanges et répondre à la problématique sécuritaire. Les Maliens souhaitent également que les **différentes localités soient encouragées à valoriser leurs événements culturels** afin de promouvoir certaines valeurs cardinales comme l'esprit collectif, la solidarité, etc.

Dans cette logique, et notamment dans le cadre du retour des semaines culturelles, certains efforts de la part de l'Etat sont d'ores et déjà mis en œuvre. Ainsi,

135 Réunion du Comité de Pilotage, Bamako, janvier 2016.

136 Focus groupe homogène jeunes, Gao, janvier 2016.

137 Une pêche collective qui se tient annuellement à San dans la région de Ségou.

138 La célébration le même jour du mariage de plusieurs jeunes de la même génération originaire de Banamba, un cercle de la région de Koulikoro.

lors de la Conférence Nationale de mai 2016, le Représentant de la Direction nationale de l'action culturelle a précisé que l'Etat, à travers le Ministère de la culture, de l'artisanat et du tourisme a entrepris le retour de l'organisation des semaines culturelles et artistiques. Il assure ainsi que des réflexions sont en cours pour déterminer le type d'orientation à donner à ces rencontres post-crise afin qu'elles puissent permettre un réel brassage entre les populations et renforcer la cohésion sociale.¹³⁹

C. Renforcer la culture du dialogue pour la cohésion sociale

Culturellement, le Mali est considéré comme étant un pays de dialogue, même si le type de dialogue existant a pendant longtemps tenu en retrait certains acteurs comme les jeunes et les femmes, au nom desquels s'exprimaient d'autres intervenants considérés comme plus légitimes. L'existence de barrières considérables entre populations a été mise en lumière, ainsi qu'entre populations et gouvernants. Aux yeux des participants, ces différentes barrières ont été créées par un manque de cadres permettant aux Maliens de dialoguer afin de convenir des solutions qui leur permettront de faire face à leurs défis.

Les cadres de dialogue inclusifs et participatifs mis en place à partir d'octobre 2013 par l'IMRAP et Interpeace ont permis aux Maliens de se parler et de dégager, de façon consensuelle, les obstacles à la paix ainsi que les solutions pouvant permettre de faire face à ces défis. Ces cadres furent renforcés par l'outil audiovisuel et le Pôle de Dialogue Mobile notamment, qui ont permis d'établir un dialogue virtuel entre les Maliens des différentes régions du pays, et ainsi, de renforcer la cohésion sociale.

La perpétuation et la multiplication de tels cadres de dialogue est, aux yeux des Maliens, une nécessité. Il leur semble également important d'initier une synergie d'action entre différentes initiatives de dialogue existantes qu'elles soient mises en œuvre par des acteurs locaux, nationaux ou encore internationaux.

Pour tenir compte des acquis de la riche culture malienne de dialogue, les populations souhaitent la réalisation d'un **inventaire des cadres de dialogue existants**, accompagné d'un diagnostic sur leur état de fonctionnement et sur leur impact. De cet inventaire, suivra le renforcement des capacités des cadres exis-

139 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016.

tants ainsi que la mise en place d'espaces de dialogue dans les localités où il n'en n'existe pas, et où le besoin est important, ainsi que leur accompagnement.

Les Maliens appellent également à **transformer des 'grins' en espaces de dialogue**, notamment les grins de femmes et de jeunes – populations souvent lésées par les espaces traditionnels. Par ailleurs, il s'agirait d'établir des **cadres permanents de dialogue entre l'Etat et les acteurs sociaux**, tels que les syndicats ou la société civile, ainsi que de **promouvoir le dialogue en milieu scolaire** à travers des conférences débats, semaines culturelles, assemblées générales, etc. Enfin, le renforcement de la culture du dialogue pourrait, aux yeux des Maliens consultés, être généré par un **appui aux radios de proximité** pour la promotion du dialogue et du débat informé.

D. Réguler le domaine religieux pour une acceptation de la diversité en vue de renforcer la cohabitation pacifique

Au Mali, le leader religieux s'est progressivement positionné comme un acteur incontournable de la vie publique. Il participe activement aux différentes activités concernant la vie de la Nation (gestion des crises socio-politiques, élections, etc.). Toutefois, les Maliens consultés pensent que l'instrumentalisation des courants religieux musulmans crée des clivages au sein de la société malienne.

De leur avis, l'instrumentalisation des radios ou séances de prêches pour combattre d'autres courants religieux a pris de l'ampleur à cause de l'absence d'une législation moderne en mesure de réguler le secteur religieux. Des leaders religieux ainsi que des conseillers du Ministère des affaires religieuses et du culte interrogés ont évoqué une réglementation existante sur les prêches au Mali.¹⁴⁰ Néanmoins, celle-ci serait caduque, car elle ne tiendrait pas compte des nouveaux espaces où se tiennent les prêches à savoir les stades, les places publiques, etc. Les Maliens consultés demandent ainsi aux autorités **d'élaborer une législation** visant à réguler le secteur religieux et veiller à son application correcte. En ce sens, les représentants du Ministère des affaires religieuses et du culte ont annoncé plusieurs mesures en cours d'élaboration telles que la création d'une loi réglementant le secteur des prêches.¹⁴¹

140 Entretien collectif, Conseillers au Ministère des Affaires religieuses et du culte, Bamako, juin 2016

141 Entretien collectif, Conseillers au Ministère des Affaires religieuses et du culte, Bamako, juin 2016

Toutefois, il est reconnu que cet exercice s'avère complexe. En effet, la régulation de ce secteur est une question épineuse, comme l'atteste un leader religieux participant à la Conférence Nationale: « *Actuellement, évoquer la question de la laïcité et de la loi sur les prêches est risqué dans le pays quel que soit la manière par laquelle tu l'abordes. [...] Nous reconnaissons qu'il y a une difficulté dans ce secteur au sein même des associations islamiques. Les gens sont dans des courants religieux différents. Si l'on interdit à un tel de prêcher, et l'on autorise un autre à le faire, c'est là que viendra le problème.* »¹⁴²

Pour désamorcer les potentielles tensions autour de la question de la « laïcité », principe protégé par la Constitution du pays¹⁴³, les populations consultées souhaitent la **conduite d'une étude sérieuse**, afin de créer à son sujet une compréhension partagée¹⁴⁴: « *On parle de laïcité, mais j'ai l'impression que nous n'avons pas compris le sens de la laïcité. Il faudrait que la laïcité de l'Europe reste valable en Europe, et celle d'Afrique ou du Mali soit acceptable en Afrique* »¹⁴⁵. A partir de cette compréhension commune, les Maliens appellent le Ministère des affaires religieuses et du culte à **concevoir un programme sur la laïcité**. Il s'agirait par la suite de former des leaders religieux sur la question de la diversité religieuse, de les sensibiliser à cet égard, afin qu'ils puissent, à leur tour, sensibiliser les populations.

E. Réguler le secteur de la communication pour une meilleure prise en compte de nos valeurs

Le secteur de la communication est particulièrement incriminé par rapport au délaissement des valeurs maliennes par la jeune génération, et en particulier la télévision. Nombre de participants au processus de recherche-action participative accusent sa faible régulation et prise en compte des valeurs maliennes.

Pour les populations, la chaîne de télévision nationale devrait, contrairement aux autres chaînes de télévisions privées et internationales, réaliser et diffuser des

142 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016

143 Préambule de la Constitution de la République du Mali, 27 février 1992.

144 Selon une publication de l'Académie britannique, l'importance accordée à la définition de la laïcité et des liens qu'elle induit est propre à la société malienne: « *le gouvernement malien et la société civile malienne montrent un fort attachement à la laïcité et la nécessité de définir leurs relations, ainsi que les relations sociales inter-maliennes, en termes laïcs.* ». SILVESTRI Sara, James MAYALL, *The Role of Religion in Conflicts and Peacebuilding*, Londres, The British Academy, septembre 2015.

145 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016.

films, des émissions faisant ressortir toute la diversité culturelle et linguistique du pays. Or, aujourd'hui, elle réserverait dans son programme une place importante à la promotion d'autres cultures (diffusion des séries brésiliennes, indiennes, etc.). Ces propos sont toutefois contrastés par certains participants qui estiment que le Mali est déjà au cœur des programmes de la chaîne nationale: « 90% des programmes de la télé nationale est portée sur le pays. Ces feuilletons c'est la population qui les demande. »¹⁴⁶

Néanmoins, bien que certaines émissions tendent au respect de la diversité culturelle et linguistique comme le « terroir » et « la rencontre avec les Ulémas », elles ne donnent pas les mêmes opportunités de visibilité à toutes les régions du Mali: « L'ORTM montre les émissions des régions du Sud mais qu'on montre toutes les valeurs du pays. C'est des richesses qui doivent être montrées à l'ensemble »¹⁴⁷ souligne un ancien maire et député de la région de Tombouctou.

Une **plus grande orientation des médias nationaux (radio et télévision) vers la promotion des valeurs et coutumes maliennes** dans sa diversité semble donc nécessaire aux Maliens consultés, pour contribuer à une meilleure connaissance entre populations et renforcer la cohésion sociale: « Que l'ORTM diffuse les éléments des cultures du pays pour que les populations puissent se connaître. »¹⁴⁸ Pour cela, les Maliens sollicitent également l'**allocation de ressources à des cinéastes** pour la réalisation de films et reportages portant sur les réalités maliennes, qui pourront être diffusés sur ces chaînes. Il s'agit de faire de ces outils de communication de véritables alliés de la diffusion des valeurs et cultures maliennes.

Néanmoins, les participants aux consultations restent majoritairement pessimistes quant à l'impact de telles mesures. En effet, la prolifération des radios et récemment des chaînes de télévisions privées vient renforcer les défis en matière de régulation du secteur de la communication. La récente création de la Haute autorité de la communication (HAC) en 2015 s'inscrit dans les solutions à ce problème. De l'avis de nombreux Maliens consultés, elle devrait pouvoir faire face aux défis de ce secteur.

146 Focus groupe hétérogène, Yorosso, région de Sikasso, novembre 2015.

147 Entretien individuel, Goundam, région de Tombouctou, décembre 2015.

148 Focus groupe homogène, CSPEEDA, Nara, région de Koulikoro, novembre 2015.

Enfin, il est important de souligner que sur la question de la régulation des chaînes de télévisions accessibles par abonnement et les réseaux sociaux (Facebook, internet etc.), les populations maliennes restent divisées. Si certains pensent qu'il est nécessaire que des mesures soient prises pour mieux contrôler leurs contenus, pour d'autres, l'accès à ces technologies de l'information doit rester libre.

F. Bâtir un système de gouvernance inspiré de nos réalités socio-culturelles et historiques maliennes

Selon les participants au processus de consultations, l'un des échecs des élites et responsables politiques maliens réside dans la mise en place d'un modèle de gouvernance non adapté aux réalités socioculturelles du pays, imposé par des pays étrangers. Nombreux sont ceux qui souhaitent que le Mali développe un système de gouvernance inspiré de son riche patrimoine et adapté aux nouveaux concepts issus des mutations de l'environnement économique, social et politique.

Pour cela, les Maliens appellent à la **clarification et à l'adaptation du concept de démocratie** au contexte malien, ainsi qu'une meilleure communication autour de ce principe, « mal compris » selon eux. Le pouvoir politique a un rôle important à jouer dans ce cadre: *« Il faut qu'on revienne et qu'on clarifie exactement le sens des choses [...]. C'est le politique qui peut organiser normalement, prendre des lois pour interdire ceci, ou interdire cela, faire en sorte que notre société aille dans ce sens plutôt que dans l'autre. »*¹⁴⁹

Par ailleurs, beaucoup de participants décrivent les comportements des décideurs (corruption, utilisation abusive des biens publics, etc.) qui seraient, de leur avis, en désaccord avec les valeurs morales de la société malienne.

Dans le but de renforcer le système de gouvernance en place, et d'éviter de telles déviances, les Maliens souhaitent la **valorisation des légitimités traditionnelles en les mettant au cœur de la gouvernance locale**. De l'avis des participants aux focus groupes, elles ont été et demeurent les autorités les plus proches des populations. Des initiatives allant dans ce sens sont portées par certaines Organisations non gouvernementales (ONG) comme l'Alliance Malienne pour Refonder la Gouvernance en Afrique (ARGA) qui mène depuis des années des réflexions sur

149 Restitution thématique, Mopti, mars 2016.

la gouvernance légitime. L'ONG CRI 2002 œuvre quant à elle à mieux organiser ces légitimités traditionnelles pour un plaidoyer efficace en faveur d'une législation qui permettrait leur valorisation dans le cadre de la gouvernance démocratique.

Par ailleurs, les Maliens appellent à la mise en place de **mécanismes efficaces permettant de moraliser la délivrance des services publics**; une solution également abordée par les participants à la recherche menée en parallèle par IMRAP et Interpeace autour de l'insécurité chronique, et notamment de la crise de la confiance entre populations et FDS.¹⁵⁰

Dans le même sens, les populations consultées demandent l'élaboration d'une **charte de bonne conduite pour les partis politiques**, du fait des nombreux dérapages observés dans la pratique de la politique, conduisant à l'exacerbation des tensions entre Maliens. Il est à noter qu'une loi instaure une charte des partis politiques,¹⁵¹ leur opposant certaines directives et que des codes de bonne conduite ont été mis en œuvre dans le cadre d'élections en 2007 et 2013¹⁵² notamment, et signés par plusieurs dizaines de partis politiques et candidats. Néanmoins, certaines insuffisances sont mises en avant, d'où la nécessité de l'amélioration de ces codes, de leur diffusion et généralisation à d'autres contextes électoraux.¹⁵³

Enfin, les Maliens appellent à renforcer la mise en œuvre de la **décentralisation en valorisant les réalités sociohistoriques du pays** dans le cadre du découpage territorial des communes notamment. Ce type d'initiative est déjà encouragé par les textes règlementaires¹⁵⁴, qu'il faut mettre en œuvre.

Par ailleurs, des efforts ont été récemment réalisés afin de répondre à certaines demandes de décentralisation formulées par les populations, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, de mai et juin 2015¹⁵⁵. Ainsi, la nomination des gouverneurs des régions de Taoudénit et Ménaka en janvier 2016 a permis de rendre effectif

150 Voir IMRAP/ Interpeace, « *Renforcement de la confiance entre les populations et les Forces de sécurité et de défense et les populations: diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali* », 2016.

151 Loi 00-045 du 07 juillet 2000 portant charte des partis politiques.

152 Des codes de bonne conduite ont été signés respectivement le 11 janvier 2007, le 20 mars 2012 et le 4 juin 2013 à Bamako.

153 « Elections 2013: Le Code de bonne conduite vulgarisé », Salif Diallo, Journal Le Matinal, 30 juillet 2013.

154 *Autoportrait du Mali*, op.cit. pp.125-132.

155 *Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger*, 2015.

leur création. Un responsable de la Plateforme de certains groupes armés exprime en ces termes les avantages qu'il perçoit de telles mesures: « *Pour nous, c'est une avancée considérable dans la mise en œuvre du processus. [...] Il y a d'autres régions qui seront créées au Sud. Mais ça va amener les populations à se dire que bon nous avons une région, nous sommes engagés pour la sécurité de notre région. Ça va baisser d'un cran les aspects sécuritaires et ça va aussi diminuer certaines velléités.* »¹⁵⁶

156 « De 8, le Mali passe à 10 régions », Studio Tamani, 21 janvier 2016 disponible à: <http://www.studiotamani.org/index.php/politique/6480-de-8-le-mali-passe-a-10-regions> consulté le 05/06/2016.

Chapitre 2. Le dysfonctionnement du système éducatif

Des analyses qui précèdent, un constat s'impose: les deux premiers espaces de socialisation du Malien, que sont la famille et la communauté, sont confrontés à de sérieuses difficultés les empêchant de jouer pleinement leurs rôles de transmission des valeurs et de contrôle social. Le système éducatif, leur prolongement naturel, est appelé à corriger les insuffisances constatées.

Or, cela semble difficile tant l'école – entendue de manière holistique comme toute structure éducative au Mali, privée ou publique, formelle ou informelle, allant du primaire à l'université (*cf. annexes*) – est elle-même confrontée à des dysfonctionnements profonds. Ces derniers la rendent impotente, aux yeux des Maliens consultés, à transmettre leurs valeurs et faciliter l'insertion professionnelle des jeunes.

Une opinion appuyée par les rares données disponibles sur le chômage des jeunes diplômés. Ainsi, selon le rapport d'un centre de recherche, « *Le chômage est un phénomène qui touche fortement les jeunes [au Mali]. Les 15-24 ans représentent plus d'un chômeur sur trois.* »¹⁵⁷ Selon ce même rapport, le chômage est un chômage de première insertion professionnelle. En outre, plus le niveau d'études s'accroît, plus le taux de chômage augmente de façon proportionnelle.¹⁵⁸

Pourtant, selon le doyen Amadou Seydou Traoré dans un de ses ouvrages, « *A sa naissance, l'école malienne a été saluée y compris par l'Unesco comme étant l'une des meilleures parmi celles qui furent créées par les pays nouvellement indépen-*

157 TRAORE Fousseini, « Chômage et conditions d'emploi des jeunes au Mali », Cahiers de la stratégie de l'emploi, Centre d'études et de recherches sur le développement international, Université d'Auvergne, août 2005. Malgré la relative ancienneté de cette étude, aux regards des chiffres du chômage des jeunes sur les 20 dernières années, celle-ci semble toujours d'actualité. Voir les bases de données de la Banque Mondiale en ligne: <http://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.1524.ZS>

158 L'auteur note néanmoins qu'« *il faudrait étudier les comportements microéconomiques – notamment la faible propension des diplômés à accepter le premier emploi offert et le phénomène de salaire de réservation – avant de conclure que le diplôme n'apparaît pas comme une véritable protection contre le chômage.* » TRAORE Fousseini, « Chômage et conditions d'emploi des jeunes au Mali », Cahiers de la stratégie de l'emploi, Centre d'études et de recherches sur le développement international, Université d'Auvergne, août 2005.

dants des années 60. Aujourd'hui, elle est l'objet de débats intenses [...]. Connaître l'origine et l'évolution d'une maladie aide puissamment le thérapeute. »¹⁵⁹

D'après les participants aux consultations menées par l'IMRAP et Interpeace, l'école malienne est le fruit de systèmes successifs issus de réalités étrangères. Elle peine-rait dès lors à se réinventer et s'adapter au contexte socio-économique et culturel malien. Ce phénomène se traduirait par de nombreuses incohérences dans les programmes d'enseignement, sur lesquels les enseignants ne sont pas formés, contribuant ainsi à déprécier l'image de cette fonction. Par ailleurs, ces éléments sont renforcés par une instabilité des structures en charge de l'éducation à la base.

2.1 Les incohérences des programmes d'enseignement

Pour la plupart des Maliens, un problème majeur est à la base de la mauvaise performance de l'école malienne, qui peine à insérer ses apprenants sur le plan professionnel. Il s'agit du contenu des programmes, quelle que soit la structure ou le niveau d'enseignement. Celui-ci est perçu comme inadapté aux réalités et valeurs maliennes, de par le poids de l'extérieur dans sa définition notamment: « *Le système éducatif est agonisant. Le contenu des programmes ne répond à aucun des besoins pour un Malien de demain.* »¹⁶⁰ Par ailleurs, les Maliens affirment être « *conscients qu'il faut aller avec le monde, mais en respectant nos valeurs* »¹⁶¹, pour reprendre les propos d'une personne consultée à Tombouctou.

Pour des Maliens consultés, cette influence extérieure ainsi que l'incapacité du système éducatif à transmettre les valeurs maliennes trouvent leur origine dans la période coloniale. Les autorités maliennes de la Première République, conscientes du décalage entre le legs colonial en matière d'éducation et les besoins de la jeune Nation, ont initié la « réforme de 1962 »¹⁶² qui avait pour objectif de bâtir un système éducatif adapté aux réalités socioculturelles maliennes. De même, il devait permettre la « décolonisation des esprits » et la formation de cadres compétents pour la mise en œuvre des plans successifs de développement économique et social. Ce que rappellent à grands traits les deux principes ci-dessous de cette réforme:

159 TRAORE Seydou Amadou, *L'école malienne Hier... ! Et Aujourd'hui ?*, Bamako, La Ruche, 2008, pp.7.

160 Focus groupe hétérogène, Kita, région de Kayes, novembre 2015.

161 Focus groupe hétérogène, Tombouctou, décembre 2015.

162 Une réforme ambitieuse du système éducatif intervenue en 1962 juste après l'indépendance du Mali.

« Un enseignement dont le contenu sera basé non seulement sur nos valeurs spécifiquement maliennes et africaines mais aussi sur les valeurs universelles avec pour objectif d'adapter les contenus de nos programmes de formation à nos besoins, à nos réalités nationales, africaines et exigences du monde en perpétuelle mutation sur le plan social, économique, culturel, scientifique, technique etc. »¹⁶³

« Un enseignement qui décolonise les esprits et réhabilite l'Afrique et ses valeurs propres avec pour objectif d'avoir un enseignement malien qui ne va pas continuer à former des cadres, des intellectuels assimilés, mais des intellectuels qui gardent leur identité malienne, africaine. »¹⁶⁴

Néanmoins, l'argument du fait colonial et son impact sur le délabrement du système éducatif sont fortement nuancés par certains participants. L'analyse de l'universitaire André Nyamba, appuie cette idée: *« Certes, la part de responsabilité de l'histoire coloniale est importante dans la rupture brutale opérée entre des systèmes éducatifs et de formation dits traditionnels, mais qui répondaient à des besoins précis, et les nouveaux auxquels sont assignés d'autres objectifs et d'autres finalités. Cette part de responsabilité n'annule pas, ni ne cache pour autant, celle des Africains eux-mêmes. »¹⁶⁵*

Pour beaucoup de participants, l'école est aujourd'hui devenue un lieu d'expérimentation de programmes importés de l'étranger, à cause de la faiblesse et de la mauvaise gestion des ressources financières nationales qui y sont affectées. Les acteurs occidentaux ou du monde arabe sont particulièrement pointés du doigt. Un ancien enseignant de Koulikoro dénonce en ce sens: *« Est-ce que le Malien est le premier à définir son système éducatif [...] ? Nous sommes un champ d'expérimentation de plusieurs systèmes. [...] Faisons que nous soyons au cœur de notre éducation. »¹⁶⁶*

Il s'agit, pour les participants, d'un problème partagé par les systèmes éducatifs maliens, qu'ils soient publics ou privés. Ceux-ci promeuvent des valeurs propres, issues de réalités différentes¹⁶⁷, qui se différencient de celles transmises au sein de

163 Principe 4 et objectif de la Réforme de 1962: la première politique éducative du Mali pour la recherche d'une identité culturelle, d'une valorisation collective du peuple malien.

164 Principe 5 et objectif de la Réforme de 1962.

165 NYAMBA André « Quelle place pour les systèmes éducatifs et de formation dans la mondialisation ? Les systèmes éducatifs et de formation africains: une situation chaotique et paradoxale », 2005, pp.4.

166 Entretien individuel, enseignant, Koulikoro, décembre 2015.

167 Dans ce cadre, le chercheur André Nyamba constate que *« les discours qui sous-tendent ou qui*

la famille et de la communauté, pour conduire parfois à un isolement de l'enfant. Un chef de village de la région de Kayes affirme ainsi :

« Deux types de connaissances ont rendu défaillant notre façon d'éduquer. La première connaissance est celle des Blancs (l'école) et la deuxième est celle du monde arabe (l'école coranique). Un enfant qui acquière une bonne connaissance à l'école, oublie ses valeurs et ne se réfère qu'à celles acquises à l'école. Ensuite, ceux qui ont fait l'école coranique, se mettent à l'écart des membres de la famille. »¹⁶⁸

Selon bon nombre de participants, ces dynamiques conduisent à générer une masse de travailleurs non prédisposés aux réalités du travail au Mali. Le rôle de l'Etat est particulièrement incriminé. Un jeune sociologue malien témoigne ainsi :

« J'attribue la responsabilité de l'effritement des valeurs des enfants à l'Etat. Parce que nous avons pris un système qu'on ne devait pas prendre. Nous avons imposé les formes d'éducation des Blancs à nos enfants et nous sommes tous passés par ce même système. Moi, j'ai fini avec les études, mais ce que j'ai étudié n'était pas mon choix. J'ai étudié la sociologie. Je dois chercher à comprendre la société malienne, mais à l'école, on m'a appris à comprendre la société des Blancs. Moi, je n'ai pas étudié la société malienne. »¹⁶⁹

Il convient néanmoins de nuancer ce constat. Il apparaît en effet que tous les cursus et structures scolaires maliennes n'auraient pas les mêmes capacités à insérer professionnellement les jeunes. Ainsi, le chercheur universitaire Fousseini Traore met en valeur une incidence du chômage beaucoup plus forte chez les catégories moyennes et supérieures instruites au Mali, ainsi que *« des situations inadéquates de travail [...] Celles liées à la qualification concernent surtout les personnes ayant un niveau supérieur d'instruction qui sont victimes d'un véritable « déclassement », [tandis que] les jeunes qui s'en sortent le mieux sont ceux qui ont reçu une formation dans les Centres d'éducation pour le développement (CED). »¹⁷⁰*

accompagnent les objets disciplinaires de l'apprentissage mettent en avant des valeurs dites universelles [...] au détriment le plus souvent des savoirs endogènes [...] qui expriment les spécificités des sociétés [...] ; ce qui éloigne encore les Africains de leurs propres ressources de connaissances. Peut-on, dans une telle situation, s'intégrer au processus de la mondialisation, sans une présence et une coloration propre ? » NYAMBA André : « Quelle place pour le système éducatif et de formation dans la mondialisation ? Les systèmes éducatifs et de formation africains : une situation chaotique et paradoxale », De Boeck Supérieur, *Education et sociétés*, 2005/2 n° 16, pp.53-69.

168 Focus groupe hétérogène, Kita, région de Kayes, novembre 2015.

169 Focus groupe hétérogène jeunes, Niono, région de Ségou, novembre 2015.

170 TRAORE Fousseini, « Chômage et conditions d'emploi des jeunes au Mali », Cahiers de la stratégie

Par ailleurs, pour certains, l'introduction de certaines valeurs dites « universelles » au cœur de l'enseignement permettent d'accompagner le développement du Mali, « *s'agissant de questions majeures comme la protection de l'environnement, la santé* » évoque un membre du Comité de Pilotage. « *Les deux [...] peuvent être utilement combinées.* »¹⁷¹ Un enseignant à la retraite affirme également en ce sens: « *Que les parents sachent que s'ils envoient leurs enfants à l'école c'est pour être éclairés. Il faut savoir prendre profit des autres cultures.* »¹⁷²

Les acteurs impliqués dans la définition des politiques éducatives ont également une vision différente de celle des populations par rapport à la prise en compte des réalités socioculturelles par le système éducatif. Selon eux, les politiques éducatives en cours embrassent les valeurs maliennes et tentent de les développer chez les apprenants, comme l'atteste un Rapport du Ministère de l'éducation nationale du Mali et de certains de ses partenaires:

*« L'apprentissage des valeurs (humaines, socioculturelles) nationales et internationales constitue l'ossature et l'armature du présent curriculum. Nous prendrons appui sur la permanente volonté politique des autorités de faire du Malien un citoyen patriote et bâtisseur d'une société démocratique, un acteur du développement profondément ancré dans sa culture et ouvert à la civilisation universelle, maîtrisant les savoir-faire populaires et aptes à intégrer les connaissances et compétences liées aux progrès scientifiques, techniques et à la technologie moderne. »*¹⁷³

Un cadre du Ministère de l'éducation nationale, interrogé sur la question, relativise et démontre d'efforts mis en œuvre en la matière:

« Le système éducatif n'est pas totalement hors de nos réalités socio-culturelles. La preuve c'est que même dans les manuels, nous avons essayé tant bien que mal de ne faire intervenir les apports étrangers que dans certains secteurs où effectivement, on veut que les enfants

de l'emploi, Centre d'études et de recherches sur le développement international, Université d'Auvergne, août 2005.

171 AG ERLESS Mohamed, SOW Moussa Sow et BA Aïché BA, « Synthèse des contributions sur les valeurs cardinales au Mali », novembre 2015. Document validé par les membres du Comité de Pilotage lors d'une de ses réunions.

172 Entretien individuel, enseignant à la retraite, Koulikoro, région de Koulikoro, novembre 2015.

173 *Curriculum d'éducation à la Citoyenneté dans le non formel*, pp.15, Ministère de l'Education de base, de l'Alphabétisation et des langues nationales, Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locale, Réseau Agakhan pour le développement, 2008.

aient une ouverture sur le monde extérieur. Sinon on a même adapté nos manuels. On ne parle plus de neige ou bien de ski ou bien des réalités qui n'ont rien à voir avec nos réalités socioculturelles. »¹⁷⁴

Toutefois, au-delà de ces savoirs maliens et universels, aux dires de nombreux participants, les programmes d'enseignement devraient promouvoir les réalités particulières à chaque région, ce qui permettrait d'accroître la cohésion sociale au Mali. Un enseignant à la retraite de Tombouctou affirme en ce sens: « *Pourquoi on n'apprend pas les savants, les philosophes, les sociologues maliens [...] ? Dans nos programmes d'enseignement qu'on n'oublie pas les grands savants de Tombouctou, Peuls, etc.* »¹⁷⁵ Une femme leader de la société civile de Kidal affirme également:

*« Tous ces enseignements acquis en Algérie ne nous apprennent que les réalités algériennes mais pas les nôtres, ce qui n'est pas bénéfique pour notre société. L'enseignement donné aussi par le Mali ne nous fait connaître qu'une partie du Mali. Ainsi, cela ne nous permet pas de nous connaître et de nous aimer. Ces deux formes d'enseignement ne nous aident pas à avancer et à sortir de la pauvreté. »*¹⁷⁶

Enfin, la méconnaissance par les jeunes Maliens des valeurs socio-culturelles locales¹⁷⁷ et nationales serait inscrite dans les cours d'Education Civique et Morale (ECM) dispensés en particulier au niveau fondamental pour transmettre aux jeunes les principes de la vie en société (cf. encadré 1). Des participants appellent ainsi à « *l'adaptation des programmes d'ECM à nos valeurs.* »¹⁷⁸ Pour d'autres, « *nos valeurs essentielles se trouvent déjà dans nos cours d'ECM. La mise en œuvre pose problème* »¹⁷⁹ raison pour laquelle les Maliens demandent largement à ce « *qu'il y ait des enseignants spécialistes pour le cours d'ECM pour que nos élèves aient nos valeurs dans leur éducation. Que les enseignants du cours d'ECM aient aussi un bon comportement pour que les enfants puissent s'intéresser aux cours d'ECM. Que les directeurs d'enseignants, les inspecteurs d'enseignement soient des personnes intègres pour donner des bons exemples.* »¹⁸⁰

174 Entretien individuel, cadre du Ministère de l'Education, Bamako, juin 2016.

175 Entretien individuel, enseignant à la retraite, décembre 2015.

176 Entretien individuel, Présidente d'une Organisation de la société civile, Kidal, janvier 2016.

177 « *Ne formalisons pas le contenu de l'ECM que chaque région prenne en compte des valeurs de la localité* » appelle par exemple un Malien à Kolokani. Focus groupe hétérogène, Kolokani, région de Koulikoro, novembre 2015.

178 Focus groupe hétérogène, Yorosso, région de Sikasso, novembre 2015.

179 Propos d'un mobilisateur local, Atelier de renforcement des capacités des mobilisateurs locaux organisé par IMRAP, Ségou, région de Ségou, octobre 2015.

180 Focus homogène jeune, Niono, région de Ségou, novembre 2015.

Ainsi, aux dires de certains participants à des espaces de dialogue, la qualité de l'enseignement ne relève pas d'une question de moyens ou de programmes, mais relève principalement de l'enseignant:

*« L'école, ce n'est pas les beaux bâtiments que certains évoquent, ce n'est pas les jolis livres en couleur, c'est plutôt ce que l'enseignant donne comme éducation aux apprenants. En notre temps, on n'avait pas autant de livres, pas de classe. On prenait nos enseignements sous les arbres ou dans des huttes, mais nous en sommes sortis avec un bon niveau à la fois d'instruction et d'éducation. L'école renforçait ce que la famille et la communauté nous apprenaient. »*¹⁸¹

Selon de nombreux participants, les insuffisances en termes de renforcement de capacités des enseignants sur les multiples innovations pédagogiques nuisent à la qualité de l'enseignement, entraînant une dépréciation de leur image à l'égard des élèves et de leurs parents.

¹⁸¹ Focus groupe hétérogène, Kenieba, région de Kayes, avril 2014, in « *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* », pp.43.

Encadré 1. Etat des lieux de l'éducation à la citoyenneté au Mali, épine dorsale de l'œuvre de construction nationale

L'éducation à la citoyenneté est la charpente et le tremplin de la construction nationale selon les Maliens consultés par l'IMRAP, avec le soutien d'Interpeace. Les cadres socio-éducatifs maliens participent de cette éducation, ainsi que d'autres institutions et structures, telles que les partis politiques ou les associations.

Au niveau du système éducatif malien, des modules d'Education Civique et Morale (ECM) sont dispensés dans ce cadre, surtout au niveau fondamental et timidement au niveau de l'enseignement secondaire. Par ailleurs, il n'y a pas de corps spécifique d'enseignants spécialisés pour dispenser les cours d'ECM; tous les professeurs sont habilités, ce qui a été vivement critiqué.

Dans le fondamental, le cours est dispensé une fois par semaine pendant une heure. Les contours de cette formation sont axés sur des habitudes de propreté, de politesse, de discipline. Aussi, l'enseignement consiste à développer chez l'apprenant certaines valeurs relatives au respect de soi, de la nature, de la famille, du village, de la patrie, de l'humanité, de la chose publique, etc. Un accent particulier est mis sur la connaissance des institutions du pays, la République, la Constitution, les partis politiques, la justice, etc. L'ECM fait l'objet d'une évaluation à l'examen final du collège (le Diplôme d'Etudes Fondamentales - DEF).

Au niveau secondaire, dans certains établissements, un volume horaire d'une heure y est consacré. Les contenus reposent sur des thèmes relatifs à la famille, le sens de l'honneur, la jeunesse et ses problèmes, les institutions de la République, la démocratie, la corruption, etc. L'école malienne, après l'avènement de la démocratie, a rompu avec les cours d'ECM au niveau de l'enseignement secondaire, qui étaient pourtant évalués dans les épreuves de baccalauréat. Aujourd'hui, son enseignement n'est pas généralisé, certains lycées ne dispensent pas de modules d'ECM.

Au-delà du système éducatif, d'autres acteurs participent à l'éducation à la citoyenneté. Les partis politiques reçoivent une subvention annuelle de la part du gouvernement pour accomplir entre autres ce travail d'éducation citoyenne, tel

qu'indiqué dans la charte des partis.¹⁸² Toutefois, les partis sont davantage des instruments de conquête de pouvoirs que des pôles d'animation de l'éducation citoyenne. Par ailleurs, certaines associations (Centre Africa Obota, SOS Civisme, ARGA et bien d'autres) jouent un rôle capital dans l'action de sensibilisation et de formation à la citoyenneté.

Aujourd'hui l'éducation citoyenne reste un défi. C'est du reste ce qui a poussé les autorités actuelles à créer un ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, de la jeunesse et de la construction citoyenne, qui aurait récemment lancé l'élaboration d'une politique nationale en la matière.¹⁸³

182 « Ils ont vocation à mobiliser et éduquer leurs adhérents, à participer à la formation de l'opinion, à concourir à l'expression du suffrage, à l'exercice du pouvoir et à encadrer des élus. » Article 2, Loi 00-045 du 07 juillet 2000 portant charte des partis politiques.

183 « Politique nationale de construction citoyenne: Le processus de son élaboration lancé mardi », Cellule de communication du Ministère en charge de l'emploi, de la formation professionnelle, de la jeunesse et de la construction citoyenne, Bamako.com, 22 octobre 2015, disponible à <http://news.abamako.com/h/103259.html> (consulté le 11/06/2016).

2.2 La dépréciation de la fonction enseignante

La question de la qualité de l'encadrement au niveau des structures éducatives nationales constitue l'une des préoccupations majeures du Mali en matière d'éducation. De l'avis des Maliens consultés, de nombreuses insuffisances cumulées – et ce, depuis le régime militaire institué en 1968 – ont conduit à une dégradation de la qualité de l'enseignement de l'école malienne pourtant jadis citée en exemple dans la sous-région, comme le souligne un participant :

« Les pères de l'indépendance étaient des enseignants, des éducateurs. Pourquoi ? Parce que dans la colonisation, les premiers des classes étaient dirigés vers l'enseignement, les deuxièmes vers la médecine, les troisièmes vers l'agriculture. Donc ! Les enseignants étaient les meilleurs. C'étaient les élites qu'on dirigeait vers l'enseignement. Et c'est eux qui sont les pères de l'indépendance. [...] C'est avec le coup d'Etat que la chasse à l'éducateur a commencé au Mali. On les a fait chanter, on les a fait emprisonner. »¹⁸⁴

Les autorités politiques de la Troisième République notamment, dans le souci de vouloir accorder à chaque enfant malien la chance d'aller à l'école, ont procédé à un recrutement massif d'enseignants, le plus souvent sans formation adaptée. Ce fut le cas en 1992 à l'accession à la Présidence de la République d'Alpha Oumar Konaré. Dans le cadre de sa vision « *Un village, une école* », il a reconnu l'enseignement privé¹⁸⁵ dans le système éducatif et autorisé la création des écoles communautaires¹⁸⁶ pour lesquelles les communautés prenaient en charge leurs enseignants.

La mise en œuvre de cette vision politique a coïncidé avec un manque manifeste d'enseignants diplômés des Instituts de formation des maîtres dû au programme d'ajustement structurel des années 1990 qui occasionna le départ volontaire à la retraite de nombreux enseignants, mais également la fermeture de plusieurs structures de formation enseignantes.

Ainsi, les populations consultées s'interrogent sur le nombre important d'enseignants sans formation adaptée et sans vocation, ne bénéficiant presque pas de for-

¹⁸⁴ Focus groupe homogène enseignants, Ségou, région de Ségou, février 2016.

¹⁸⁵ La loi N° 94-032 du 25 Juillet 1994 portant statut de l'enseignement privé au Mali.

¹⁸⁶ Les « écoles communautaires » sont créées et gérées par les communautés en besoin d'école. L'Etat leur apporte un appui technique à travers ses structures déconcentrées. Ces écoles sont progressivement transformées en écoles étatiques. Ce sont des écoles privées/étatiques, gérées par les collectivités et l'Etat.

mation continue sur les nouvelles méthodes d'enseignement. Un jeune enseignant demande ainsi:

« Nous avons tous dit que nous sommes des enseignants, d'accord ! [...] Nous sommes quels types d'enseignants ? Nous sommes en train de nous mentir. A quel niveau avons-nous mis notre titre d'enseignant ? Nous enseignons quoi ? Quand on se dit enseignant, l'on est enseignant pour quelque chose. Qu'est-ce que tu as fait pour valoriser ta fonction d'enseignant ? »¹⁸⁷

Un avis partagé par un cadre du Ministère de l'éducation nationale, pour qui le niveau de formation des enseignants est trop faible: *« Il faudrait que le Mali puisse former des véritables professionnels de la formation. Des formateurs qui vont mettre en place des compétences capables de réinvestir les acquis de cette formation dans les classes. »¹⁸⁸* En effet, les dépenses en formation – qu'elle soit initiale ou continue – ont drastiquement baissées, en particulier depuis la crise de 2012. Cette baisse s'observe tant au niveau fondamental que secondaire de l'éducation, dans toutes les régions du Mali.¹⁸⁹

Néanmoins, selon lui, ces dysfonctionnements sont également imputables à un manque d'implication des enseignants dans la pratique de leur fonction, qui se reflète à travers la formation et les demandes de mobilité: *« Lorsqu'on forme des enseignants pour mettre en place une innovation, il faut que ces enseignants restent en place pendant un certain temps pour encadrer les enfants. Mais les enseignants viennent à la formation pour recevoir les per diem, juste quelques mois, puis ils déploient tous les moyens pour obtenir une mutation. »¹⁹⁰*

Ainsi, au-delà des multiples dysfonctionnements propres à la gestion du corps enseignant, beaucoup de Maliens déplorent des comportements déviants qui participent à ternir l'image de la fonction. Ces comportements leur sont directement

187 Focus groupe homogène jeunes, Kambila, région de Koulikoro, septembre 2015.

188 Entretien individuel, cadre du Ministère de l'Éducation, Bamako, juin 2016.

189 Par exemple, la dotation budgétaire allouée à la formation continue des enseignants de niveau fondamental au Centre d'animation pédagogique (CAP) de Koumantou, dans la région de Sikasso a diminué de près de 67% entre 2011 et 2015, tout comme le budget alloué à la formation initiale. Ces baisses importantes sont observées dans l'ensemble des CAP du territoire dont les données sont disponibles, ainsi que pour l'enseignement secondaire. A l'Académie d'enseignement (AE) de Gao par exemple, la dotation budgétaire pour la formation continue des enseignants du secondaire, tout comme la formation initiale, a baissée de 47,5 % sur la même période. De nouveau, cette tendance est observée dans toutes les AE dont les données sont disponibles. Budget de l'Éducation nationale 2010-2015, Ministère de l'Éducation nationale, Direction des finances et du matériel.

190 Entretien individuel, cadre du Ministère de l'Éducation, Bamako, juin 2016.

imputables, par le non-respect de la déontologie (avec des comportements tels que le copinage avec leurs élèves, leur forte implication dans la politique, la marchandisation des notes etc.).

Un participant de Konlondiéba insiste sur cet aspect: « *C'est vrai que les élèves n'assimilent plus de connaissances, ils ne respectent plus leurs enseignants. Mais si nous creusons un peu plus, moi je dirai qu'une grande part de responsabilité revient aux enseignants. Si tu fais la cour à ton écolière, est-ce qu'elle va te respecter ?* »¹⁹¹ Cependant, selon certains, il ne s'agit pas d'un phénomène récent: « *Le harcèlement n'a pas commencé aujourd'hui, depuis longtemps, il y avait de vieux enseignants qui couraient les élèves* »¹⁹², témoigne une enseignante à Ségou.

Par ailleurs, la problématique de la politisation de l'école, se traduisant par la forte implication des enseignants dans la vie politique et l'influence des colorations politiques sur la gestion même des enseignants (mutation des enseignants, nomination des directeurs, etc.) contribue à altérer la qualité des services de l'éducation.

Au cours des consultations menées, les Maliens ont révélé que progressivement, l'école malienne – à tous les niveaux d'enseignement et dans toutes les structures – est devenue un lieu où l'enseignant n'est ni sanctionné pour ses déviances, ni encouragé pour le travail bien fait. En outre, certains bénéficient, de l'avis des participants, de la largesse de leurs hiérarchies avec lesquelles ils auraient des affinités ou des liens de parenté. D'autres sont favorisés parce qu'ils sont de la même tendance politique ou religieuse que leurs responsables directs ou sont politiquement plus puissants que ces derniers.

L'ensemble de ces difficultés et insuffisances, tant au niveau des programmes d'enseignement que de l'image écornée de la fonction enseignante, s'inscrit dans un cadre plus global de la gouvernance étatique. L'incohérence des innovations pédagogiques affecte sérieusement les structures déconcentrées du département de tutelle en charge de l'éducation et de la formation à la base. En effet, elles subissent des bouleversements en termes de missions, d'appellation, et dans leur mode de fonctionnement.

191 Focus groupe homogène, Kolondiéba, région de Sikasso, octobre 2015.

192 Focus groupe homogène enseignants, Ségou, région de Ségou, février 2015.

2.3 Les insuffisances dans la gestion institutionnelle du secteur de l'éducation et de la formation

L'instabilité des politiques éducatives au Mali entraîne des changements notoires au niveau des structures en charge de la gestion de l'école, au niveau formel et non formel. Aux yeux des Maliens consultés, cette instabilité génère de nombreux dysfonctionnements et incohérences, à l'origine de faiblesses dans la transmission des valeurs et savoirs aux apprenants.

Parmi les difficultés rencontrées au niveau fondamental figure la problématique de l'encadrement de certaines structures éducatives privées (comme les écoles coraniques) et non formelles (telles les Centres d'éducation pour le développement (CED), les Centres d'alphabétisation fonctionnelle (CAF) et les Centres d'apprentissage féminin (CAFE)) (cf. encadré). Pour de nombreux Maliens, l'encadrement de ces structures éducatives alternatives s'impose alors que les capacités d'accueil de l'école classique sont insuffisantes.

Il s'agirait ainsi d'harmoniser le niveau des élèves et des professeurs, ainsi que les conditions de travail de ces derniers. A titre d'exemple, un maître de medersa témoigne à ce propos :

« Là-bas, [dans les medersas] il n'est pas question de salaire, il est très minime. Il n'y a pas d'assurance, pas de retraite, ni rien. Tu ne peux pas t'inscrire à l'INPS¹⁹³ car ils te donneront une convocation à remettre à ton employeur. Celui qui te paye, c'est lui qui doit t'inscrire. » ; « les promoteurs refusent et l'Etat a peur de prendre des dispositions soit disant qu'ils sont des marabouts. »¹⁹⁴

A l'inverse, le système classique souffrirait de manques, qu'il faudrait combler, notamment en termes d'éducation religieuse. En effet, selon une récente étude publiée par le Norwegian Peacebuilding Resource Centre, « beaucoup de parents envoient leurs enfants dans les medersas afin de leur fournir une formation religieuse, qui n'est pas offerte par le système éducatif formel à l'heure actuelle, compte tenue de la formulation du concept de la laïcité par l'Etat malien. »¹⁹⁵

193 L'institut National de Prévoyance Sociale

194 Focus groupe homogène enseignants, Ségou, région de Ségou, février 2016.

195 SOMMERFELT Tone, Kristin JESNES, "State control of religious activity in southern Mali following the 2012 crisis", NOREF Policy Brief, août 2015, pp.3, disponible à http://peacebuilding.no/var/ezflow_site/storage/original/application/d33337e3ca88ba5c744b3e107605bd09.pdf consulté le 06/06/2016.

Encadré 2. L'éducation non formelle et ses structures au Mali

Parmi les défis qui entravent le développement économique et social du Mali figure l'analphabétisme qui frappe plus de 70% de la population du pays. Elle touche particulièrement les femmes en milieu rural.¹⁹⁶

La politique nationale d'alphabétisation couvre l'ensemble des régions du pays et vise à offrir à un grand nombre de Maliens des opportunités d'accès à des programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle de qualité, pour l'acquisition de connaissances et compétences nécessaires dans la vie courante. Elle est réalisée sur l'ensemble du territoire à travers plus de 1070 centres d'éducation pour le développement (CED), plus de 3120 centres d'alphabétisation fonctionnelle (CAF), 4 centres d'apprentissage féminin (CAFE) et pour le moment, un centre d'éducation pour l'intégration (CEI).

Ces structures assurent une éducation des enfants déscolarisés et non scolarisés de 9 à 15 ans. Ils prennent également en charge l'instruction et la préparation à l'insertion professionnelle des personnes de 15 ans et plus. La formation théorique est associée à l'initiation à un métier de chaque auditeur. Les cours sont dispensés dans les langues nationales en fonction de la zone. Les programmes d'enseignement sont conformes à ceux des autres structures éducatives du pays.

De façon générale, les cadres d'éducation non formelle contribuent significativement à l'éducation et à la formation au Mali, au point qu'ils disposeraient de meilleurs résultats que les structures éducatives formelles – du fondamental au supérieur – en termes d'insertion professionnelle. « *Les jeunes qui s'en sortent le mieux sont ceux qui ont reçu une formation dans les Centres d'éducation pour le développement (CED)* » avance une étude portant sur l'emploi des jeunes au Mali.¹⁹⁷

196 En 2011, selon les statistiques de l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT), l'effectif de la population alphabétisée âgée de 15 ans et plus représentait 27,7% de la population, dont 36,1% d'hommes et 19,8 de femmes et dont 25,5% d'urbains et 74,5% de ruraux. A la même période. Ces taux sont parmi les plus bas de la sous-région.

197 Voir « *Tableau 7. Chômeurs selon le niveau d'instruction et le sexe* », TRAORE Fousseini, « *Chômage et conditions d'emploi des jeunes au Mali* », Cahiers de la stratégie de l'emploi, Centre d'études et de recherches sur le développement international, Université d'Auvergne, août 2005, pp.8.

Par ailleurs, des changements notoires au niveau des structures éducatives en charge de la gestion de l'école publique classique sont observés, conduisant à une déstabilisation du système éducatif. Pendant longtemps, les Inspections d'enseignement fondamental (IEF) avaient en charge la gestion de toutes les structures éducatives du niveau fondamental créées avec l'autorisation de l'Etat, publiques et privées, à l'exception des écoles coraniques.¹⁹⁸ De l'avis des Maliens consultés, elles étaient des structures respectées par les acteurs et permettaient à l'école de jouer convenablement son rôle, grâce à un dispositif de suivi et d'encadrement efficace et opérationnel. Elles ont été remplacées par les Centres d'animation pédagogiques (CAP) qui peinent, selon les participants aux focus groupes, à asseoir leur autorité et à jouer convenablement leurs rôles d'encadrement et d'accompagnement des écoles. Ainsi, certains acteurs consultés appellent « *au retour des inspections en lieu et place des CAP.* »¹⁹⁹

Quant à l'enseignement secondaire, des Inspections régionales viennent d'être créées à la demande des enseignants, mais elles rencontrent des difficultés majeures: le nombre d'inspections est insuffisant pour couvrir tout le Mali, tandis que le suivi des enseignants manque d'efficacité. Par exemple, c'est à la seule Inspection de Mopti de prendre en charge les régions de Gao, Tombouctou et Kidal.

Ainsi, les Maliens ont le sentiment que chaque tentative d'instaurer un système éducatif viable est remise en cause par de nouvelles orientations politiques, qu'ils jugent le plus souvent inappropriées. Dans ce sens, les populations pointent également du doigt le transfert des compétences en matière d'éducation aux collectivités. En effet, pour les Maliens consultés, il semble impossible de dépolitiser l'école en confiant sa gestion aux pouvoirs politiques locaux et en particulier aux collectivités qui souffrent, de leur avis, d'énormes problèmes de fonctionnement (insuffisance de ressources humaines, financières et matérielles, difficultés à pouvoir dissocier les intérêts de l'école de ceux politiques, etc.). Un enseignant de Koro s'exprime ainsi:

« Le problème de l'école est à tous les niveaux [...]. Moi je dirai, qu'il faut seulement dépolitiser l'école pour qu'elle revienne à son rôle d'éducateur et transmetteur de connaissance. L'école est devenue politique aujourd'hui, des créations arbitraires, tout est politique. Et je pense qu'avec le transfert des compétences, on ne sait pas qui gère l'école aujourd'hui. Est-ce les collectivités, est-ce l'Etat ? On ne sait

198 Les écoles coraniques s'autogèrent. Néanmoins des actions sont en cours pour les intégrer au système classique.

199 Focus groupe homogène, enseignants, Ségou, février 2016.

plus. Donc, il y a un problème de rôles aujourd'hui. On ne sait pas qui fait quoi. Il y a le service technique qui est là qui doit faire le travail technique; il y a les collectivités qui se mêlent de cela. Les textes mêmes ne sont pas aujourd'hui compris en un mot. »²⁰⁰

Cette politisation des écoles et de l'éducation est particulièrement prégnante dans les régions du Nord du pays, telles que Kidal, où la réouverture des classes s'est muée en terrain de jeu politique, aux yeux des participants consultés. Lors de la Conférence Nationale, cette question a été vivement débattue, et reconnue comme une problématique importante à prendre en compte. Un jeune de Kidal s'est exprimé ainsi:

« L'éducation n'est plus un secteur protecteur comme il doit l'être. Il est devenu un aspect politique. A la réouverture des classes, il faut que le Ministre s'exprime en public, il faut que la CMA s'exprime en public, etc. La triste réalité c'est quoi ? Qu'est-ce qui nous fait mal aux frères de ces enfants, ce qui fait mal aux parents de ces enfants ? [...] Il y a des organisations internationales, des organisations onusiennes qui ne s'impliquent pas dans la gestion de l'éducation, alors qu'elles en ont la capacité [...]. Partout où il y a des conflits, il y a des exemples dans lequel on peut adapter l'école dans les zone en conflit. »²⁰¹

Un autre Malien consulté à Kidal affirme de surcroît:

« Quelque part même on a même perdu l'espoir parce que l'avenir c'est l'école, c'est l'éducation, c'est vraiment tout sauf être enrôlé dans l'armée. »²⁰²

Ainsi donc, ces dysfonctionnements aux multiples facettes, rencontrés sur l'ensemble du territoire malien, déstabilisent profondément le système éducatif qui ne parvient pas à compléter les familles et les communautés dans leur rôle de transmission des valeurs. Pour remédier à ces dysfonctionnements, qui contribuent à altérer le tissu social, les populations ont proposé des pistes de solutions visant à « repenser l'école ».

200 Focus groupe hétérogène, Koro, région de Mopti, décembre 2015.

201 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016

202 Entretien individuel, responsable d'une OSC, Kidal, janvier 2016

Pistes de solutions: Repenser l'école

A. Adapter les programmes d'enseignement aux réalités socio-économiques et culturelles du pays

Pour de nombreux Maliens, le système éducatif malien est victime de nombreuses influences et innovations pédagogiques issus de contextes extérieurs. Leur multiplication dans le système éducatif contribue à dénaturer celui-ci et à l'éloigner des réalités socio-économiques et culturelles maliennes. Ce phénomène conduirait à la méconnaissance des Maliens entre eux ainsi que de leurs valeurs, conduisant à l'érosion de la cohésion sociale, tout en expliquant également le nombre élevé de chômeurs diplômés des écoles maliennes.

De l'avis des populations, les multiples cercles de réflexion autour des méthodes pédagogiques sur le système éducatif (table ronde, forum sur l'éducation, etc.) n'ont pas abordé la question majeure du type de citoyen à former. D'où la nécessité, selon elles, d'entamer une **réforme ambitieuse du système éducatif**, à l'instar de la réforme de 1962, qui permettra la prise en compte des valeurs maliennes par le système et la formation de jeunes imprégnés de leur culture, disposés à s'insérer sur le marché de l'emploi.

Dans ce cadre, les Maliens appellent à la plus grande **prise en compte des valeurs maliennes dans le curricula**, à tous les niveaux d'enseignement et de toutes les structures éducatives, conduisant à la création de synergies entre l'école et la famille. Les Maliens requièrent également le **suivi et l'évaluation à mi-parcours des innovations pédagogiques** afin d'identifier les lacunes et imperfections entravant leur mise en œuvre. Enfin, il s'agirait d'adapter davantage le contenu du **programme d'éducation civique et morale** aux valeurs maliennes, ainsi que d'en élever le coefficient et le temps consacré à son enseignement.

Ces mesures combinées doivent permettre le renforcement du programme scolaire en vue de son adaptation aux réalités maliennes, conduisant ainsi à la meilleure connaissance des Maliens entre eux ainsi que de leurs contextes respectifs, ceci permettant de favoriser la cohésion sociale au Mali.

B. Revaloriser la fonction enseignante

Les multiples innovations pédagogiques que connaît le système éducatif nécessitent un mécanisme adéquat de renforcement des capacités des professeurs pour leur enseignement. Or, aux dires des participants, tel n'est pas le cas. Un enseignant déclare ainsi: « *De nos jours, les enseignants sont formés en 45 jours, pour devenir quoi ?* »²⁰³

L'enseignant ne disposant pas d'une formation pédagogique adaptée, est soumis à l'usage d'une méthode qu'il maîtrise à peine, d'où l'importance, pour les Maliens consultés, de la révision des programmes de formation des enseignants: « *Les formations données à l'IFM ne sont pas adaptées à l'enseignement des classes* »²⁰⁴.

A cet effet, les Maliens consultés soulignent l'importance de **former, de façon continue, les enseignants** à l'exécution des contenus des différents programmes d'enseignement pour suivre l'évolution des programmes et innovations car, « *Dans les écoles, la formation continue n'existe plus.* »²⁰⁵

Face aux problèmes de déviances des enseignants mentionnés à maintes reprises lors des focus groupes, **l'enseignement de la déontologie** ou « morale professionnelle » dans les Instituts de formation des maîtres (IFM), à l'Ecole normale supérieure (ENSUP) ainsi que lors de la formation continue des enseignants en activité est proposé: « *Il faut former les enseignants à la morale professionnelle, recycler ceux qui sont en activité en morale professionnelle* »²⁰⁶ ; « *dans la formation des enseignants, qu'on accorde une place importance aux cours de déontologie.* »²⁰⁷

Par ailleurs, les Maliens consultés appellent à prendre des **sanctions à l'encontre des fautes commises en milieu scolaire** par les enseignants et les apprenants, sur la base d'un règlement intérieur. En parallèle, le **mérite devrait être promu**, à travers des décorations, des lettres d'encouragement afin de mieux les motiver: « *Il faut récompenser le mérite et sanctionner les fautes; récompenser avec des lettres d'encouragement, les médailles* »²⁰⁸ propose un professeur.

203 Focus groupe homogène enseignants, Ségou, région de Ségou, février 2016.

204 Focus groupe hétérogène, Koro, région de Mopti, décembre 2015.

205 Focus groupe hétérogène, Koro, région de Mopti, décembre 2015.

206 Focus groupe homogène enseignants, Ségou, région de Ségou, février 2016.

207 Entretien individuel, Goundam, région de Tombouctou, décembre 2015.

208 Focus homogène enseignants, Ségou, région de Ségou, février 2016.

Pour éviter les comportements qui ternissent l'image de l'enseignant, les participants suggèrent de façon consensuelle de mettre en place des mesures permettant de le **mettre « à l'abri de la corruption, en améliorant ses conditions de vie, son salaire, son traitement »**.²⁰⁹

Enfin, les Maliens consultés souhaitent que les autorités agissent promptement pour **dépolitiser l'espace scolaire**, la politique influant sur les mutations des personnels et leur engagement, ainsi que la qualité de l'enseignement.

Pour éviter le clientélisme, qu'il soit politique ou d'une autre nature, et conduire à l'amélioration de l'éducation des apprenants, la création d'un système de suivi efficace des enseignants et élèves est mis en avant. La création d'un **dossier pédagogique pour tous les enseignants** dans lequel seront mentionnées les informations relatives aux stages et sessions de formation qu'ils ont suivis, ainsi que les résultats des évaluations passées durant leurs parcours est aussi proposée. Du côté des élèves, les Maliens souhaitent la mise en place d'un **dossier scolaire pour chaque apprenant** afin d'assurer leur suivi et constituer un outil d'information efficace sur leur parcours. De même, ils suggèrent la prise en compte du diplôme et de l'ancienneté pour la **nomination des Directeurs d'établissement** pour éviter l'interventionnisme politique en faveur de candidats aux compétences insuffisantes.

Au-delà de ces mesures qui visent à redorer l'image de l'enseignant, très affectée de l'avis des Maliens consultés, il est nécessaire de mettre en œuvre des initiatives pour stabiliser des structures éducatives au fonctionnement trop divers, et sujettes à de nombreuses réformes.

C. Mettre en place des mesures visant à limiter l'instabilité institutionnelle des structures éducatives

De l'avis des Maliens consultés sur l'ensemble du territoire, des mesures devraient être mises en place pour limiter l'instabilité institutionnelle des structures éducatives. Cela permettrait, dès lors, d'améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage des jeunes générations. Ces mesures sont multiples et se complètent.

Il s'agit notamment d'agir sur l'encadrement des enseignements, par la **restauration de l'Inspection** en lieu et place des Centres d'animation pédagogiques (CAP), jugés inefficaces. La création d'une **filière de formation d' « Inspecteurs de l'enseigne-**

209 Focus groupe homogène enseignants, Ségou, région de Ségou, février 2016

ment fondamental » à l'Ecole normale supérieure (ENSUP) est suggérée afin de disposer de nombreux inspecteurs capables d'assister efficacement les diverses structures éducatives de ce niveau d'enseignement.

Pour plus de cohérence au sein du système éducatif malien, formel et non formel, des initiatives devraient viser le professorat. Selon les Maliens consultés, il faut recruter des **enseignants qualifiés pour toutes les écoles communautaires et privées**, afin d'harmoniser les niveaux d'enseignement. Egalement, il serait nécessaire d'impliquer le Département de l'éducation et les structures déconcentrées du Ministère de l'éducation nationale à **l'examen des dossiers** de recrutement des enseignants des écoles privées.

Dans ce souci d'harmonisation, on distingue une certaine volonté de l'Etat de **renforcer progressivement l'encadrement de certaines structures éducatives** comme les écoles coraniques, les medersas, les CED, les CAF et les CAFE. Concernant les écoles coraniques par exemple, qui « *continuent à se multiplier à un rythme accéléré et à revêtir plusieurs formes pédagogiques et organisationnelles* »²¹⁰, des évaluations sont en cours autour de la possibilité de leur intégration dans le système éducatif classique. Une Commission nationale a été mise en place et a produit et remis officiellement aux autorités en charge de l'éducation un rapport à ce sujet.²¹¹ Un Comité technique a été mis en place pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations allant dans ce sens.

Enfin, pour faire face au problème spécifique de l'instrumentalisation politique du secteur de l'éducation, des Maliens lors de la Conférence Nationale ont appelé la **dépolitisation de l'école**. En outre, pour répondre à la question spécifique de la fermeture des écoles dans le Nord, quelques participants ont demandé **l'orientation des interventions des partenaires au développement en direction du secteur de l'éducation et de la culture dans la région de Kidal**. Malgré le manque de consensus autour de cette dernière solution, la Conférence s'est néanmoins convenue de l'importance de lancer une réflexion spécifique sur les problèmes et solutions relatives à la situation de l'enseignement dans les régions du Nord où les écoles sont fermées.

210 « Rapport final de l'atelier de validation des travaux de la commission de réflexion pour l'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif national du Mali », Ministère de l'éducation nationale, septembre 2015, pp.5.

211 « Rapport final de l'atelier de validation des travaux de la commission de réflexion pour l'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif national du Mali », Ministère de l'éducation nationale, septembre 2015, pp.5.

Conclusion | Vers la mise en œuvre des solutions pour la paix durable

A l'aune du vaste processus de consultations mené par IMRAP et Interpeace depuis 2013, les Maliens posent de manière consensuelle la question de la mutation des valeurs sociétales comme point d'ancrage de l'ensemble des problèmes sociétaux et conflits auxquels ils sont confrontés. Que l'on débattenne d'insécurité, de foncier ou de toute autre forme de violences, ce défi est au cœur des préoccupations. Il constitue à leurs yeux le premier des obstacles à la paix.²¹²

En effet, la mutation accélérée des valeurs maliennes a brutalement remis en cause le consensus social existant autour des codes et normes régissant le vivre ensemble. L'influence grandissante de cultures et codes étrangers alimente une concurrence entre normes qui déstabilise le contrat social malien. Ce phénomène se nourrit et prend sa source de l'affaiblissement des institutions de socialisation traditionnelles, telles que la famille élargie, les classes d'âge, les cadres religieux, atténuant la force d'éducation et de contrôle social qu'ils exerçaient. De plus, l'État – qui a pour vocation de compenser ces défaillances, à travers un système éducatif et une gouvernance adaptés aux réalités socio-économiques et culturelles maliennes – n'arrive plus à y répondre efficacement.

Tous ces bouleversements, rapides et incontrôlés, renforcent la méconnaissance entre Maliens de leurs valeurs et cultures réciproques. Cette méconnaissance croissante est à l'origine de nombreux clivages, et tensions; elle fragilise durablement et profondément le tissu social malien. De même, l'État ne pourrait se reconstruire sur une société renfermant de pareilles tensions. Enfin, pour beaucoup de Maliens, ces divisions ouvrent la porte à l'instrumentalisation de parties de la jeunesse vers des systèmes de valeurs contraires au vivre-ensemble, voire orientés vers la violence.

212 *Autoportrait du Mali, op.cit.*

Au regard des consultations menées, il ressort que sans réponse concertée, ces clivages au sein de la société malienne vont aller en s'amplifiant. Afin de convenir de réponses consensuelles, les Maliens se sont réunis à l'occasion d'une seconde Conférence Nationale les 3, 4 et 5 mai 2016 à Bamako.²¹³ Cette rencontre a rassemblé plus de 175 Maliennes et Maliens issus de toutes les régions du pays, de camps de réfugiés, et de toutes les sphères sociales. Ceux-ci ont été identifiés sur la base de leur représentativité et légitimité au regard des différentes composantes de la société malienne.

Ainsi, au cours de cette Conférence, les Maliens sont convenus ensemble des solutions ci-dessous à mettre en œuvre de façon prioritaire,²¹⁴ pour une meilleure gestion de la mutation des valeurs sociétales, visant ainsi au renforcement de la cohésion sociale au Mali. Ils se sont également engagés, individuellement et collectivement, à œuvrer au portage et à la mise en œuvre de ces solutions. Le rôle de l'IMRAP, et de son partenaire Interpeace, sera dans les mois à venir, une fois de plus, de les accompagner dans ce processus et de faciliter cette action collective à tous les niveaux de la société malienne.

Solutions pour la meilleure gestion de la mutation des valeurs sociétales maliennes

Renforcer la culture du dialogue pour la cohésion sociale

L'un des éléments centraux mis en lumière au cours des consultations est l'existence de barrières considérables entre les différentes populations d'une part, ainsi qu'entre les populations et leurs gouvernants d'autre part. Aux yeux des participants, ces barrières sont nées du manque de dialogue entre Maliens. Elles ont progressivement conduit à une méconnaissance mutuelle profonde, facteur important de la montée des tensions vers l'éclatement de la crise de 2012. C'est pourquoi la principale solution dégagée par les populations – autour de laquelle un consensus

213 La première Conférence nationale, organisée à Bamako en janvier 2015, avait conduit à l'identification, par les Maliens des grandes *Priorités* à la Paix auxquelles la société malienne devait s'attaquer dans l'immédiat. Parmi elles, la question de la mutation des valeurs sociétales. Voir section *Méthodologie*, pp.5; et IMRAP et Interpeace, *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix*, op.cit.

214 A l'issue de trois jours de débats et d'un vote à bulletin secret, les 3 solutions suivantes ont été jugées prioritaires, sur les critères de faisabilité, d'urgence, et de potentiel d'impact pour le changement souhaité.

fort a émergé – est d'œuvrer au renforcement de la culture du dialogue au Mali, « *le dialogue [étant perçu comme] la clé de la cohésion sociale.* »²¹⁵

Pour y parvenir, l'assemblée réunie lors de la Conférence Nationale a souligné la nécessité de perpétuer et étendre les espaces de dialogue mis en place par l'IMRAP et Interpeace dans le cadre de son programme. Par ailleurs, les participants ont noté l'importance de tenir compte des acquis de la riche culture malienne de dialogue, en renforçant les capacités des espaces de dialogue existants. Ils suggèrent également, entre autres mesures, de créer de nouveaux cadres dans les localités où le besoin est important, et de les accompagner.

Promouvoir l'éducation à la citoyenneté pour renforcer le patriotisme chez les Maliens

Les représentants des populations lors de la Conférence Nationale ont largement appelé à la promotion de l'éducation à la citoyenneté, pour renforcer le sentiment de patriotisme chez les Maliens. La question de la citoyenneté est une préoccupation centrale pour les Maliens, qui dénoncent les comportements déviants des citoyens et de leurs gouvernants, tels que la corruption ou le non-respect des lois et des autorités traditionnelles et étatiques. Ces comportements impunis exacerbent les tensions et conduisent à la perpétuation d'actes de violences. Aux yeux des participants, ils trouvent leur origine dans la méconnaissance et/ou la non-conformité des Maliens aux valeurs cardinales maliennes et républicaines.

Pour lutter contre l'incivisme, les Maliens requièrent l'élaboration d'une politique nationale d'éducation à la citoyenneté. Sur cette base les populations proposent, notamment, la conception d'un programme national et de plans ministériels sectoriels portant sur la question. Elles appellent également au retour du Service National des Jeunes et au mouvement pionnier, comme outils permettant de « *pérenniser dans la conscience collective les valeurs culturelles* »²¹⁶ et de « *former un nouveau type de citoyens patriotes et engagés.* »²¹⁷

215 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016.

216 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016.

217 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016.

Restaurer les grandes rencontres culturelles de brassage des populations

Chaque année, le Mali est le théâtre de nombreuses manifestations culturelles locales, portées par les Maliens, pour préserver leur patrimoine et promouvoir les valeurs maliennes. Jusqu'en 1988, ces manifestations étaient complétées par des événements organisés par l'Etat, nationaux et régionaux, annuels et biannuels, qui « *[favorisaient] le brassage ethnique et l'acceptation des uns par les autres.* »²¹⁸ De l'avis général des personnes consultées, l'arrêt de ces semaines culturelles et sportives ont participé à la méconnaissance croissante entre populations maliennes, et à l'érosion de la cohésion sociale.

De ce fait, les Maliens présents à la Conférence Nationale de mai 2016 ont largement appelé à la restauration de ces grandes rencontres de brassage des populations au niveau local, régional et national. Ils suggèrent également la promotion des caravanes et forums de dialogue, pour étendre la portée des échanges. Les participants souhaitent enfin que les différentes localités soient encouragées à valoriser les événements culturels locaux, pour diffuser leurs valeurs. Aux yeux des Maliens, ces différentes rencontres sont un moyen efficace de « *renforcer le dialogue et le vivre-ensemble dans la diversité.* »²¹⁹

218 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016.

219 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016.



Traoré Nènè Konaté
Directrice Exécutive de l'IMRAP

Plus qu'un rapport...

Une volonté et un engagement des Maliens à devenir les véritables acteurs de la consolidation de la paix au Mali

Des solutions consensuelles portées par un engagement collectif

« Le résultat le plus important de l'action d'IMRAP et Interpeace est l'engagement de nous tous, Maliennes et Maliens, de tous les horizons et au-delà des clivages, dans un processus de dialogue et d'action collective pour la paix. Déjà, l'Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix²²⁰ représentait la cristallisation d'un consensus national autour de nos défis collectifs. Similairement, le travail que nous venons de compléter ensemble autour du développement de solutions consensuelles n'est pas qu'une série de recommandations destinées à prendre la poussière: il s'agit du premier jalon d'un engagement collectif vers le changement ».

Dans un contexte de tensions fortes et parfois même violentes, où les liens entre groupes et couches de la société sont ébranlés, l'engagement collectif est difficile à réaliser. Le processus qui a abouti à ce fascicule démontre qu'un véritable engagement inclusif et large pour la paix est possible.

Des solutions légitimes grâce à une participation de tous

L'objectif de ce processus de recherche et de dialogue n'a jamais été de 'trouver une solution', mais de trouver les solutions autour de laquelle pouvait se construire un consensus large. C'est de par la diversité, l'inclusivité et la représentativité des participants – axées sur l'inclusion de toutes les régions, de toutes les couches sociales, de toutes les tendances, au-delà de lignes de fractures sociétales – que ces solutions tirent leur légitimité. Pour reprendre les mots d'un participant à la Conférence nationale, « toutes les populations maliennes participent à ce processus, et ça, ça garantit la légitimité des solutions qui seront décidées ici ».

Plus qu'un rapport...

Un mouvement vers le changement

Au-delà du consensus autour des solutions clés aux défis à la Mutations des valeurs sociétales et au Renforcement de la confiance entre FDS et la population, le fait remarquable réside dans l'engagement non seulement collectif mais aussi individuel des Maliens issus de l'ensemble du pays. « Chacun de nous, que nous soyons simple citoyen, membre des corps habillé ou preneur de décisions et gouvernant, avons, à notre niveau, un rôle et une responsabilité à jouer pour la paix. Ce processus de Recherche Action Participative a permis cette prise de conscience du rôle de chacun, et pose aujourd'hui les bases du changement recherché. Un changement réel et durable dans la façon dont nous, société malienne, définissons notre rôle et répondons ensemble à nos défis ».

Traoré Nènè Konaté, Directrice Exécutive de l'IMRAP

La lecture des Maliens de leurs réalités propres pour guider l'engagement international

Une analyse à l'encontre des idées reçues extérieu

« A l'issue de ce processus de recherche et de dialogue, dont la Conférence Nationale a constitué le moment phare, plusieurs conclusions peuvent apparaître de prime-abord comme contre-intuitives. Cela démontre une fois de plus qu'il est crucial de placer les Maliens au centre des processus de décisions quant à leur avenir et à la construction de la paix dans leur pays. Ce sont ces conclusions, fortement consensuelles pour les Maliens mais peut être surprenantes pour l'observateur extérieur, qui permettent de nuancer notre compréhension du contexte. La communauté internationale a quant à elle la responsabilité de guider son appui international à la paix au Mali vers ce qui est pertinent pour la société malienne. Et dans le cadre de ce processus, les Maliens nous indiquent clairement leur voie ».

La mutation de valeurs: vers une nécessaire redéfinition du contrat social

À cet effet, la centralité de la question des valeurs sociétales peut quelque peu désemparer. Une question que l'on aurait tendance à juger comme secondaire, voire superficielle, mais qui se révèle pourtant cruciale: en effet, comment reconstruire l'État, lui demander d'apporter des réponses, si le système de valeurs et normes qui

Plus qu'un rapport...

régle le bon fonctionnement entre les différents groupes de la société - le contrat social - à sa base est rompu ?

Au regard de l'analyse des Maliens, il ressort que sans réponse concertée, les déchirements au sein de la société malienne vont aller en s'amplifiant. Il apparaît difficile de reconstruire l'État malien sur une société pareillement divisée. De plus, pour beaucoup de Maliens, ces divisions ouvrent la porte à l'instrumentalisation de la jeunesse vers des valeurs contraires au vivre-ensemble, voire orientées vers la violence.

Autant de constats qui ont amené les Maliens à donner priorité au renforcement d'une culture du dialogue, à la promotion de la citoyenneté et aux grandes rencontres permettant aux diverses réalités du pays de se connaître.

Restaurer la sécurité: avant les moyens et la force, instaurer la confiance

De la même façon, les Maliens participants au processus s'accordent pour dire que les investissements massifs – internationaux notamment – consentis à la formation et à l'équipement des Forces de défense et de sécurité (FDS) maliennes, si nécessaires soient-ils, ne peuvent offrir les effets escomptés si un travail de fond de (re) construction de la confiance entre ces dernières et les populations n'est pas opéré en parallèle.

L'incapacité à juguler cette crise de confiance entre populations et FDS mine considérablement la capacité de ces dernières à jouer leur rôle de sécurisation, renforçant le sentiment de défiance de Maliens envers l'État, et couvant les germes de recrudescences futures de la violence. Cette crise de confiance de la population malienne envers les représentants étatiques, qu'ils soient issus des forces de sécurité ou du corps politique, renforce le défi central de la (re)construction d'un État effectif au Mali. Sur ce point, l'engagement collectif des membres des FDS tout comme des Maliens en général dans l'approfondissement de ce dialogue pour recréer cette confiance montre la voie.

Scott Weber, Directeur Général d'Interpeace

Plus qu'un rapport...

Une action concertée requise à tous les niveaux

Plus que les solutions elles-mêmes, c'est le « comment » de leur développement et mise-en-œuvre qui fait la différence

« La réelle valeur ajoutée de ces solutions, ce qui en fait des solutions différentes, porteuses de changement, c'est le processus qui a mené à leur élaboration. Elles sont issues d'un consensus fort, construit à travers le dialogue entre tous les individus touchés directement par le problème et sa solution et qui jouent un rôle clé dans sa mise en œuvre –, les experts et universitaires, les leaders d'opinion, les décideurs, les personnes et institutions chargées de la mise-en-œuvre... C'est dans cette appropriation consensuelle, cette adhésion générale et partagée, que ces solutions ont le réel potentiel pour apporter un changement durable ».

Une nécessaire synergie d'action coordonnée entre acteurs nationaux et internationaux

Mais engager des acteurs concernés uniquement dans le développement des solutions ne saurait suffire. Combien de recommandations – et d'excellentes par ailleurs – ont été produites jusqu'ici sans réel effet ? L'engagement doit continuer à travers l'appropriation de la mise en œuvre de ces solutions. Les solutions définies décrites dans ce document doivent constituer la feuille de route d'une action collective concertée impliquant en continue les acteurs nationaux et internationaux.

Les participants au processus, et notamment à la Conférence nationale, se sont engagés collectivement à porter ces solutions. Mais la mise en synergie et la coordination des principaux acteurs et institutions locaux, étatiques, et les acteurs internationaux présents au Mali est impérative. La Conférence nationale a demandé à l'IMRAP et Interpeace d'accompagner ce processus, mais eux seuls ne pourront pas produire le changement sociétal escompté: une masse critique doit porter ce mouvement.

C'est pourquoi dans les mois à venir, l'IMRAP et Interpeace s'attèleront à faciliter ces synergies d'action collective. L'appropriation par les Maliens du processus de consolidation de la paix au Mali doit se poursuivre plus que jamais dans la phase d'action qui débute, et tous les acteurs, nationaux comme internationaux, doivent y prendre part.

Anne Moltès, Directrice régionale d'Interpeace pour l'Afrique de l'Ouest

Annexes

Annexe 1. Critères de sélections des acteurs/ parties prenantes aux consultations

La participation et la consultation de l'ensemble des citoyens et corps constitués, étatiques ou non étatiques, doivent être assurées à travers le respect de critères soigneusement choisis, eu égard au sexe, à l'âge et à la situation géographique. En premier lieu, le choix de ces acteurs et participants est effectué sur la base de leur légitimité et de leur représentativité au sein des groupes sociaux qu'ils représentent, et de leur capacité à influencer le comportement et les actions des groupes dont ils sont issus. Dans le cas du travail mené, une attention particulière a été portée sur la réduction des formes de distances horizontales (entre les populations et les groupes sociopolitiques) et verticales (entre les populations et les autorités locales, régionales et nationales) existant au Mali. L'utilisation d'une telle démarche permet en effet l'analyse et l'identification par les acteurs eux-mêmes des obstacles à la paix, facilitant à terme, l'émergence d'une analyse partagée et soutenue par tous, pouvant servir de base à la recherche participative et inclusive de solutions consensuelles aux problèmes identifiés.

Les parties prenantes suivantes ont ainsi été au centre du processus et consultées à toutes les étapes:

Critères de sélection des participants aux groupes de réflexion

Autochtones/ allochtones/ allogènes
Autorités administratives
Autorités élues
Autorités traditionnelles
Autorités religieuses
Aînés sociaux / Cadets sociaux
Corps habillés
Partis politiques
Personnes déplacées
Personnes réfugiées
Organisations de la société civile
Femmes
Jeunes
Notables, Intellectuels et Experts
Personnes handicapées

Annexe 2. Activités réalisés en lien avec la thématique « Mutation des valeurs sociétales »

Tableau 1: Focus groupes et entretiens individuels réalisés par l'équipe « mutation des valeurs sociétales »

Régions	Localités	Date	Type de focus groupe	Nombre de participants par focus	Nombre de focus groupes	Nombre de participants par région	Entretiens individuels par région
Kayes	Yélimané	25/11/2015	Hétérogène	26	2	55	4
	Kita	28/11/2015	Hétérogène	29			
Koulikoro	Kambila	10/09/2015	Jeunes	18	6	116	5
	Banamba	18/11/2015	Femmes	30			
	Kolokani	21/11/2015	Hétérogène	30			
	Nara	22/11/2015	Femmes	8			
	Nara	23/11/2015	Jeunes	15			
	Banamba	23/02/2016	Hétérogène	15			
Sikasso	Niéna	28/10/2015	Hétérogène	30	3	90	5
	Kolondiéba	29/10/2015	Femmes	30			
	Yorosso	02/11/2015	Hétérogène	30			
Ségou	Tominian	04/11/2015	Hétérogène	30	5	118	4
	Niono	07/11/2015	Jeunes	30			
	Baroueli	08/11/2015	Hétérogène	28			
	Segou	24/02/2016	Enseignants	15			
	Ké-Macina	25/02/2016	Hétérogène	15			
	Djenné	10/12/2015	Hétérogène	30			
Mopti	Koro	12/12/2015	Hétérogène	30	3	87	2
	Mopti/Sévaré	13/12/2015	Femmes	27			
	Gao	15/01/2016	Jeunes	29			
Gao	Gao	16/01/2016	Femmes	29	3	88	2
	Gao	17/01/2016	Hétérogène	30			
	Gao	17/01/2016	Hétérogène	30			
Tombouctou	Goundam	16/12/2015	Hétérogène	30	4	85	3
	Tombouctou	19/12/2015	Jeunes	15			
	Tombouctou	20/12/2015	Femmes	15			
	Tombouctou	20/12/2015	Hétérogène	25			
Bamako	Personnes ressources	12/09/2015	Hétérogène	12	3	68	7
	Rive Droite	29/01/2016	Hétérogène	28			
	Rive Gauche	30/01/2016	Hétérogène	28			
TOTALUX					29	707	32

Tableau 2:
Projections des films et débats publics avec les jeunes par
l'équipe « mutation des valeurs sociétales »

Type de rencontre	Localités	Date	Nombre estimé de participants
Semaines de la jeunesse	Mopti	09-13/05/2015	40
Vacances Citoyennes	Sanankoroba	21/08/2015	150
	Sanando	29-30/08/2015	200
Jeunes universitaires	Bamako	25/04/2016	230
TOTAUX			620

Tableau 3:
Restitutions des résultats par l'équipe « mutation des valeurs
sociétales »

Type de rencontre	Localités	Date	Nombre de participants
Restitution thématique	Mopti	21-22/03/2016	32
Restitution thématique	Ségou	29-30/03/2016	34
			77
Conférence Nationale	Bamako	03-05/05/2016	en lien avec la thématique « Valeurs » parmi 177 en total
TOTAUX			143

Tableau 4:
Projections, débats publics et focus groupes réalisés par le Pôle
Dialogue Mobile

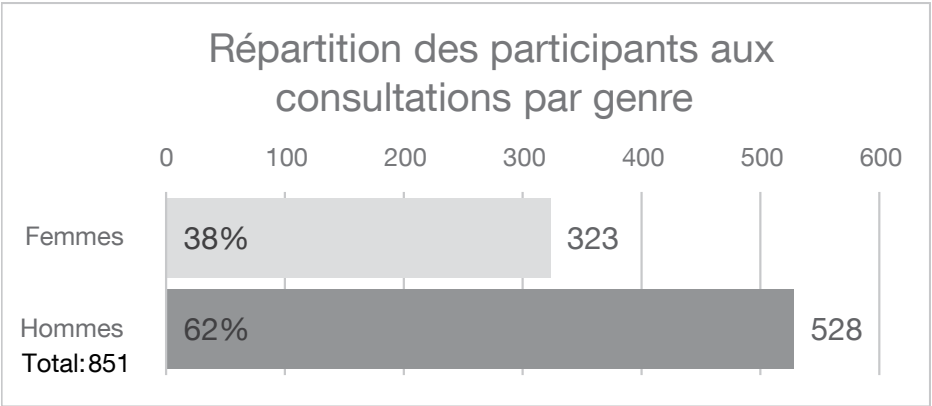
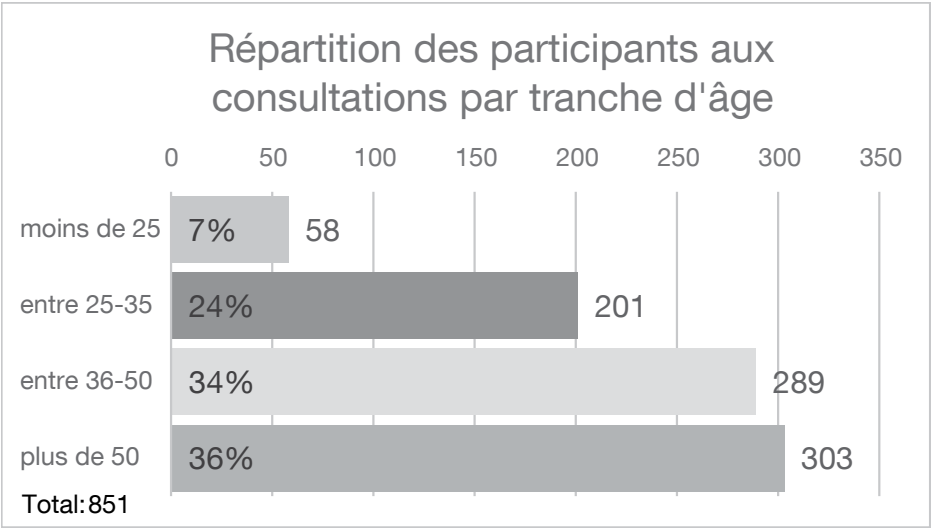
Note: Pour les projections avec une grande audience (>100), les nombres de participants sont approximatifs

Régions	Localités	Date	Type de focus group/projection	Nombre de participants par focus/projection	Nombre de focus/projections	Nombre de participants par région
Kayes	Ambidedi	20/12/2015	OSC+Elus+Population	680	7	1 790
	Same	21/12/2015	Etat+OSC+Elus+Population	720		
	Marena	22/12/2015	OSC+Elus+Population	53		
	Bafoulabe	23/12/2015	Etat+OSC+Elus+Population	41		
	Medine	16/02/2016	Etat+OSC+Elus+Population	130		
	Yelimane	17/02/2016	Etat+OSC+Populations	120		
	Nioro	19/02/2016	Etat+OSC+Elus+Population	46		
Koulikoro	Dioila	11/10/2015	Membres de l'Association des cultivateurs du maïs	31	8	1 875
	Dioila	12/10/2015	Toute la population	156		
	Ouelessebouougou	14/10/2015	Toute la population	531		
	Kangaba	16/10/2015	Services techniques+OSC	44		
	Kangaba	16/10/2015	Toute la population	564		
	Banamba	18/10/2015	OSC+élus+services techniques+partenaires	183		
	Koulikoro	19/10/2015	Toute la population	318		
	Koulikoro	20/10/2015	OSC+élus+services techniques+partenaires	48		

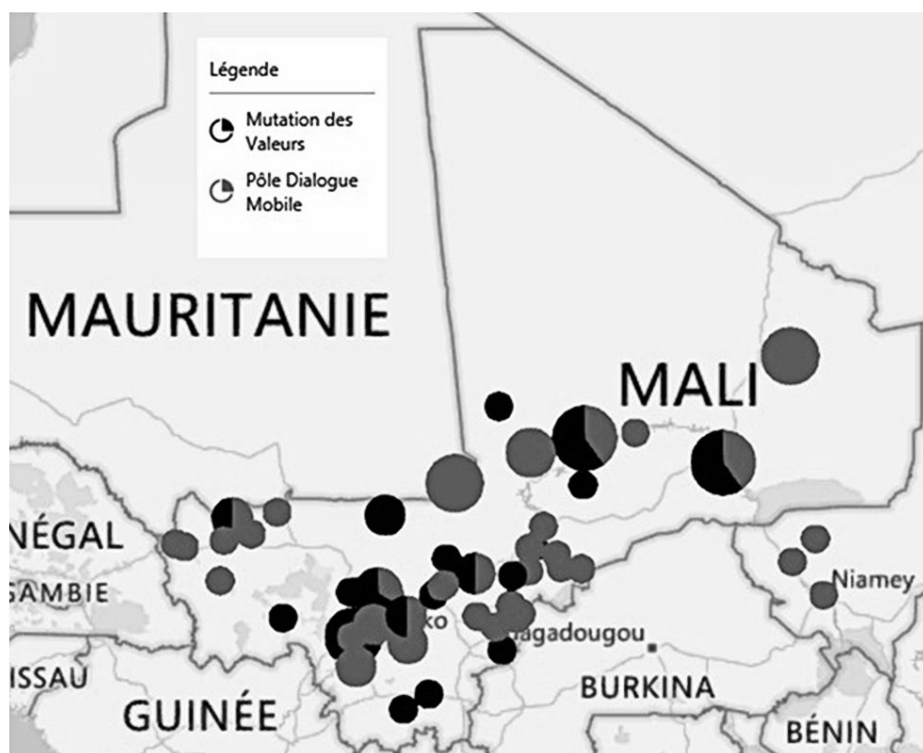
Ségou	Benena	07/07/2015	Toute la population	230	9	3 023
	Mandiakuy	08/07/2015	Toute la population	625		
	Yallo	09/07/2015	Toute la population	900		
	Kimparana	10/07/2015	Toute la population	600		
	Yangasso	11/07/2015	Toute la population	364		
	Sansanding	26/12/2015	OSC+Elus+Population	180		
	Macina	27/12/2015	Etat+OSC+Elus+Population	44		
	Markala	28/12/2015	OSC+Elus+Population	43		
	Baraoueli	29/12/2015	Etat+OSC+Elus+Population	37		
Mopti	Mopti	06/11/2015	OSC+Elus+services techniques	49	6	2 91
	Sofara	07/11/2015	OSC+Etat	35		
	Bandiagara	09/11/2015	OSC+Elus+Etat	46		
	Koro	26/04/2016	Population+Elus+Etat	60		
	Bankass	27/04/2016	Population+Elus+Etat	53		
	Konna	28/04/2016	Population+Elus+Etat	48		
Gao	Gao	13/11/2015	OSC+Population	60	2	102
	Gao	14/11/2015	OSC+Population	42		
Tombouctou	Rharous	18/11/2015	OSC+Elus+services techniques+partenaires	106	6	321
	Tombouctou	21/11/2015	Elus+OSC	59		
	Tombouctou	23/11/2015	Etat+OSC+services techniques+partenaires	52		
	Gargando	12/03/2016	Jeunes	17		
	Gargando	13/03/2016	Militaires de la CMA	8		
	Gargando	13/03/2016	Population+Elus	79		
Kidal	Kidal	27/01/2016	Femmes leaders	12	6	73
	Kidal	27/01/2016	Jeunes de l'Azawad	16		
	Kidal	27/01/2016	Leaders/Fractions	5		
	Kidal	28/01/2016	Religieux	5		
	Kidal	25/02/2016	Jeunes	17		
	Kidal	26/02/2016	Officiers CMA et Plateforme	18		

Bamako	Médiateur de la République	30/09/2015	Personnel	33	2	933
	L'Espace d'interpellation démocratique	10/12/2015	Etat+OSC+services techniques+partenaires+Elus	900		
Mauritanie, Région Nema	Mberra	01/09/2015	Touareg+Arabe+Bellahs	124	6	365
	Mberra	01/09/2015	Peulhs	3		
	Mberra	31/03/2016	Leaders et jeunes	55		
	Mberra	31/03/2016	Leaders et jeunes	55		
	Mberra	01/04/2016	Femmes	64		
	Mberra	01/04/2016	Femmes	64		
Niger	Niamey	15/08/2015	Touareg + Sonrais	102	3	851
	Mangayze, Ouallam	13/08/2015	Touareg + Sonrais	324		
	Tabaray-Barey, Tillabery	14/08/2015	Touareg + Sonrais	425		
TOTAUX					55	9 624

Annexe 3. Composition sociodémographique des participants aux consultations de l'équipe « mutations des valeurs »



Annexe 4. Cartographie des localités consultées par l'équipe « mutation des valeurs » et par le Pôle Dialogue Mobile



Note: La taille des cercles est proportionnelle au nombre des participants par localité

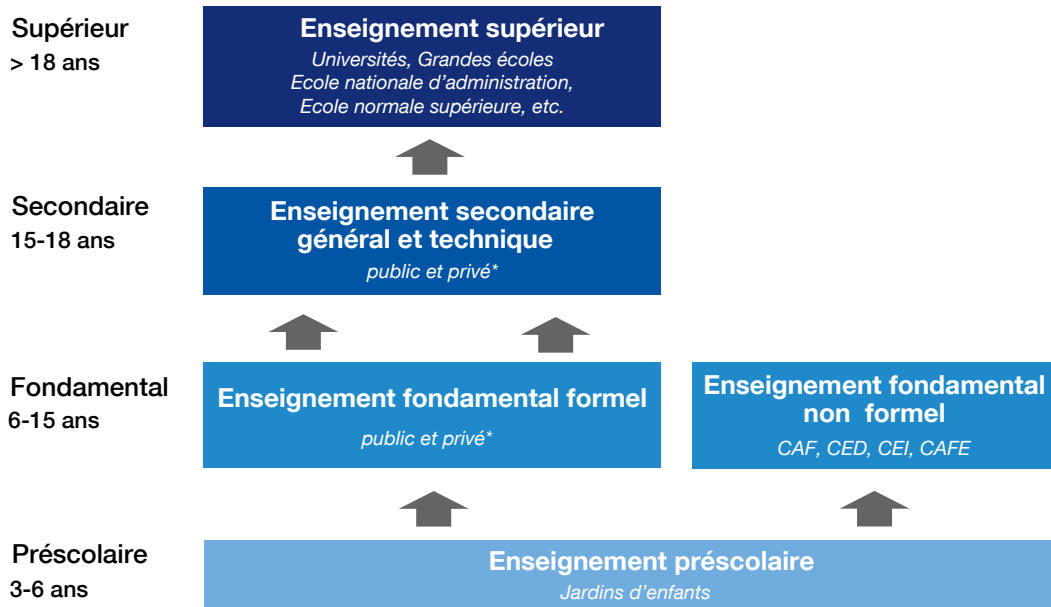
Annexe 5. Quelques valeurs cardinales ressorties des consultations

- Le respect de soi-même, de ses parents et des autres
- Le respect et le contrôle de la parole
- Le respect de la chose publique
- Le contrôle de son port vestimentaire (l'habillement)
- La salutation
- La solidarité
- L'amour pour les autres et leur acceptation
- L'entraide
- L'honnêteté
- La reconnaissance
- La générosité
- La modestie
- La justice
- La bonté
- L'abstinence jusqu'au mariage
- Le bon choix du conjoint
- Le courage, la bravoure
- Le respect mutuel entre époux
- L'assistance et l'appui à son conjoint ou à sa conjointe
- Le refus de voler, d'insulter ou d'offenser les autres
- La connaissance et le bon choix de ses lieux de fréquentation
- Le travail bien fait
- L'estime de soi
- L'amour pour la patrie
- La primauté à l'intérêt général
- La non-violence
- La tolérance
- L'hospitalité
- Les alliances
- L'engagement

Annexe 6. Le parcours éducatif malien en bref

Organisation du parcours éducatif malien

Niveau d'enseignement



* Incluant les écoles classiques, medersas et écoles coraniques

Annexe 7. Les solutions non-priorisées

Tout au long de ce processus de consultation des Maliens (focus groupes, ateliers de restitution, Conférence nationale) pour l'identification des solutions permettant de faire face à la mutation des valeurs, des solutions ont été formulées et discutées. Environ dix (10) solutions ont été identifiées et regroupées avec, pour chacune, ses activités de mise en œuvre. Ainsi, sur la base des critères d'urgence, de faisabilité et de potentiel d'impact pour le changement, trois (3) solutions ont été priorisées par les participants, lors de la Conférence nationale. Ce qui ne signifie pas que les autres sont moins importantes. Au contraire, elles gardent leur pertinence mais ne remplissent pas tous les critères ci-dessus mentionnés. Il apparaît donc nécessaire de les recenser dans un tableau et de dégager les raisons pour lesquelles elles n'ont pas fait l'objet de priorisation.

Solution (A): Réguler le secteur de la communication pour une meilleure prise en compte de nos valeurs

Le secteur de la communication est perçu comme étant celui qui a le plus besoin de régulation et cela dans tous ses aspects. Il est ressorti des consultations des Maliens la nécessité d'agir dans ce domaine pour la protection et la promotion de nos valeurs. La prise en compte par les plus hautes autorités de cette préoccupation des Maliens est constatée. Des initiatives sont en cours, parmi lesquelles la création de la Haute Autorité de Communication (HAC), l'orientation des programmes de la chaîne nationale (ORTM) vers la prise en compte et la promotion de nos valeurs et l'organisation des acteurs du secteur. À la lumière des actions entreprises, les participants aux séances de restitutions se sont laissés convaincre par la pertinence de la solution sans la juger prioritaire, car plusieurs acteurs sont mobilisés et des actions initiées. De même, les participants aux restitutions thématiques pensent qu'il faudra suffisamment de temps pour réguler ce secteur.

Solution (B): Bâtir un système de gouvernance inspiré de nos réalités socio-culturelles et historiques

La question du modèle de gouvernance au pays demeure problématique. Sont nombreux les Maliens qui la qualifient d'"importé" et de "non adapté" aux réalités socioculturelles et historiques du pays. Tout au long de ce processus de consultations, la question était au centre des échanges car les populations lient la qualité

de la gouvernance actuelle au délaissement de nos valeurs cardinales maliennes. Les réflexions sur les questions de gouvernance sont menées depuis des années par de nombreuses organisations nationales et internationales. De même, des actions de renforcement de la gouvernance sont initiées et accompagnées par l'Etat et ses partenaires. Quant aux réflexions et actions dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la gouvernance, elles tiennent compte, aux dires des participants à la Conférence nationale, de la crise de 2012, qui était due en partie à la qualité de la gouvernance depuis des décennies dans notre pays. Le processus de recherche- action participative mené sur les questions de mutation des valeurs a trouvé pertinente la solution tout en reconnaissant les efforts de l'Etat et des nombreuses organisations nationales et internationales. Les Maliens consultés trouvent indispensable la poursuite des actions entreprises dans le cadre du renforcement et de la consolidation de la gouvernance. Cependant, ils pensent qu'il faudra plutôt faire la promotion des valeurs maliennes, renforcer l'éducation à la citoyenneté afin de former des hommes et des femmes en mesure de bâtir et de porter un modèle de gouvernance inspiré de nos valeurs. La solution est jugée pertinente mais déjà prise en charge par de nombreux acteurs. Elle doit être renforcée par d'autres actions prioritaires développées dans le fascicule.

Solution (C): Réguler le domaine religieux pour une acceptation de la diversité en vue de renforcer la cohabitation pacifique

Selon les Maliens consultés, il est nécessaire d'agir sur le secteur religieux. La question a été au cœur des échanges tout au long du processus de consultation. Les activités proposées par les Maliens pour réguler efficacement ces domaines sont considérées comme pertinentes. Toutefois, ils estiment que leur mise en œuvre nécessite plus de temps. De même, les participants aux ateliers de restitution affirment qu'il y a un Ministère dédié aux affaires religieuses et du culte qui doit assurer le leadership du processus de régulation de ce secteur. Pour ce faire, ils ont souhaité que leurs propositions soient partagées avec le département.

Solution (D): Adapter les programmes d'enseignement aux réalités socioéconomiques et culturelles du pays

La qualité des programmes d'enseignement est pointée du doigt par les Maliens consultés. Il y a ici une incompréhension partagée entre populations et autorités en charge de l'éducation. Si les premières pensent que les programmes ne prennent pas en compte les valeurs maliennes, les dernières affirment le contraire. Elles se réfèrent, pour cela, aux programmes d'enseignement de l'éducation civique et mo-

rale par exemple qui sont structurés autour des valeurs identifiées comme celles cardinales du Mali.

Par ailleurs, à l'endroit des mêmes autorités, les participants à la Conférence nationale ont recommandé le renforcement de l'enseignement des valeurs et souhaité que les solutions validées leur soient présentées pour une prise en charge plus efficace.

L'adaptation des programmes d'enseignement aux réalités socioéconomiques du Mali est une solution jugée pertinente mais non prioritaire- comme toutes les autres du système éducatif- par les participants à la Conférence nationale. Comme justification, ils allèguent que le département de tutelle a conscience du problème soulevé et initie des actions dans ce sens. Ils estiment également qu'il faudra suffisamment de temps pour la mise en œuvre de la solution proposée.

Solution (E): Mettre en place des mesures visant à gérer, de façon efficace, l'instabilité institutionnelle dans la gestion des structures éducatives

Les multiples innovations pédagogiques que connaît le système éducatif malien depuis quelques années sont perçues comme étant les raisons profondes de l'instabilité institutionnelle dans la gestion des structures éducatives. Ces changements, en termes d'appellation, influencent la mission de la structure. Le cas significatif le plus souvent cité est la transformation des Inspections en Centres d'animation pédagogique. La solution traite également de la question de la gestion de l'école en mode décentralisé (le transfert de la gestion de l'école aux collectivités), un autre aspect également fustigé par les Maliens.

Pour les Maliens consultés, d'autres solutions priorisées, en matière d'éducation, peuvent prendre en compte celle-ci, relative à l'instabilité dans la gestion des structures éducatives.

Solution (F): Revaloriser la fonction enseignante

La revalorisation de la fonction enseignante est vue comme un impératif pour l'amélioration même de la qualité de l'éducation. Des initiatives sont entreprises pour la bonne formation initiale et le renforcement des capacités des enseignants (ouverture de plusieurs Instituts de formation des maîtres, organisation des séances de renforcement des capacités par les ONG et par le Ministère de l'Education). Compte tenu des actions en cours par de nombreux acteurs, la Conférence nationale a décidé

que les efforts soient orientés vers d'autres solutions pour faire face à la mutation des valeurs sociétales.

Annexe 8. Carte du Mali²²¹



²²¹ Carte du Mali à 8 régions. Nous ne disposons pas, au jour de la publication, d'une carte présentant les 10 régions.

Bibliographie

Ouvrages:

BA Abdoul, *Télévision, paraboles et démocratie en Afrique*, Paris, Montreal, L'Harmattan, 1996

BÂ Amadou Hampâté, *Oui mon commandant !* Paris, Seuil, 1999.

BALANDIER Georges, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 1971

DEPOVER Christian et Bernadette NOEL, *Le curriculum et ses logiques, une approche contextualisée pour analyser les réformes et les politiques éducatives*, Paris, L'Harmattan, 2005.

DIALLO Boubacar, *Education civile et morale et valeurs socio-culturelles*, Paris, L'Harmattan, 2011.

DIOP Sira, « Internat du Lycée des jeunes filles, lieu de sociabilité et de formation d'une identité », dans *Prendre sa place dans le territoire, lieu de mémoire et espaces de sociabilité pour le Mali*, La Ruche à livres, Bamako, 2009.

DOUMBIA Tamba (avec la collaboration de Pierre ERNY), *Groupes d'âge et éducation chez les Malinké du sud du Mali*, Paris, L'Harmattan, 2001.

DUMONT René, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Seuil, 1963.

ERNY Pierre, *L'enfant et son milieu en Afrique noire: essai sur l'éducation traditionnelle*, Paris, Payot, 1972.

FERREOL Gilles, *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Armand Colin, 1995.

FUKUYAMA Francis, *The Great Disruption: Human Nature and the Reconstruction of Social Order*, Londres, Profile Books, 1999.

GOPIN Marc, *Between Eden and Armageddon: The Future of World Religions, Violence, and Peacemaking*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

IMRAP et Interpeace, *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix*, 2015.

KEITA Seydou, « Grins, domiciles privés, sociabilité politique dans les centres urbains » dans *Prendre sa place dans le territoire, lieu de mémoire et espaces de sociabilité pour le Mali*, La Ruche à livres, Bamako, 2009.

KONATE Doulaye, Joseph BRUNET-JAILLY et Jacques CHARMES (dir.), *Le Mali contemporain*, Les éditions Tombouctou/IRD, 2015.

KONATE Doulaye, *Les fondements endogènes d'une culture de paix au Mali: les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution de conflits*, UNESCO, 1999.

LIKIMBA Abili, *L'éducation traditionnelle en Afrique et ses valeurs fondamentales*, Paris, 1981.

MOUMOUNI Abdou, *L'éducation en Afrique*, Paris, 2^{ème} édition, Maspero, 1967.

MANHEIM, Karl, *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990.

OKALA Jean Tobj, *Les télévisions africaines sous tutelle*, Paris, L'Harmattan, 1999

PAUGAN Serge, *Les différents liens sociaux et leurs ruptures*, 2012.

POSTIC Marcel, *Pour que notre enfant devienne une personne*, Paris Hachette, 1993

SAMAKE Sada, *Mémoire de la jeunesse malienne*, Bamako, Togouna éditions, 2000

SAGOT-DUVAUROUX Jean Louis, *Charte du Mandé et autres traditions du Mali*, éditions Albin Michel, Paris, 2003.

SILVESTRI Sara and MAYALL James, *The Role of Religion in Conflicts and Peace-building*, Londres, The British Academy, September 2015.

SY Ousmane, *Reconstruire l'Afrique*, Paris, 2009.

TRAORE Seydou Amadou, *L'école malienne hier... ! et aujourd'hui ?*, Bamako, La Ruche, 2008.

UWALAKA Jude, *The Struggle for Inclusive Nigeria: Igbo's to Be or Not to Be? A Treatise on Igbo Political Personality and survival in Nigeria*, Owerri, Snaap, 2003.

VAN Zanten Agnès, *Dictionnaire de l'éducation*, Paris, PUF, 2008.

VINCENT Cédric, *Une biennale sous le chapeau. Notes pour une histoire des biennales absentes ou inachevées*, 2008.

YENIKOYE Ismaël Aboubacar, *Problème de l'éducation civique et morale en Afrique. Cas du Niger*, Les éditions du Flamboyant, Cotonou, 2011.

Périodiques:

AUBERT Jean-Marie, « Hiérarchie de valeurs et histoire », Revue des sciences religieuses, 1970, vol. 44, no.1, pp. 190-213.

BOURDARIS Françoise, « Représentation du politique et usage du religieux au Mali », Multitudes, n°152, 2013.

DAUM Christophe, « Entre individualisation et responsabilités familiales: les mobilités des jeunes de la région de Kayes », Revue européenne des migrations internationales, 2014/3, vol. 30, pp. 163-180.

« De 8, le Mali passe à 10 régions », Studio Tamani, 21 janvier 2016, disponible à: <http://www.studiotamani.org/index.php/politique/6480-de-8-le-mali-passe-a-10-regions> consulté le 05/06/2016

DIALLO, Salif, « Elections 2013: Le Code de bonne conduite vulgarisé », Journal Le Matinal, 30 juillet 2013.

DIBAKANA Jean-Aimé, « Usages sociaux du téléphone portable et nouvelles sociabilités au Congo », Politique africaine, no.85, mars 2002, pp. 133-150.

DOQUET Anne, « Festivals touristiques et expressions identitaires au Mali », in *Festivals et biennales d'Afrique: machines ou utopie ?*, Africultures, Paris, L'Harmattan, février 2008, n°73, pp. 248

DOUMBIA Tamba (avec la collaboration de Pierre Erny), *Groupes d'âge et éducation chez les Malinké du sud du Mali*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp 255

DENNIS Douyon, « Le discours diplomatique et démagogique du cousin plaisant Mali », Cahiers d'études africaines, 2006/4 n° 184, pp. 883-906.

CONTEH-MORGAN Earl, « Peacebuilding and Human Security: A Constructivist Perspective, » International Journal of Peace Studies, vol. 10, no 1, 2005, pp. 72-82.

ERNY Pierre, « Pédagogie traditionnelle et pédagogie moderne », Recherche, pédagogie et culture, n°22, mars-avril 1976, pp. 40-45.

FELLOUS Michele, « Socialisation de l'enfant Bambara », Journal des africanistes, tome 51, fascicule 1-2, 1981 pp. 201-215.

JONCKERS Danielle, « Le temps de prier est venu: islamisation et pluralité religieuse dans le sud du Mali », Journal des africanistes, tome 68, fascicules 1-2, 1998.

KIEFFER Julien, « Les jeunes des « grins » de thé et la campagne électorale à Ouagadougou », Politique africaine, 2006/1 N°101, pp.63-82.

LAFOURCADE Olivier et Serge MICHAÏLOF, « Stabiliser le Mali », Le Débat, no.179, 2014.

« Les intellectuels africains », Politique africaine, n° 51, octobre 1993.

LESCLINGAND Marie, « Nouvelles stratégies migratoires des jeunes femmes rurales au Mali: de la valorisation individuelle à une reconnaissance sociale », Sociétés contemporaines, vol.55, no.3, 2004.

MARA John, « The Virtues and Challenges of Traditional African Education, » Journal of Pan African Studies, vol. 1, no. 4, juin 2006, pp17-24.

« Médias sociaux: paroles aux jeunes africains », Revue Afrique renouveau, avril 2010.

MUNGALA A.S, « L'éducation traditionnelle en Afrique et ses valeurs fondamentales », Ethiopiennes, n°29, février 1982.

NYAMBA André, « Quelle place pour les systèmes éducatifs et de formation dans la mondialisation ? Les systèmes éducatifs et de formation africains: une situation chaotique et paradoxale », Éducation et sociétés, n°16, 2005.

« Politique nationale de construction citoyenne: Le processus de son élaboration lancé mardi », Cellule de communication du Ministère en charge de l'emploi, de la formation professionnelle, de la jeunesse et de la construction citoyenne, Bama-ko.com, 22 octobre 2015, disponible à <http://news.abamako.com/h/103259.html> (consulté le 11/06/2016).

RETAILLE Denis et Olivier WALTHER, « L'actualité sahélo-saharienne au Mali: une invitation à penser l'espace mobile », Annales de géographie, n° 694, juin 2013.

RODET Marie, « Historical Perspective on Marriage, migration and family networks in the region of Kayes, Mali », Revue européenne des migrations internationales, vol. 31, janvier 2015.

SOMMERFELT Tone and JESNES Kristin, « State control of religious activity in southern Mali following the 2012 crisis », NOREF Policy Brief, August 2015, disponible à http://peacebuilding.no/var/ezflow_site/storage/original/application/d33337e-3ca88ba5c744b3e107605bd09.pdf consulté le 06/06/2016

TRAORE Fousseini, « Chômage et conditions d'emploi des jeunes au Mali », Cahiers de la stratégie de l'emploi, Centre d'études et de recherches sur le développement international, Université d'Auvergne, août 2005.

UWALAKA Jude, « The mass media and modern communication technologies in the service of truth and peace in the human community: obstacles, challenges and prescriptions », International Journal of Current Research Vol. 6, No. 02, February 2014, pp. 5154-5163.

WHITEHOUSE Bruce, « Approche comparative des familles dispersées (Mali, Congo): éducation et espaces nationaux », in *La famille transnationale dans tous ses états*, revue Autrepart, n° 57-58, janvier 2011.

Rapports et colloques

AG ERLESS Mohamed, SOW Moussa Sow et BA Aïché BA, « Synthèse des contributions sur les valeurs cardinales au Mali », novembre 2015. Document validé par les membres du Comité lors d'une de ses réunions.

Consultation nationale sur la Culture et Développement au Mali, Rapport Ministère de la Culture, novembre 2014.

Forum Multi acteurs sur la gouvernance du Mali, *Cahier de Propositions: quelle éducation pour renforcer la citoyenneté*, octobre 2010

OXFAM, *Reconstruire la mosaïque*, 2013.

Ministère de l'Education de base, de l'Alphabétisation et des langues nationales, Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales et Réseau Aga Khan pour le développement, *Curriculum d'éducation à la Citoyenneté dans le non formel*, 2008.

« Curriculum d'enseignement dans le non formel », Réseau Aga Khan de développement, Bamako, 2008.

« Education à la citoyenneté dans le non formel », Réseau Aga Khan de développement, mai 2010.

« Guide pratique de l'animateur », Réseau Aga Khan de développement, mai 2010.

Rapport final de l'atelier de validation des travaux de la commission de réflexion pour l'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif national du Mali, Ministère de l'éducation nationale, mars 2016.

SACKO Youssouf, *Le fleuve Niger comme source du rapport de cousinage, fondement de la culture et de la paix des communes de Mopti et Konna*, UNESCO, 2010.

SOW Ndeye et Mohamed AG ERLESS, *Société et Culture au Mali: problématiques du changement*, Malivaleurs/International Alert, 2013.

TRAORE Ismaïla Samba, TRAORE Hanane Keita et Mariam KONE, *Culture Politique, Citoyenneté et Crises au Mali*, Malivaleurs/International Alert, 2013

TRAORE Idrissa, « Comment la citoyenneté, à travers l'école a évolué de la période

coloniale à nos jours », Séance 5 du Forum Multi Acteurs sur la Gouvernance au Mali, Fiche BIP n°875, 2011, disponible à: http://base.afrique-gouvernance.net/fr/corpus_bipint/fiche-bipint-875.html (consulté le 05/06/2016)

Documents officiels

Budget de l'Education nationale 2015-2015, Ministère de l'Education Nationale, Direction des finances et du matériel.

Curriculum d'éducation à la Citoyenneté dans le non formel, Ministère de l'Education de base, de l'Alphabétisation et des langues nationales, Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locale, Réseau Agakhan pour le développement, 2008.

La Constitution de la République du Mali, 27 février 1992.

Loi n°83-27/AN-RM du 15 août 1983 portant institution du SNJ.

Loi N° 94-032 du 25 juillet 1994 portant statut de l'enseignement privé au Mali.

Loi N° 99-046 du 26 décembre 1999 portant Loi d'Orientation sur l'Education au Mali.

Loi 00-045 du 07 juillet 2000 portant charte des partis politiques



Institut Malien de Recherche Action
pour la Paix

Tel : +223 20 22 18 48

info@imrap-mali.org

www.imrap-mali.org



interpeace

Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Tel : +225 22 42 33 41

wao@interpeace.org

www.interpeace.org

Grâce au soutien de

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF DENMARK
DANIDA INTERNATIONAL
DEVELOPMENT COOPERATION



et à la contribution de



AMBASSADE DE NORVÈGE

ISBN 9789966166692



9 789966 166692